FÉVRIER / MARS 2011 • 5.00 $

À bâbord !

38

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

L'UTOPIE A-T-ELLE UN AVENIR ?

- **France**
  Dérive de Sarkozy
- **La tourista**
  Nouveau fléau mondial
- **À l'ACDI**
  Changement discutable
- **Mesures d'austérité**
  Soigner le mal par le mal
- **Frais de scolarité**
  Bataille contre le dégel
- **Québec solidaire**
  Après 5 ans : un bilan
- **Requiem pour le clown**

Babord38p01_16.qxd 27/01/11 00:30 Page 2

FÉVRIER / MARS 2011

38

ACTUALITÉ

Le voyou 4
Jean-Yves Joannette

Grève sociale 5
René Charest

La bataille contre le dégel des frais de scolarité. Phase 2 6
Alexandre Leduc

Radio-Canada. Un service public à protéger 7
Jean Dussault

5 ans de Québec solidaire 8
Philippe Boudreau

Austérités. Une stratégie d'accumulation du capital 10
Philippe Hurteau

Soigner le mal par le mal 11
Claude Vaillancourt

Code du travail. Révolution juridique en vue 13
Léa Fontaine

Enseigner la philosophie aux enfants ? 14
Normand Baillargeon

Mourir dans la dignité 16
François Pizarro Noël

DOSSIER

Utopistes de première génération 18
Claude Vaillancourt

Les attractions passionnées de Charles Fourier 19
Diane Lamoureux

Communes et utopie au Québec 20
Christian Brouillard

Utopie = No future 21
Marie-Hélène Bourcier

Utopies, liberté et négativité 22
Ricardo Peñafiel

Agrochimie et ingénierie du climat 24
Karine Peschard

Réveillon nostalgique 25
Roméo Bouchard

Se libérer du travail 26
Philippe de Grosbois

Les contre-utopies 27
Christian Brouillard

L'UQAM. Vie et mort d'une utopie 28
Jacques Pelletier

Dystopie technologique 29
Normand Baillargeon

L'utopie du Dieu impuissant 29
Jean-Claude Ravet

Le socialisme écologique 30
Roger Rashi

Féminisme. Une utopie pragmatique 31
Lori Saint-Martin

INTERNATIONAL

Harper, nouveau premier ministre d'Israël 32
Lorraine Guay

USA. Élection 2012 en marche 33
Karine Prémont

La dérive droitière de Sarkozy 34
David Desmier

La Tourista. Nouveau fléau mondial 36
Rodolphe Christin

DÉBAT POLITIQUE

ACDI. Changement discutable 38
Amélie Nguyen

ANALYSE DU DISCOURS

Réformes et contre-réformes en éducation 40
Benoît Bergeron

CULTURE

Vous n'aimez pas la vérité - 4 jours à Guantanamo 42
Paul Beaucage

Requiem pour le clown 44
Gilles McMillan

À tout prendre 48
Ramon Vitesse

UNE REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

COLLECTIF DE RÉDACTION

NORMAND BAILLARGEON, LUCIANO BENVENUTO, LUC BONENFANT, CHRISTIAN BROUILLARD, DANIEL CHAPDELAINE, JEAN-PIERRE COUTURE, ÉRIC DEMERS, PHILIPPE DE GROSBOIS, LÉA FONTAINE, PIERRE-LOUIS FORTIN-LEGRIS (COORDONNATEUR), GIULIANA FUMAGALLI, LOUIS GAUDREAU, PHILIPPE HURTEAU, JEAN-YVES JOANNETTE, JEAN-PIERRE LARCHE, GÉRALD McKENZIE, GILLES McMILLAN, LUCIE MERCIER, MONIQUE MOISAN, AMÉLIE NGUYEN, ÉMILIE NOLET-ROUSSEAU, JACQUES PELLETIER, RICARDO PEÑAFIEL, MAXIME OUELLET, JEAN-MARC PIOTTE, MAGALY PIROTTE, GHISLAINE SATHOUD, RACHEL SARRASIN, CLAUDE VAILLANCOURT, MARC-OLIVIER VALLÉE.

COMITÉ D'ÉDITION

LUCIANO BENVENUTO, CHRISTIAN BROUILLARD, DANIEL CHAPDELAINE, JEAN-PIERRE COUTURE, GÉRALD McKENZIE, MONIQUE MOISAN, JACQUES PELLETIER (SECRÉTAIRE DE RÉDACTION), RICARDO PEÑAFIEL, MARC-OLIVIER VALLÉE.

PRODUCTION & INFOGRAPHIE

LUCIANO BENVENUTO, MONIQUE MOISAN

ILLUSTRATIONS

PIERRE CRÉPÔ, JACQUES LEDUC, GÉRALD McKENZIE, DENIS RÉMILLARD, LOUIS RÉMILLARD, ALAIN RENO, PIERRE RONDEAU (COUVERTURE).

COLLABORATIONS SPÉCIALES

PAUL BEAUCAGE, BENOÎT BERGERON, ROMÉO BOUCHARD, PHILIPPE BOUDREAU, MARIE-HÉLÈNE BOURCIER, RENÉ CHAREST, RODOLPHE CHRISTIN, DAVID DESMIER, JEAN DUSSAULT, LORRAINE GUAY, DIANE LAMOUREUX, ALEXANDRE LEDUC, KARINE PESCHARD, FRANÇOIS PIZARRO NOËL, KARINE PRÉMONT, ROGER RASHI, JEAN-CLAUDE RAVET, LORI SAINT-MARTIN, RAMON VITESSE.

La revue *À bâbord !* est imprimée par les travailleurs-euses de Héon & Nadeau ltée.

Elle est distribuée à travers le Québec par La Maison de la Presse Internationale (LMPI).

Dépôt légal bibliothèque nationale du Québec
ISSN 1710-2091

À bâbord !

info@ababord.org
www.ababord.org

Un espace ouvert pour le débat politique et l'intervention sociale

La revue *À bâbord !* est une publication indépendante, sans but lucratif, paraissant cinq fois par année. Elle est éditée au Québec par des militantEs, des journalistes indépendantEs, des professeurEs, des étudiantEs, des rebelles de toutes sortes et de toutes origines, proposant une révolution dans l'organisation de notre société, dans les rapports entre hommes et femmes et dans nos liens avec la Nature.

La revue a pour but d'informer, de formuler des analyses et des critiques sociales et d'offrir un espace ouvert pour débattre et favoriser le renforcement des mouvements sociaux d'origine populaire. *À bâbord !* veut appuyer les efforts de ceux et celles qui traquent la bêtise, dénoncent les injustices et organisent la rébellion.

Les articles de la revue peuvent être reproduits à condition d'en citer la source.

Aujourd'hui la Tunisie, demain le Maghreb et ailleurs !

La fuite vaudevillesque du président tunisien Ben Ali, le 14 janvier dernier, après plusieurs semaines de mobilisations populaires contre son régime répressif marque une étape politique importante non seulement pour la Tunisie, mais aussi pour toute la région et l'ensemble du monde arabe. Il s'agit d'une victoire historique, car c'est la première fois depuis les années 1980 qu'une révolte populaire réussit à faire reculer une dictature bien installée au pouvoir depuis plus de 20 ans.

C'est aussi, hélas, une victoire qui a été chèrement payée avec plus de 50 morts, victimes des balles des forces de police. Enfin, c'est une victoire fragile, car sans une politisation du mouvement populaire ses fruits risquent, comme cela s'est produit en Algérie après les journées d'octobre 1988, d'être subtilisés par une autre fraction de l'élite dominante. Car il ne faut pas l'ignorer, les forces du *statu quo* pullulent !

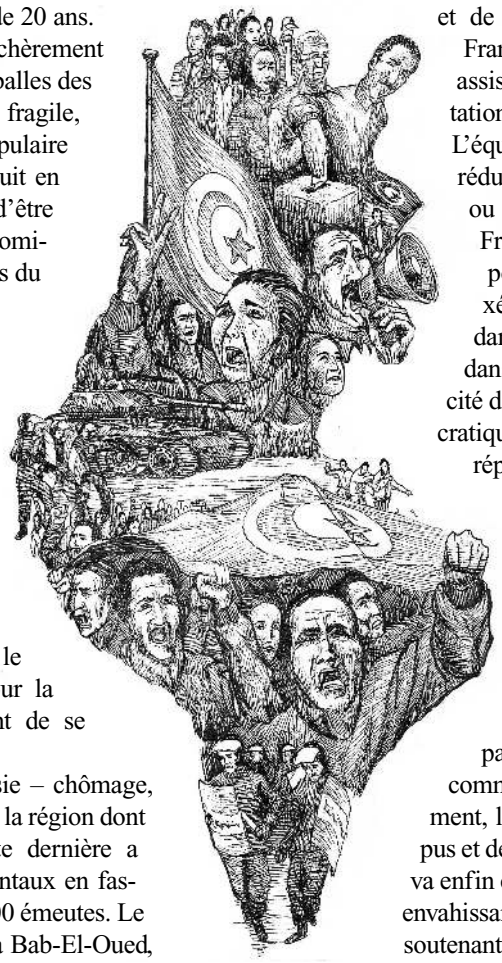


Illustration : Mathieu Chartrand

Une révolution démocratique

Issue de la rue, des jeunes et des chômeurs, cette révolution s'est faite non seulement contre la dictature en place, mais aussi contre le chômage (selon les statistiques officielles, le chômage s'élève à 14 %, mais le vrai chiffre est presque du double tandis que chez les jeunes, il atteint les 35 à 40 %), la vie chère, l'absence d'avenir, la corruption et le mépris. En bref, il s'agit d'une lutte pour la dignité populaire dont les échos risquent de se répercuter ailleurs.

De fait, les plaies qui affligent la Tunisie – chômage, corruption et autoritarisme – frappent toute la région dont le pays voisin, l'Algérie. En 2010, cette dernière a connu, sans que les grands médias occidentaux en fassent vraiment mention, entre 9 000 et 10 000 émeutes. Le 5 janvier 2011, une provocation policière à Bab-El-Oued, quartier populaire d'Alger, déclenche une révolte qui se propage rapidement à l'ensemble du pays.

Là encore, c'est l'explosion du ras-le-bol des couches populaires, un « Ya Basta ! » face à la répression et à la misère programmées par l'État. Et si la rue, en Algérie comme en Tunisie, est l'acteur important de ce sursaut de dignité, c'est qu'il y a, dans ces deux sociétés comme dans l'ensemble du monde arabe (on le voit en Égypte et ailleurs) et même, faut-il le dire, un peu partout sur la planète, une volonté de bâillonner toute initiative pouvant donner corps aux aspirations populaires. C'est ce qu'exprimait d'une manière éloquente le manifeste des jeunes palestiniens de Gaza, lancé sur Internet début janvier 2011 : « *Merde au Hamas. Merde à Israël. Merde au Fatah. Merde à l'ONU et à l'UNRWA. Merde aux États-Unis d'Amérique !* »

Le double jeu des puissances occidentales

Ce cri est un début, mais seulement un début. Le départ du président Ben Ali est un autre pas en avant. Les peuples de cette région espèrent que l'expérience tunisienne sera méditée. Ce qu'ils demandent aussi aujourd'hui, c'est que cesse le soutien de certaines puissances aux régimes en place.

Comment accepteraient-ils les propos du Quai d'Orsay et de l'Élysée ? Aujourd'hui, la priorité pour la France devrait-elle être, encore, de proposer une assistance technique à la gestion soft des manifestations et à la formation des forces de répression ? L'équation arabe se limiterait-elle encore au choix réducteur et simpliste entre les militaires en place ou les Talibans ? Pourquoi aux États-Unis, en France et plus généralement en Europe, est-il possible d'intégrer les forces politiques racistes, xénophobes, extrémistes voire fondamentalistes dans le système démocratique, tout en déniant dans le même temps aux peuples du Sud la capacité de gérer pacifiquement, politiquement et démocratiquement, les forces radicales et extrémistes ? La réponse est simple : un quasi-racisme ordinaire s'est instillé dans nos consciences.

À ce titre, l'invocation du « péril » islamiste pourrait jouer un rôle, comme ce fut le cas après les élections de 1992 en Algérie ou celles de 2007 dans les territoires palestiniens, pour justifier à nouveau une fermeture brutale du champ politique. Cette fermeture recevrait, comme par le passé, l'aval des grandes puissances occidentales comme les États-Unis et la France qui sont, ultimement, les « grands patrons » de ces régimes corrompus et dépendants. Il s'agit donc de savoir si l'Occident va enfin cesser de pratiquer une politique à deux volets, envahissant l'Irak en 2003 au nom de la démocratie et soutenant dans le même temps des régimes comme celui d'Alger ou de Moubarak en Égypte, le tout au nom d'intérêts économiques et géopolitiques.

La nécessaire solidarité internationale

La partie pour le peuple tunisien n'est donc pas encore gagnée. Une réelle démocratisation implique non seulement des changements politiques en profondeur, mais aussi une réorientation importante au plan économique en vue, minimalement, d'améliorer les conditions de vie de la population et, à plus long terme, de sortir de la dépendance. Les obstacles sur ce chemin sont nombreux et il faudra toute la vigilance des couches populaires tunisiennes pour les contrer ainsi qu'une solidarité régionale et internationale effective.

Saluons donc le peuple tunisien pour sa constance et son courage. Un petit pays peut-être, un grand peuple assurément !

COLLECTIF DE RÉDACTION DE LA REVUE *À BÂBORD!*

Le crime parfait (le diable est dans les détails)

En décembre dernier, devant la Chambre de commerce de Montréal, la STM annonce, par la bouche de son président Michel Labrecque, son plan de développement pour les prochaines années. On y apprend toutes sortes de belles choses rassurantes sur l'amélioration du réseau de transport en commun, dont la mise à niveau du métro. Hélas, la nouvelle technologie envisagée ne produira pas ce son tant aimé des Montréalais, le mélodieux DOU-DOU-DOU, vous savez ? – qui rappelle la mélodie des extraterrestres dans *Rencontre du troisième type* de Spielberg – le rapprochement est de moi, pas de Michel Labrecque. Qu'à cela ne tienne, la démocratie participative (*sic*) faisant son œuvre, on va consulter la population sur la couleur des voitures, numériser la comptine et la diffuser par des haut-parleurs de manière à ne pas frustrer les usagers, pour qu'elle berce encore des générations d'usagers. C'est comme ça qu'on construit une mémoire collective, n'est-ce pas, une culture ? Que dis-je ! Un *branding* parbleu !

Cela fait penser aux églises qui ont numérisé le son des cloches, et combien d'autres phénomènes qui rappellent que nous vivons de plus en en plus dans un monde virtuel, faux, ce que Baudrillard a appelé, dans *Le Crime parfait*, la destruction du monde, du réel. Sauf celui-ci : payer un prix de plus en plus élevé pour continuer à y vivre, dans ce monde virtuel. Comme disait une agente immobilière du Plateau-Mont-Royal, interviewée aux infos de R.C. pour commenter le coût élevé de l'habitation à Montréal (Dou-Dou-Dou), « c'est sûr que vivre sur le Plateau ou au centre-ville vaut son pesant d'or. » Eh oui, que voulez-vous, c'est la nouvelle réalité.

Aux armes ! etc.

(remarquez la référence à la chanson…)

Gilles McMillan

LANCEMENT # 38

Vous êtes cordialement invités au lancement

***À bâbord !* # 38**

Jeudi 17 février à 19h
à la Casa Obscura
4381, Papineau, Montréal.
Entrée libre

8 mars

Journée internationale des femmes

Saute d'humeur

Le voyou

par JEAN-YVES JOANNETTE

On ne connaît pas sa mère, seulement son père. Celui-ci avait de l'ambition pour dix et il en avait aussi pour son fils. C'est pourquoi il a commencé par le prénommer Pierre, car sur cette pierre il assoirait son esprit de clocher. Puis, inspiré, il ajouta Karl au prénom car il le savait, Karl était le créateur du capital. Le baptême de Pierre Karl fut grandiose. Il était à peine né qu'il avait déjà fait la une du feuillet paroissial.

Plus tard, bien après sa première communion, PK eu une crise d'adolescence. Ses membres s'allongeaient, son visage bourgeonnait et il eut vraiment peur de ressembler à son père. Son père était laid. Très laid. Pierre Karl eut vraiment peur de ne jamais pouvoir approcher les belles femmes qu'il « lisait » à la page 7 du journal de son père.

Malheureux, il devint trotskiste.

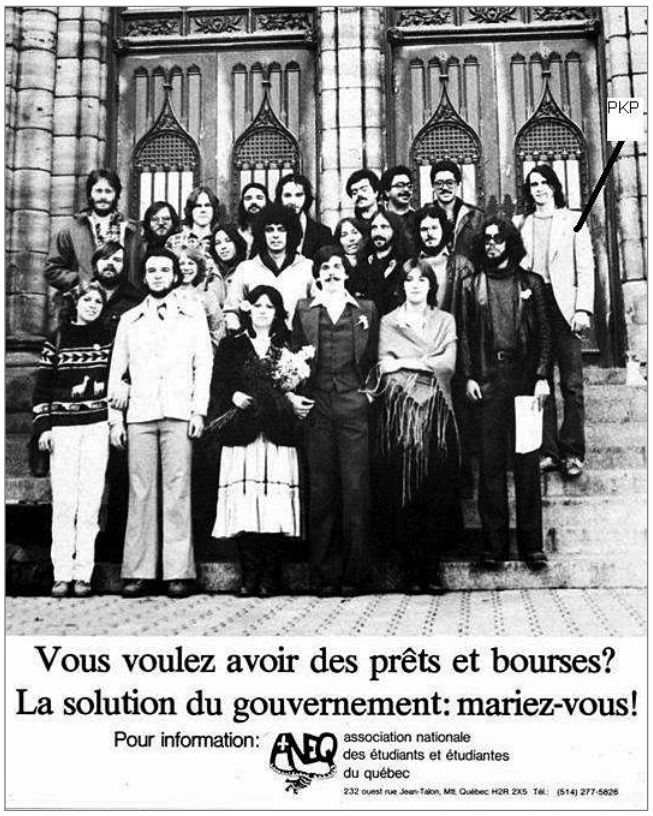
Il se mit à dévorer des livres incroyables dans lesquels il découvrait des mots formidables (prolétariat, dialectique, matérialisme). Pour la première fois de sa vie, il était fier du Karl de son abondant prénom. Il s'engagea dans la lutte de classes. Seul un cliché nous est resté de cette époque glorieuse.

PK vieillit. Finie la révolution. Son père le reçut comme un enfant prodigue et lui permit de se faire la main dans les *pattes* et papiers. L'achat de Donohue lui permit d'aller voir les danseuses d'Honolulu. Son père était fier, son PK avait dans l'imprimerie fait bonne impression.

Comme tout bon père digne de ce nom, il mourut. PK comme tout bon fils digne de ce nom poursuivit son œuvre en s'appuyant comme ce dernier sur les 4 S : Sport, Sang, Sexe et Spectacle. Il s'affaira à hisser ses entreprises vers de nouveaux sommets. Il lui fallait maintenant une femme avec qui il pourrait se faire photographier. PK en a identifié une. Elle était jeune et jolie, se prénommait Julie et ne se gênait pas pour parler de son point J. L'audace de cette sémillante femme lui plut.

Pour l'approcher, il sollicita la Caisse de dépôt et placement du Québec et acquit Vidéotron. De son télésiège il conquit enfin la jolie Julie. PK et Julie se promirent complicité. Et firent de « *L'enfer c'est nous autres* » leur devise commune.

PK est en feu. Cette union, cette liaison, ce rapprochement, cet accouplage, cette interconnexion, cette interface, cet abouchement lui font découvrir les grandeurs de la convergence. Et PK de tout faire converger vers lui. Il accouple ses entreprises, elles se pénètrent mutuellement, elles gigotent d'interface et les confluences se multiplient. Julie émet des flatulences brillantes (elle pète le feu) car elle est la première à en profiter. Elle est la Star de l'Académie de son Banquier.



PK veut devenir un grand bourreau du travail. Sans cagoule, le visage découvert, il est décidé à abattre le travail. Il coupe des emplois à la volée. PK le bourreau du travail, tel un bûcheron, abat les boulots et déracine les employés. Pragmatique, il coupe aussi ses contributions au Fonds canadien de télévision… Ce n'est pas parce qu'une société d'État lui est venue en aide que l'État doit en aider d'autre que lui.

Mais voilà qu'un quidam lance qu'il se comporte en VOYOU ! Il est outré, Julie aussi. PK ameute une meute d'avocats. Dommages et intérêts. Julie se présente au juge et explique tous les dommages collatéraux que ce qualificatif a fait subir à elle, à ses enfants, à sa mère…

Secrètement, elle regrette d'avoir épluché des oignons pour que coule sur ses délicates joues un mascara hors de prix… mais lorsqu'on a comme devise « *L'enfer c'est nous autres* », il faut ce qu'il faut pour que le diable soit aux vaches. ★

Grève sociale

Accentuer la lutte politique contre les Libéraux

La grève générale a constitué historiquement un enjeu opposant les partisans du seul recours à la grève insurrectionnelle à ceux qui voulaient conjuguer celle-ci avec une action politique révolutionnaire plus large. Georges Sorel, défenseur de la première orientation, affirmait que la grève générale était suffisante pour renverser le pouvoir. Rosa Luxembourg, au contraire, prétendait que ce moyen devait s'intégrer dans une stratégie politique d'ensemble pour mener à la révolution. Cette divergence fondamentale dans la gauche radicale a ensuite traversé le XIX^e^ siècle et une bonne partie du XX^e^ siècle.

par RENÉ CHAREST
Militant syndical

Entre la Première Guerre mondiale et la crise des années 1930, l'Industrial Workers of the World (IWW), centrale syndicale combative, appuyait les conflits ouvriers un peu partout aux États-Unis. C'était en quelque sorte l'âge d'or de la grève générale comme outil de résistance et de lutte ouverte contre le capitalisme. Les militantEs de l'IWW anticipaient les luttes en émergence, surgissaient au moment des conflits avec le matériel d'agitation et de propagande nécessaire, tout en cherchant à les radicaliser. On passait ainsi d'un conflit à l'autre dans un parcours de conscientisation révolutionnaire, sans toutefois construire une organisation syndicale structurée. Cette pratique de radicalisation des luttes, souvent conjuguée à la mobilisation des immigrantEs, a tenu le coup pendant quelques années. Mais, dans les années 1920, le pire arriva : la répression policière et politique affaiblit considérablement l'IWW et la réduisit à peu de choses. Cette défaite a obligé plusieurs militants à réfléchir à la nécessité de conjuguer l'action syndicale à l'action politique.

La grève dans l'espace québécois

La mémoire du mouvement ouvrier québécois comprend de nombreuses grèves d'une amplitude telle qu'elles ont influencé le cours de l'histoire de cette société après la Deuxième Guerre mondiale. Pensons à Asbestos, Louiseville, Valleyfield... Ces grèves ont été dramatiques pour les travailleurs et les travailleuses du Québec qui ont dû endurer des sacrifices énormes. Mais elles ont permis à la classe ouvrière de s'affirmer en tant que sujet politique dans l'espace public québécois.

Récemment, la Coalition contre la hausse des tarifs et la privatisation des services publics a évoqué, avec raison, la grève générale des travailleurs et des travailleuses du secteur public au Québec en 1972. Cette grève s'inscrivait dans le cadre d'une négociation collective, mais le contenu des revendications, dont le salaire hebdomadaire de 100 $ minimum, avait une connotation sociale forte qui dépassait le cadre restreint de la négociation. De plus, l'emprisonnement des trois dirigeants des centrales syndicales a fait que la grève des syndiqués de l'État s'est étendue partiellement au secteur privé, avec l'occupation de certaines villes, dont Sept-Îles. Cette grève s'est dont transformée, d'une certaine façon, en grève sociale.

Cette radicalisation de la lutte syndicale a été balisée par la politique du deuxième front proposée par Pierre Vadeboncoeur et Marcel Pepin en 1968 : le syndicat ne doit pas défendre le travailleur ou la travailleuse uniquement dans le cadre juridique déterminé par les lois du travail (le premier front); le syndicat doit tenir compte de tout le milieu de vie de celles et ceux qu'il veut représenter : le logement, le transport en commun, l'école, etc. (le deuxième front).

Par la suite, les Conseils centraux, dont celui de Montréal dirigé par Michel Chartrand, ont mis en application les propositions du deuxième front, en appuyant la mise en place de comités sur le logement, sur le chômage… qui mèneront à la constitution de Comités d'action politique (CAP) réunissant, sur une base régionale, des militants des trois centrales syndicales. Dans ce contexte, plusieurs militants considéraient dans l'ordre des choses la transformation possible des luttes syndicales en luttes sociales, ce qui se réalisa effectivement en 1972.

Contre la réaction patronale des années récentes : relancer la grève sociale ?

Les capitalistes devaient trouver une manière de détourner le mouvement ouvrier de ses aspirations légitimes. Dans le secteur public, le décret de 1983, la création des Services essentiels, l'adoption de lois spéciales, les Sommets, etc., ont considérablement affaibli le mouvement syndical. Dans le secteur privé, la délocalisation, la sous-traitance, la multiplication du travail atypique, les clauses « orphelin », la participation des travailleurs à la gestion, etc., ont miné l'ardeur des syndiquéEs.

Cependant, depuis une dizaine d'années, avec l'extension du néolibéralisme qui réduit les victoires obtenues durant les Trente glorieuses, renaît l'espoir de luttes sociales radicales. Ainsi, dans les prochains mois, il devrait y avoir un débat sur la pertinence de la grève sociale favorisant un élargissement de la lutte contre le néolibéralisme à la sauce québécoise.

Ce mot d'ordre de grève sociale pourrait paraître fantaisiste dans un contexte où le mouvement syndical ne semble pas, pour l'instant, vouloir emprunter cette perspective. Cependant, la Coalition contre la hausse des tarifs pense que dans la conjoncture actuelle, la grève sociale pourrait être un levier important d'une mobilisation contre le budget Bachand de 2010 et celui qui s'en vient en 2011.

N'oublions pas qu'au début du mandat du gouvernement libéral, l'idée de la grève sociale avait été lancée par les directions syndicales pour riposter au projet de réingéniérie de l'État québécois. Dans certains secteurs du mouvement syndical, les mandats de grève sociale avaient reçu une forte adhésion. Cependant la grève sociale ne s'inscrit pas dans un contexte de négociation formel et place les organisations syndicales dans l'illégalité. Pouvons nous refaire aujourd'hui ce débat stratégique alors que nous faisons toujours face au même ennemi ? Les prochains mois nous le diront. ★

Samedi 12 mars

Unis contre le budget Bachand

Les plans d'austérité du ministre des Finances Raymond Bachand déclenchent au Québec leur part d'hostilité. Deux coalitions s'activent pour alerter l'opinion : la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics – aussi connue sous le nom de Coalition main rouge –, formée d'organisations diverses du monde communautaire, étudiant et syndical, et l'Alliance sociale, composée principalement des centrales syndicales et d'associations étudiantes. Toutes deux s'entendent sur un recours à une fiscalité progressive plutôt qu'à la tarification comme moyen d'améliorer l'état des finances publiques; elles défendent les services publics et s'opposent aux privatisations; elles soutiennent la création d'emplois de qualité. Si les deux coalitions lanceront chacune des actions distinctes, elles uniront leurs forces dans une grande manifestation qui se tiendra à Montréal **le samedi 12 mars**.

Photo : Luciano Benvenuto

PHASE 2

Frais de scolarité

La bataille contre le dégel

par Alexandre Leduc

Depuis 2007, les étudiants universitaires subissent une augmentation de leurs frais de scolarité de 50 $ cumulatif par session. Dans l'histoire du mouvement étudiant, c'est la deuxième fois qu'un dégel de ces frais est appliqué[1]. Dans les deux circonstances, les associations étudiantes combatives ont tenté de livrer bataille, mais sans succès. Face à ces échecs, la droite a repris confiance et propose maintenant de hausser de manière plus importante les frais universitaires.

La guerre est engagée

Alors que le dégel de 2007 était annoncé jusqu'en 2012, le bras de fer recommence dès 2009. En février 2010, Lucien Bouchard et consorts mettent la table : le prochain dégel devra être plus considérable pour rejoindre la moyenne canadienne (plus de 5000 $ par année)[2].

Le 6 décembre dernier, le gouvernement organisait une rencontre nationale sur le financement des universités dont l'ordre du jour était de savoir s'il fallait procéder en imposant une grosse ou une très grosse augmentation. La guerre est donc déclarée. Face à cela, comment les centrales étudiantes abordent-elles cette nouvelle bataille ? Assisterons-nous à une nouvelle grève générale, et si oui, quand ?

ASSÉ

Association pour une solidarité syndicale étudiante

Élargir les perspectives de lutte

Selon Gabriel Nadeau-Dubois, l'ASSÉ s'est réjouie de la récente prise de position de la FTQ en faveur de la gratuité scolaire. C'est une autre preuve que ce n'est pas un projet utopiste. De plus, l'ASSÉ considère qu'il ne suffit pas de s'opposer au dégel, mais qu'il faut aussi développer une critique de ce que devient l'éducation. L'utilisation récente du concept de mal-financement plutôt que de celui de sous-financement représente une petite révolution intellectuelle.

Alors que tout porte à croire que les détails de la nouvelle hausse des frais seront annoncés lors du prochain budget en mars 2011, l'ASSÉ croit qu'elle ne sera appliquée qu'en 2012, ce qui laisse un peu de temps pour organiser la mobilisation. En d'autres mots, la perspective de grève générale est à l'horizon, mais il est encore trop tôt pour discuter de sa mise en application concrète.

En attendant, cet hiver, l'ASSÉ entend mobiliser ses membres pour perturber la rencontre des partenaires en éducation collégiale. Consciente que la lutte doit sortir de ses bases pour être victorieuse, l'ASSÉ entend tenir une grande rencontre nationale étudiante ce printemps pour discuter des perspectives de lutte.

FECQ

Fédération étudiante collégiale du Québec

Lutter pour le gel et défendre la gratuité scolaire

Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, nous explique que la position de sa fédération est le gel dans une perspective de gratuité scolaire. Plus pragmatiquement, la FECQ désire que la hausse cesse en 2012.

La FECQ se réjouit de la bonne participation à la rencontre des partenaires universitaires du 6 décembre 2010. Selon Léo Bureau-Blouin, cette forte participation reflète bien le fait que c'est la classe moyenne qui serait frappée de plein fouet par la hausse pressentie. Ce qui réjouit le plus le président de la FECQ, c'est la solidarité qui s'est développée avec les centrales syndicales. Lors de la journée du 6 décembre 2010, les centrales syndicales ont suivi les fédérations étudiantes qui ont claqué la porte de la rencontre, fait très rare dans l'histoire récente du syndicalisme québécois.

Pour la suite des choses, la FECQ envisage une vaste mobilisation contre le prochain budget, mais attend un signal clair du gouvernement en matière de dégel avant de parler de grève générale. En attendant, la FECQ souhaite que le gouvernement ait retenu la leçon du 6 décembre dernier.

FEUQ

Fédération étudiante universitaire du Québec

Développer la solidarité avec le mouvement syndical

La FEUQ, quant à elle, demande le gel des frais à partir de 2012. Son président, Louis-Philippe Savoie, est également satisfait de l'issue de la rencontre du 6 décembre 2010. Pour la suite des choses, la FEUQ mise sur deux stratégies : 1) développer des solidarités avec le milieu syndical via l'Alliance sociale; 2) faire rayonner l'étude de la FEUQ sur la condition de vie des étudiants qui démontre, entres autre, une précarisation grandissante des finances étudiantes.

Là non plus, la perspective de grève n'a pas été traitée dans les instances internes. On attend les annonces du ministre.

TACEQ

Table de concertation des associations étudiantes du Québec

Pour des États généraux de l'éducation postsecondaire

Pour la TACEQ, le gel des frais de scolarité n'est pas un projet de société. La position officielle de cette centrale étudiante est « Contre toute hausse de frais de scolarité ».

Philippe Verrault-Julien, vice-secrétaire général de l'organisation, nous souligne que la TACEQ a de bonnes chances de continuer la mobilisation cet hiver dans le cadre d'une grande manifestation contre le budget Bachand.

Pour l'instant, si la TACEQ n'a pas encore discuté de grève dans ses instances, elle propose la tenue d'États généraux sur l'éducation postsecondaire pour tenir une réelle réflexion dans un forum ouvert.

➥

Dépoussiérer un carré rouge qui pourrait resservir !

En conclusion, il existe deux consensus entre les différentes centrales étudiantes : 1) dégel il y aura, on ne sait juste pas quand ni comment; 2) devant ce flou, il est prématuré de parler de grève générale. Cette réserve s'explique probablement par une volonté de construire une réelle gradation des moyens de pression, ce qui avait manqué en 2007. De plus, le fait que les centrales syndicales s'impliquent plus que jamais dans le débat contre le dégel ne peut que dynamiser le mouvement étudiant.

Advenant une bonne mobilisation contre le budget de mars 2011, le gouvernement Charest pourrait être tenté de reculer sur ce dossier. Il serait toutefois plus prudent de dépoussiérer quand même son carré rouge, juste au cas… ★

1. La première fois c'était en 1989 à l'initiative de Claude Ryan, ministre de l'Éducation dans le second gouvernement Bourassa.

2. Sa proposition est cosignée par d'anciens dirigeants des fédérations étudiantes. Précisons que la FECQ a depuis publiquement manifesté son mécontentement envers la position de son ancienne dirigeante.

Point de vue

Radio-Canada

Un service public à protéger

La qualité a un prix et la CSN a décidé de le mettre pour la sauver: une imposante campagne de défense et de promotion de Radio-Canada, si les employés-artisans-créateurs du diffuseur public le choisissent.

Je me suis engagé dans ladite campagne en partie parce que je dois beaucoup à cette essentielle institution. Mais surtout parce que, comme citoyen, j'ai besoin de rigueur dans l'information et de qualité dans le divertissement produits à Radio-Canada. Comme cela relève des membres du SCRC, c'est d'abord eux que vise l'exercice.

L'entreprise est audacieuse: plusieurs de mes anciens collègues voient dans la démarche syndicale un mélange de jovialisme et, pire, de soumission à une direction qui presse indûment le citron. Aucun doute, la critique est légitime : il y a des limites, déjà franchies à mon avis, à toujours faire plus avec moins; à réfléchir sereinement en courant au galop; à bien faire en faisant tout en même temps.

Mais devant les décisions des gestionnaires, il faut comprendre que travailler à Radio-Canada, ce n'est pas bosser pour tel ou tel patron, mais œuvrer pour le public qui paie les salaires. Les dirigeants, comme les fantassins, vont passer. L'institution, elle, doit demeurer.

Des options limitées

La situation ne va pas s'améliorer d'elle-même. En dollars constants, la contribution publique à Radio-Canada n'est même plus la moitié de ce qu'elle était il y a quinze ans. Et les revenus publicitaires de la télévision publique chutent dramatiquement, essentiellement dû à la multiplication des chaînes. Avec des contrecoups sur la qualité de la production dans toutes les émissions que le public finance.

Cela s'appelle faire face à un mur. Et avoir à décider de le regarder s'écrouler ou de le contourner. Évidemment, la réponse syndicale s'est imposée : s'atteler à convaincre la population qu'il faut accroître l'allocation gouvernementale, c'est-à-dire la sienne. Bien sûr, le chômeur, le parent en attente de place en garderie, le patient à l'urgence de l'hôpital ont d'autres priorités.

Par ailleurs, les groupes de discussion que la maison CROP a mis sur pied pour le compte du SCRC ont clairement indiqué l'attachement au diffuseur public, la reconnaissance de la qualité de sa production et son importance dans le paysage culturel. Que voilà des atouts ! Qu'il est le temps de jouer.

La convention collective courra encore deux ans; seuls les obtus imagineront des « gras durs » en train d'en réclamer encore plus au nom d'un intérêt public qui ne serait, en fait, que la somme de quelques intérêts individuels. Ou, horreur, corporatistes.

La concurrence

Le lock-out des employés de production en 2002 a été riche d'enseignements. Les témoignages d'attachement à la radio avaient été beaucoup plus nombreux que pour la télévision publique. Simple : la différence entre la radio de Radio-Canada et les radios privées est plus grande que celle entre la télé publique et les télés privées. La raison en est, elle aussi, fort simple : la première vit sans publicité, la deuxième en dépend largement.

Or, il ne faut pas s'y méprendre, la publicité influe sur le contenu. Pas par de grossières pressions de vendre telle ou telle salade, mais par un processus plus subtil, donc plus difficile à combattre.

Dans un lointain colloque du Conseil de Presse du Québec, un ancien président de Radio-Canada en avait donné l'illustration. Le budget d'une émission culturelle provenait à 40 % de commanditaires qui, normalement, achètent de la visibilité. La pérennité d'une telle émission, et de ses emplois et de ses employés, conduit inéluctablement à inviter des vedettes et non d'obscurs futurs ceci ou cela.

C'est la recette éprouvée des télés privées. D'où la similarité croissante du réseau public et des réseaux privés de télévision dans la production de divertissement. Et, conséquemment, la *défidélisation* envers le diffuseur public à cause de la distinction réduite entre les deux.

Et qui diantre veut payer des impôts en espèces sonnantes et trébuchantes pour obtenir ce qui est déjà accessible via des redevances et subventions déguisées dans le miasme de la réglementation ? Or, ce sont les « Tout le monde en parle » et autres « Virginie » qui procurent une partie des budgets des « Enquête » et autres « Découverte ». Cercle vicieux et nœud gordien viennent à l'esprit.

La cavalerie CSNienne

Il faisait plaisir, même chaud au cœur, au mordu de Radio-Canada que je suis d'entendre la présidente de la CSN, M^me^ Claudette Carbonneau, expliquer en novembre à des employés de Radio-Canada à Montréal la motivation de sa centrale syndicale à financer cette campagne. Dans le grand portrait, la voix et le regard détachés d'une institution au service de la collectivité; une diversité essentielle à la démocratie, particulièrement hors des grands centres; un diffuseur public qu'il faut protéger des pressions commerciales; l'objet d'émulation pour les autres médias. Plus syndicalement, l'aspiration vers le haut dans les conditions de travail, salariales un peu, professionnelles surtout.

Pour 34 $ par année par citoyen.
Moins qu'une tasse de café par semaine.
Moins cher que le coût mensuel d'un quotidien.
Et tellement moins salissant. ★

JEAN DUSSAULT

* Jean Dussault a été journaliste pendant 36 ans à Radio-Canada. Il est le porte-parole de la campagne CSN-FNC-SCRC pour la défense et la promotion d'un diffuseur public d'un contenu de qualité.

Cinq ans de Québec solidaire

Un grand pas en avant

par Philippe Boudreau
Professeur de science politique, *Collège Ahuntsic*

La naissance de Québec solidaire en février 2006 a modifié le paysage partisan, comblant un espace laissé vacant, au fil du temps, par les autres forces politiques, notamment le Parti québécois. Dès le départ, QS prétendait dépasser de vieilles habitudes et mettait de l'avant le slogan « *faire de la politique autrement* ». Cinq ans plus tard, a-t-il relevé le défi ? Examinons les éléments d'un bilan peut-être précoce et sûrement incomplet.

Parmi les influences idéologiques présentes en 2005, alors que se préparait la fondation de QS, il y avait une tendance importante, la posture citoyenne. S'abreuvant au libéralisme politique et à l'humanisme (le discours sur le bien commun et les idées de Riccardo Petrella étaient en vogue…), cette posture a eu un effet positif : rompre avec une pratique militante austère, par laquelle l'action de militer était à la fois abnégation, sacrifice et, à la limite, perte de soi. On désirait une action politique de proximité, très accessible, qui place le commun des mortels au centre de tout et qui visiblement n'attend ni sauveur, ni prophète et encore moins le tracé du chemin conduisant à la Terre promise.

En amont, le travail effectué par D'abord solidaires et Option citoyenne, en phase avec plusieurs avancées de la pensée féministe des décennies précédentes, suggérait la nécessité de ce retour à la base. On cherchait une *praxis* qui valorisait l'individu citoyen, appelé à retrouver sa capacité politique et son intérêt pour la chose publique. D'abord solidaires avait insisté sur l'éducation populaire et la nécessaire repolitisation des gens. Certainꜱ ont pu percevoir QS, à sa fondation, comme la réunion de 4 000 volontés individuelles. Juridiquement, c'était vrai. Et QS opère conformément aux lois québécoises relatives aux partis; ce sont des associations volontaires de citoyens et citoyennes.

Déjà, de par son origine, QS échappait au *pattern* classique de création des partis politiques au Québec : le parti de cadres. Selon la classification élaborée par le politologue Maurice Duverger, un tel parti est créé par les experts du monde politique, eux-mêmes issus d'un parti déjà établi depuis longtemps et ayant goûté au pouvoir. Les exemples de partis de cadres sont connus : Action démocratique du Québec et MSA/PQ créés au terme de scissions au sein du Parti libéral du Québec, Bloc québécois créé à même une scission du Parti conservateur… Une toute autre dynamique se trouve à l'origine de Québec solidaire qui, comme on le sait, est le fruit de la jonction de l'Union des forces progressistes et d'Option citoyenne, elles-mêmes issues de divers courants militants ou citoyens. Dans l'histoire du Québec, il est plutôt rare que ce type de formation survive et connaisse du succès. La relative bonne santé de QS à son cinquième anniversaire de naissance, l'élection d'un premier député solidaire en 2008 et la crédibilité des porte-parole de QS auprès des médias et de la population constituent des acquis significatifs. L'indépendance de QS à l'égard des vieux partis et de la classe politique est aujourd'hui un gage important de l'originalité de sa contribution et de la fraîcheur de ses analyses.

La part des mouvements sociaux

QS n'est pas issu du *boys club* que forme l'élite politique nationale. Mais s'il s'en était tenu à cela, à cette collection de volontés féminines et masculines, il serait resté à bien des égards un parti comme les autres. Or, il prétend faire différemment. Si cette affirmation recèle la moindre vérité, ne faut-il pas la chercher du côté de son rapport avec les mouvements sociaux ? N'est-ce pas un trait distinctif majeur ? Mettons de côté la conception libérale-juridique et envisageons Québec solidaire comme une tentative de transposition sur la scène politique de l'action de grands pans des mouvements sociaux. Au minimum, QS est le résultat de la volonté concertée de leaders de ces mouvements, dont des segments importants ont jugé que pour accroître leur pouvoir, ils devaient projeter leur influence sur la scène partisane. Vers 2004, ce choix décisif a été fait, à titre personnel, par des têtes d'affiches des mouvements sociaux québécois. Mais n'a-t-il pas été fait aussi, indirectement, par ces mouvements eux-mêmes, qui ont plus ou moins accepté d'offrir à QS leurs meilleurs éléments ? Au sein de ces mouvements sociaux, il n'y a jamais eu consensus (tant s'en faut) sur la question de l'action politique; au contraire, chacun d'eux est traversé de profondes divisions à ce sujet. Il s'est néanmoins trouvé des activistes de ces mouvements, souvent les plus en vue, qui se sont dit – et se sont fait dire, par une partie de leur base – que le Québec avait besoin d'une alternative politique de gauche. On pense ici bien sûr au mouvement des femmes, au mouvement communautaire (sans oublier le sec-

Parti des urnes. Congrès national sur l'Enjeu 1 de son programme politique (novembre 2009).

Photos: Luciano Benvenuto

teur de l'économie solidaire), mais aussi au mouvement syndical, au mouvement étudiant et au mouvement écologiste.

Nous l'avons dit, à la base de QS, il y a l'UFP et Option citoyenne, qui ont certes joué un rôle déterminant. Mais ce qui donne davantage son souffle à QS, lors de sa naissance, c'est probablement le sentiment de confiance issu des mobilisations exemplaires tenues les années précédentes : la Marche mondiale des femmes en octobre 2000, l'opposition à la mondialisation néolibérale à Québec en avril 2001, les gigantesques manifestations contre l'intervention militaire en Irak en 2003, l'opposition syndicale et populaire au gouvernement Charest le 1er mai 2004 et la mémorable fronde étudiante du printemps 2005. Ces mobilisations étaient l'œuvre de mouvements sociaux, au sein desquels s'est posée la question de l'action partisane, parce que la vigueur de cette agitation populaire appelait un débouché politique.

Dans son discours de victoire électorale prononcé le 8 décembre 2008, Amir Khadir déclarait : « *Les leaders du mouvement féministe l'ont rendu possible ce parti-là, cette victoire-là. J'aimerais remercier (…) nos meilleurs alliés, nos alliés sociaux, nos alliés syndicaux. Je pense au Conseil central de Montréal, qui a bravé toutes les difficultés, qui a osé rendre possible un changement, quand il a pris position en notre faveur.* » La section montréalaise de la Confédération des syndicats nationaux est le seul organisme nommément identifié par le nouveau député. Doit-on en déduire que le mouvement ouvrier aurait encore quelque chose à offrir ? Qu'en matière d'alternative politique de gauche, il ait encore de la mine dans le crayon ? Le vote dans Mercier, tributaire pour une bonne part de l'implication de plusieurs syndicalistes, laisse croire que oui.

Les deux porte-parole de Québec solidaire : Françoise David, présidente, et Amir Khadir, député de Mercier.

Parti de la rue.

Les membres de Québec solidaire sont présents dans les manifestations populaires pour mettre de l'avant leurs propositions en faveur d'une société plus juste.

Quelques défis pour un parti comme Québec solidaire

QS est un produit des mouvements sociaux et telle est peut-être sa principale source de légitimité. Cependant, la gauche québécoise est très loin de faire l'unanimité à son sujet. Quels rapports cette formation peut-elle entretenir avec le reste de la gauche ? Depuis 2005-2006, les solidaires ont montré un sens notoire de l'inclusion, sachant rallier autour d'une même bannière une kyrielle de courants. Aujourd'hui, bien que cela soit difficile eu égard au caractère divisif de la question électorale, il est nécessaire pour QS de poursuivre le dialogue avec les autres composantes de la gauche : les libertaires, les péquistes de gauche (et pas seulement SPQ libre) ainsi que celles et ceux estimant en 2006 qu'en matière d'action partisane « *le fruit n'était pas mûr* ». Ces personnes sont encore très nombreuses aujourd'hui et il appartient à QS, et à d'autres, de trouver des moyens de poursuivre ensemble les luttes sociales par-delà les sensibilités partisanes.

Car QS veut rester ce « *parti des urnes et de la rue* », mû à la fois par le désir de soutenir les batailles de l'heure et de préparer en même temps les prochains rendez-vous électoraux. Si la formation semble avoir relativement bien réussi à ce jour à endosser les luttes du moment et à leur faire écho au meilleur de ses moyens, il reste que la vigilance est requise car la tentation de l'électoralisme, soit de troquer le combat social pour quelques points de plus dans les sondages ou quelques votes de plus dans l'urne, demeure présente.

Un autre défi pourrait être de préparer la base de QS à faire face aux nouvelles conjonctures provoquées par la vie parlementaire et la dynamique partisane. À Québec, le climat politique peut vite devenir instable, compte tenu des soupçons et allégations qui pèsent à l'endroit du régime et de ses bénéficiaires. Et au-delà de la seule survie du gouvernement Charest, l'actualité peut générer diverses situations inattendues. Qui sait quel genre de gestes politiques, voire d'alliances, QS sera appelé à envisager un jour ? Qu'attend-on au juste d'un parti de l'opposition ? Comment rend-il des comptes à sa base et à quels devoirs est-il tenu envers elle ? Ces questions doivent être abordées ouvertement avec les membres, même si à première vue certaines peuvent sembler encore prématurées.

Un autre défi interpelle non pas QS en particulier mais toute la gauche occidentale, qui est actuellement désorientée. L'extrême gauche est pour une large part discréditée, le projet social-démocrate épuisé et presque tous les partis de gauche ayant pris le pouvoir ces dernières décennies ont trahi leur base et viré à droite. Cette phase de transition est marquée par l'absence de modèles. Cela peut être déstabilisant, mais cette disparition des livres de recettes et cette fin des certitudes représentent malgré tout une ouverture. Les vieux schémas ont été abandonnés, il n'y a plus de métarécit, ni d'acteur central ontologiquement investi d'une mission universelle.

Outre le grand paradigme de l'émancipation et de la justice sociale, on doit accepter qu'il n'y ait pas une cause transcendant toutes les autres. Plusieurs horizons de libération coexistent simultanément et s'alimentent l'un l'autre : féminisme, antiracisme, socialisme... De plus, la question nationale, même si elle n'est pas maintenant à l'avant-scène, demeure une composante essentielle de tout projet de société progressiste au Québec.

Les idées fortes de la gauche ne manquent pas, dont cette liaison qui devient de plus en plus naturelle entre la sensibilité écologiste et la critique du capitalisme, liaison qui semble converger vers la mise en cause du productivisme. L'altermondialisme a aussi eu – et a encore – son influence, jusqu'au sein de QS, qui valorise tant le pluralisme que le fonctionnement participatif et qui admet cette horizontalité entre les différentes causes sociales. En parallèle, dans son programme, QS met de l'avant une forte intervention de l'État, sans nécessairement envisager de façon précise quels seront les contre-pouvoirs populaires devant un éventuel gouvernement se réclamant de la gauche. Or, l'horizontalité ne doit-elle pas se vérifier à ce niveau aussi ? Cette question, qui n'a jamais été réglée, rappelle à quel point les enjeux de l'éducation politique et du pouvoir populaire demeurent cruciaux. ★

Les plans d'austérité

Une stratégie d'accumulation du capital

par Philippe Hurteau

Avec la crise économique qui ne veut décidément pas se terminer, il devient de plus en plus difficile de suivre le rythme des différents plans d'austérité imposés aux peuples de la planète. En Europe uniquement, les exemples sont légion. La Grèce, qui annonçait en mars un plan de coupes dans ses dépenses sociales de 4,8 G d'euros, dut majorer son plan initial en élevant l e niveau des compressions à atteindre à 30 G d'euros. Cet automne, le Portugal et l'Irlande sont venus rejoindre le Grèce dans la liste des pays devant se soumettre aux diktats imposant des reculs sociaux. Et, à en croire les oiseaux de malheur, l'Espagne et l'Italie ne sont pas si loin du jour où ils deviendront membres de ce club sélect de pays devant faire prévaloir les prescriptions de l'austérité budgétaire sur les besoins de leur population.

Bien entendu, le Québec n'échappe pas à cette vague. Afin de renouer rapidement avec l'équilibre budgétaire et d'éviter de déplaire aux agences de notation (Fitch Ratings, Moody's, Standard & Poor's, etc.), le gouvernement Charest s'est doté de son propre plan de match, le désormais célèbre budget Bachand. Comme en Europe, les Québécoises et les Québécois se voient imposer un triple plan d'austérité : coupes dans les services publics, augmentations des taxes et tarifs et dégradation des conditions salariales (surtout dans le secteur public, mais non exclusivement).

Nous assistons donc à une offensive généralisée de la part des élites politiques et économiques visant la mise en place de mesures antisociales en lieu et place de véritables plans de sortie de crise. L'austérité devient le maître mot devant guider nos choix. Nous aurions longtemps vécu à crédit et il serait maintenant temps d'apprendre à vivre selon nos moyens.

Pourtant, ce discours d'austérité ne semble pas coller à la réalité observée au quotidien. Il y a tout juste deux ans, des centaines de milliards furent distribués aux banques et aux grandes entreprises afin de relancer l'économie, et ce, même si nous traversions une récession d'une rare intensité selon ce qu'en disaient les experts. Aujourd'hui que les entreprises, hier en détresse financière, recommencent à engranger des profits, il faudrait que la population se serre la ceinture ? Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il y a là apparence de paradoxe.

Mise en ordre des finances publiques ou politique d'aggravation des inégalités ?

Tâchons de prendre le problème sous un autre angle. Comment, depuis trente ans, évoluent les inégalités de revenus et de quelle manière l'élite économique parvient-elle à s'accaparer une part grandissante de la richesse sociale, privant du même coup les administrations publiques de ressources et accentuant les problèmes de pauvreté ?

Une étude réalisée en partenariat entre l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) et le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) nous montrait récemment que, de 1976 à 2006, les écarts de richesses s'étaient accentués au pays[1].Nous apprenons par cette étude que la part des gains économiques totaux allant au 30 % des plus démunis de la société est passée de 10 % à 7 % de notre richesse globale. À l'inverse, les ménages appartenant au 30 % des plus fortunés ont augmenté leur part de richesse de 6 %, faisant passer de 53 % à 59 % la part de la richesse collective qu'ils s'accaparent.

On constate donc un processus de concentration de la richesse. Ce constat n'est pas nouveau et il n'est pas non plus vraiment surprenant lorsque l'on étudie l'évolution des politiques fiscales, économiques et sociales depuis les années 1980 ainsi que la manière dont le patronat parvient à imposer des concessions à ses employéEs – souvent sous prétexte de concurrence internationale, de menaces de délocalisations, etc. Une nouvelle étude, encore du CCPA[2], nous démontre encore plus clairement comment une certaine élite économique, profitant de trois décennies de politiques publiques lui étant favorables, parvient à concentrer entre ses mains de plus en plus de richesse et ainsi accroître son pouvoir social et politique.

En fait, ce que nous apprend le CCPA dans son étude, c'est que les fruits de la croissance économique des trente dernières années ont été captés par une infime minorité. Au lieu de servir au financement des missions sociales de l'État, à l'amélioration des conditions de vie des plus démunis et, pourquoi pas, au financement d'une reconversion écologiste de la production industrielle, l'augmentation de notre richesse collective fut détournée par ceux et celles déjà favorisés par le fonctionnement de l'économie de marché.

Le tableau suivant est des plus explicites. On y voit l'évolution de la part de richesse globale détenue par une minorité restreinte. Que l'on prenne comme point de référence les 10 % les plus riches, les 5 %, les 1 %, les 0,1 % ou même les 0,01 %, on arrive toujours au même résultat : la mise en place d'un monde résolument inégalitaire.

Bref, la croissance économique des trente dernières années, en plus d'alourdir notre passif écologique, n'a fait que générer des inégalités tout en dynamisant la constitution d'une caste financière d'une puissance sans précédent.

Part des revenus totaux (en %) accaparés par les individus à haut revenu, en 1982 et 2007

	10 % les plus riches	5 % les plus riches	1 % les plus riches	0,5 % les plus riches	0,1 % les plus riches	0,01 % les plus riches
1982	34,0 %	21,7 %	8,3 %	5,7 %	2,5 %	1,1 %
2007	42,5 %	30,6 %	15,7 %	12,0 %	6,5 %	3,1%

Source : Armine Yalnizan, *The rise of Canada's richest 1 %*, CCPA, 2010.

Les finances publiques sont dans le rouge ?

Si nous reprenions au début. Un discours s'est développé à l'unisson dans la dernière année au sein des élites financières et politiques du monde occidental. La situation budgétaire des États serait tellement désastreuse, en raison de décennies de laxisme et de dépenses sociales inconsidérées – et non en raison du sauvetage de l'industrie financière en 2008 ! –, que l'heure des choix difficiles serait arrivée. Devant la pression des bailleurs de fonds internationaux, chaque État devrait appliquer des plans de coupures tout en rognant au maximum sur la rémunération des salariéEs, en augmentant le temps de travail – et son intensité – et en repoussant l'âge de la retraite.

Nous sommes toutefois en mesure de confronter ce discours réactionnaire aux faits : si les États occidentaux ne peuvent équilibrer leurs finances c'est d'abord en raison de la connivence de nos éluEs avec le milieu des affaires. Cette connivence se manifeste, entre autre, par la défiscalisation des particuliers à revenus élevés et des entreprises sous leur contrôle. Nos États défiscalisent les riches sous prétexte de contribuer à la création de la richesse – par la stimulation des investissements –, mais lorsque cette richesse est effectivement créée, ils refusent d'intervenir pour la redistribuer afin de ne pas décourager les investissements privés. Donc, on ne taxe pas les riches pour ne pas nuire à la création de la richesse et on ne taxe pas la richesse pour ne pas nuire aux investissements. Pour les plus fortunéEs, il s'agit d'une situation gagnant/gagnant.

Pendant ce temps, les conséquences néfastes des plans d'austérité retomberont sur les épaules de la population pendant que ceux qui ont causé la crise continueront à s'enrichir comme si rien ne s'était passé. ★

1. Eve-Lyne Couturier et Bertrand Schepper, *Qui s'enrichit, qui s'appauvrit : 1976-2006*, IRIS-CCPA, 2010.

2. Armine Yalnizan, *The rise of Canada's richest 1 %*, CCPA, 2010.

Mesures d'austérité : une tendance mondiale

Soigner le mal par le mal

par Claude Vaillancourt

Photo : Pierre Crépô

Pendant la crise économique, en 2008, plusieurs ont cru que le capitalisme, blessé au cœur, se relèverait difficilement. Le fait d'avoir suivi aveuglément ses principes les plus élémentaires avait mené à la perte de ses plus puissantes institutions. Mais celles-ci ont survécu par des transfusions de plusieurs milliers de milliards de dollars. Et la crise est devenue le prétexte pour appliquer la stratégie du choc qui se concrétise par les plans d'austérité que l'on applique partout dans le monde, y compris au Québec.

Au Forum social mondial de Belém en 2009, de nombreux militants étaient portés par une curieuse frénésie. Certes, la crise avait amené avec elle son lot de souffrances et de malheurs. Mais elle donnerait aussi l'occasion de faire un sérieux ménage. Les altermondialistes avaient prévu la crise, qui s'est produite pour les raisons annoncées. Si on avait posé le bon diagnostic, c'est donc qu'on avait aussi en main les bons remèdes.

De nombreuses organisations ont lancé un appel intitulé *Mettons la finance à sa place* qui prônait une série de mesure pour transformer le monde : un contrôle public et citoyen des banques, la mise en œuvre d'un système monétaire international, l'éradication de la spéculation sur les matières premières, le démantèlement des paradis fiscaux, l'imposition d'une taxe sur les transactions financières pour financer les biens publics.

Rien de cela n'a vu le jour. La crise a plutôt créé un effet domino, alors que des effondrements successifs, découlant l'un de l'autre, nous donnent l'impression qu'elle n'aura plus de fin. Les prêts hypothécaires irresponsables accordés par les banques états-uniennes et la spéculation sauvage ont provoqué la chute des banques, qui ont nécessité leur renflouement par de l'argent public, ce qui a forcé les États à s'endetter, à trouver l'argent sur les mêmes marchés financiers qui ont provoqué la crise, en faisant payer le tout à une population appauvrie, victime d'un chômage élevé, à qui l'on demande de se serrer la ceinture, de payer plus de tarifs, alors qu'on réduit les services publics et que l'on coupe dans les programmes sociaux. Aucune volonté politique ne vient contrer ce qui semble porté par une logique infernale.

Des principes de base

La situation actuelle se corse d'autant plus que ces plans d'austérité sont imposés en respectant trois principes fondamentaux relativement nouveaux, et qui montrent une troublante insensibilité des gouvernants devant les drames vécus par les populations.

Ces principes sont les suivants :

• ***Les classes les plus aisées ne doivent pas contribuer à l'effort collectif pour rétablir les finances publiques***.

Dans aucun pays où l'on applique des mesures d'austérité, il n'est question de revenir sur les baisses d'impôts et sur les privilèges fiscaux des riches. Le principe de progressivité est devenu désuet : les hausses de taxes et de tarifs font que tous déboursent le même montant pour un service, qu'ils soient riches ou pauvres. Quant aux banquiers et aux spéculateurs qui ont causé la crise et accentué de façon dramatique l'endettement des États, pas question de leur faire payer quoi que ce soit, et encore moins de les punir.

• ***Les mesures d'austérité sont établies de façon permanente, et non pas temporairement, pour régler un problème conjoncturel***.

Peu après son élection, David Cameron, premier ministre britannique, a affirmé que ses décisions – ses mesures d'austérité – affecteraient « *chaque personne au pays* » et qu'elles « *s'appliqueraient pendant des années, voire des décennies* ». Cameron aurait pu parler au nom de tous ceux qui adoptent des plans d'austérité. Les privatisations, les hausses de tarifs, les coupes dans les programmes sociaux, la réduction du filet social sont des mesures permanentes qui transformeront en profondeur nos sociétés et qui réduiront de façon considérable le rôle de l'État.

• ***Aucune mesure ne doit être prise pour contrer la spéculation.***

La spéculation peut avoir les objets les plus variés. Et elle se perpétue avec un cynisme inégalé. Après avoir misé sur les hypothèques des pauvres, les matières premières, la nourriture, voilà qu'elle se trouve un nouveau terrain de jeu : la dette des pays confrontés à de graves difficul-

➥

tés financières. Une spéculation à la baisse sur celle-ci transforme les problèmes économiques des pays en bonnes affaires pour les courtiers et leurs clients. Et ces succès sont récompensés par de somptueux bonis.

Ces politiques contre l'intérêt commun doivent être appliquées avec un aveuglement dogmatique qui empêche tout débat ou dialogue. La volonté de combler les désirs de la classe financière devient la plus noble mission des gouvernants. Il en va de leur orgueil et de leur crédibilité : céder à des revendications populaires est vu comme un signe de faiblesse, un manque de leadership.

Réactions en chaîne

Les plans d'austérité se répandent donc comme une maladie contagieuse. Les États-Unis, la Grèce, le Portugal, l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Irlande, le Royaume-Uni ou tous adopté des budgets très contraignants qui ont comme dénominateur commun de faire payer par les plus pauvres et la classe moyenne la folie spéculative de la classe financière. Même si le Québec a été beaucoup moins éprouvé par la crise que beaucoup de pays, notre ministre des Finances a suivi la mode et sans imagination, il a concocté lui aussi son budget fidèle aux nouveaux préceptes du genre (lire à ce sujet l'article de Philippe Hurteau, dans ce numéro).

Ces plans correspondent très bien aux principes du consensus de Washington et du Fonds monétaire international (FMI), ressuscité d'entre les morts grâce aux bons soins et aux injections d'argent du G20. Rappelons que le FMI avait été discrédité à cause de ses plans d'ajustements structurels qui avaient forcé les pays pauvres et endettés à mettre la hache dans les services publics, à privatiser le plus grand nombre de secteurs dans le but de rembourser leur dette. L'inhumanité de ces mesures avait mis la noble institution au ban et beaucoup espéraient que, devant un bilan aussi désastreux, elle ne sévirait plus jamais.

Mais voilà que le cancer de la dette touche désormais les pays riches. Et devant le même problème, on ne parvient qu'à proposer les mêmes solutions. Le plan d'austérité du Royaume-Uni est à lui seul un cas d'école. Il frappe de plein fouet la cinquième économie au monde (selon le PIB). Les coupes sont telles qu'elles rendent inoffensives, en comparaison, celles effectuées dans les années 1980 par le gouvernement Thatcher. Elles atteignent si brutalement l'État social britannique qu'on se demande ce qui en restera.

Un regard rapide nous permet de constater, entre autres, que les droits de scolarité passeront de l'équivalent de 5 200 $ par année à 14 000 $, que les taxes à la consommation augmenteront de 2,5 %, que les dépenses des ministères baisseront de 25 % sur quatre ans, que près d'un demi million d'emplois seront supprimés dans le secteur public et que l'aide sociale sera réduite de 18 milliards de livres. Pendant que tous se serreront la ceinture, les grandes corporations et les petites compagnies, quant à elles, profiteront de baisses d'impôt. Les banques paieront en guise de punition pour leurs méfaits un gros 0,7 % de leurs profits.

Oups ! J'ai manqué ma chaise...
Aidez-moi à me remettre en selle vous autres !!!

Le gouvernement britannique justifie de pareilles mesures par un déficit croissant et hors contrôle et une volonté de contrer les décisions que pourraient prendre les agences de notation. Les notes données par ces dernières font trembler les gouvernements : une décote rend plus difficile l'accès au crédit et fait augmenter la dette. Pourtant, ces entreprises (Moody's, Standard & Poor's, FitchRatings) offrent une expertise plus que discutable : elles se sont souvent trouvées en conflit d'intérêt et évaluent en fonction de présupposés idéologiques – selon la conformité des choix gouvernementaux avec l'idéal néolibéral. Ainsi, les évaluations faites par une poignée de technocrates prosélytes et mercenaires affectent dramatiquement le sort de millions d'individus.

Une importante fracture

Devant les décisions du gouvernement britannique, qui trouvent des équivalents, avec de nombreuses variations, dans la plupart des pays occidentaux, une question vient à l'esprit, maintes fois répétée par de nombreux observateurs : comment se sortir d'une pareille crise si on étouffe les populations et si aucune mesure importante n'est prise pour relancer l'activité économique ?

Le contraste entre les politiques adoptées par les États et les besoins des populations révèle un isolement de plus en plus marqué de la classe politique qui, pourrait-on dire, fait même preuve de dissonance cognitive : les théories économiques appliquées par les chefs d'État ne conviennent pas pour améliorer la situation, ce qui ne les empêche pas de les mettre en branle avec d'autant plus de vigueur.

L'économiste Thomas Coutrot explique bien la nature du phénomène : *« Alors que les élites politiques étaient sociologiquement distinctes des élites économiques, elles tendent désormais à fusionner dans une seule classe dominante, au caractère d'ailleurs de plus en plus transnational. On peut qualifier ce phénomène "d'hyperpouvoir étatico-financier"*[1] *».* Cet hyperpouvoir, qui lie de façon à ne plus parvenir à les distinguer les classes politique et financière, ne voit plus que ses intérêts immédiats et vit dans une sphère fermée qui le rend imperméable à tout autre discours que les siens.

Jusqu'ici, la stratégie de cet hyperpouvoir consistait à s'accaparer en douceur du plus de biens possible en privatisant à petits pas les services publics, en réduisant la contribution à l'impôt des plus riches, en limitant les pouvoirs des États. Les plans d'austérité précipitent la démarche; plus de gants blancs désormais, les changements sont radicaux et parfaitement assumés.

Ce qui déclenche de fortes réactions. Mal couvertes par nos médias, les manifestations en Europe sont nombreuses et souvent violentes. En France, en octobre dernier, par exemple, des millions de manifestants qui ont pris les rues pendant plusieurs jours, appuyés par des blocage visant le ravitaillement en pétrole, n'ont pas réussi à ébranler le gouvernement sur la question des retraites. À Rome, au Royaume-Uni, les affrontements entre les manifestants et la police ont été particulièrement agressifs. En Grèce, les manifestations se succèdent depuis plusieurs mois, dans un pays encore plus cruellement puni que les autres pour l'irresponsabilité de ses élites.

Partout le mot d'ordre des gouvernements est le même : ne rien céder. La fracture est profonde entre cet hyperpouvoir qui ne veut pas prendre ses responsabilités et fait payer ses frasques par l'immense majorité qui n'a rien eu à voir avec les décisions désastreuses qui ont créé la situation actuelle. Où nous mèneront les choix et le manque d'écoute de nos dirigeants ? Vers un appauvrissement systématique de la majorité et des années de confrontations ? Il est à souhaiter que les batailles collectives à venir, longues et difficiles sans doute, permettront de sortir de ce grand piège tendu par les mesures d'austérité. ★

1. Thomas Coutrot, *Jalons vers un monde possible; redonner des racines à la démocratie*, Paris, Le Bord de l'Eau, 2010.

Le Code du travail

Révolution juridique en vue

par Léa Fontaine

Le néolibéralisme exacerbé, la concurrence obsessionnelle, les entreprises monopolistiques, la démesure de certains *ego* mettent à mal la solidarité citoyenne. Toutefois, les esprits s'échauffent, la classe laborieuse se rebiffe et s'organise en divers mouvements : l'agenda des manifestations hivernales remonte le moral. L'année 2011 pourrait nous réserver quelques belles surprises telles de *petits* changements politiques, économiques ou juridiques. À ce dernier titre, le projet de loi 399 visant la modernisation des dispositions anti-briseurs de grève ou *anti-scabs*, déposé en décembre dernier, pourrait avoir de grandes répercussions sociales si les élus assumaient leurs responsabilités.

Le lock-out, un droit ?

Le lock-out entraîne la fermeture de l'entreprise à l'occasion d'un conflit collectif de travail : par une décision unilatérale, l'employeur retire aux travailleurs leurs instruments de travail, les privant ainsi de leurs moyens de subsistance. En d'autres mots, de manière délibérée, l'employeur décide de ne pas exécuter le contrat de travail pour faire pression sur ses salariés pour qu'ils acceptent les propositions conventionnelles patronales, voire pour briser la solidarité et casser le syndicat. Fondamentalement, il convient de s'interroger sur l'existence même du droit de lock-out avant de se demander si les dispositions *anti-scabs* sont efficaces.

L'action syndicale prend la forme de la négociation collective, mais aussi de la grève – n'en déplaise à la Cour suprême du Canada, qui évite de se prononcer sur la question. Le syndicalisme permet l'union de travailleurs afin de *tendre* vers le rééquilibrage du rapport de force syndicat/patronat qui, comme chacun sait, bénéficie à ce dernier. Dès lors qu'est-ce qui justifie l'existence d'un droit au lock-out ? Si le syndicalisme et ses moyens d'action sont destinés à faire face à la surpuissance patronale, un tel droit ne vient-il pas réduire à néant la tentative de correction du débalancement ? Non seulement l'existence de ce droit est aberrante, mais son exercice préventif est socialement indéfendable.

Si le lock-out ne pouvait être exercé qu'en cas de situation contraignante pour l'employeur, même si idéologiquement, l'on n'est pas en accord avec le principe, on pourrait toutefois en comprendre la logique. En effet, prenons un employeur acculé en raison d'arrêts successifs de travail ou de grèves tournantes désorganisant son entreprise, alors qu'il aurait démontré sa bonne foi et sa loyauté lors de la négociation collective – en d'autres mots, qu'il aurait tout fait pour éviter ces perturbations –, la fermeture de l'entreprise pourrait sans doute dans ce cas se justifier. Il pourrait en être de même si la santé ou la sécurité publique étaient mises en danger par l'action des travailleurs. Or, tel n'est absolument pas le cas – par définition – du lock-out préventif. Les choses étant ce qu'elles sont, vivons avec le *droit* de lock-out reconnu par la loi.

Photo : Léa Fontaine

Boycotter Vidéotron : moyen de pression efficace pour que Quebecor mette fn au lock-out au *Journal de Montréal.*

Qu'est-ce que le projet 399 ?

Ce projet de loi aurait pu être plus audacieux, mais il faut se réjouir de la démarche péquiste qui constitue un premier pas juridique concret. En résumé, le projet élargit le champ d'application des dispositions *anti-scabs* à l'extérieur de l'établissement en lock-out, en interdisant à l'employeur de recourir aux services ou produits du travail d'un salarié, d'un entrepreneur, d'une personne morale ou d'une personne à l'emploi d'un autre employeur, pour remplir les fonctions d'un salarié faisant partie de l'unité de négociation en lock-out. Concrètement, il serait impossible pour un employeur de faire exécuter le travail des lock-outés par d'autres personnes physiques ou morales.

Force est de constater que la notion d'établissement est passablement négligée par la loi alors que son interprétation extensive pourrait régler bon nombre de problèmes. En effet, si les établissements et les entreprises de l'employeur étaient considérés comme formant un groupe industriel réunissant des intérêts économiques et sociaux communs et relevant d'une même direction, il serait difficile de fermer un établissement en prétextant des difficultés économiques et d'en ouvrir un autre quelques kilomètres plus loin, de faire travailler d'autres salariés dans un autre établissement en prétendant ne pas violer les dispositions *anti-scabs* ou encore de congédier des travailleurs sans tenter sérieusement de les reclasser ailleurs au sein du groupe. Il est temps d'empêcher catégoriquement le recours aux divers voiles corporatifs permettant de contourner la loi. En aucun cas, il n'est permis de faire indirectement ce qu'il est interdit de faire directement, telle est pourtant l'habitude de certains néolibéraux. Le projet de loi 399 aborde cette notion d'établissement de manière efficace considérant le but recherché. Toutefois, il faudrait y revenir dans le cadre d'une réflexion plus vaste portant sur la modernisation du *Code du travail*.

Ce que les dispositions anti-scabs pourraient devenir !

La nouvelle disposition prévue par le projet de loi 399 permet de protéger le travail des lock-outés et d'éviter que le conflit ne perdure : si la production de l'entreprise se poursuit normalement ou presque, il n'y a aucune raison logique pour que le lock-out cesse. À cette modification législative, pourraient s'ajouter d'autres mesures tantôt incitatives, tantôt dissuasives. D'abord, il est indispensable de prévenir les lock-out plus efficacement. Si le nombre de conflits de travail québécois diminue, leur durée s'allonge et, fait frappant, les lock-out sont de plus en plus nombreux et parfois plus que les grèves (notamment à l'automne dernier). Le comportement patronal à la table de négociation collective semble en voie de changement et cela n'augure rien de bon. Un renforcement des processus de médiation et de conciliation, voire de l'arbitrage des différends, serait opportun. De plus, il s'avère crucial d'augmenter le montant des amendes pour violation des dispositions *anti-scabs*; à l'heure actuelle, la loi prévoit le montant *exorbitant* de $1 000 maximum par jour d'infraction. De quoi faire sourire n'importe quel entrepreneur prospère !

Au-delà des dispositions anti-scabs

Dans le fond, si l'on espère voir le projet de loi 399 allègrement étudié, discuté, débattu, il est fondamental que les commissaires et juges osent dépasser la lettre du texte pour en retrouver l'esprit, en matière de lock-out comme en d'autres. Le dispositif légal a beau être excellent, pour être efficace, il doit être appliqué. L'évanescence des lieux de travail et la diversification des situations d'emploi exigent plus que jamais une interprétation renouvelée et moderne de la loi en général et du *Code du travail* en particulier. ★

Enseigner la philosophie aux enfants ?

par Normand Baillargeon

Photomontage : Luciano Benvenuto

Tandis que le cours d'Éthique et culture religieuse poursuit son implantation malgré des protestations venant à la fois de parents catholiques et de laïques, les enseignantes et enseignants explorent, dans les balises dessinées par le programme, des contenus et des méthodes qui leur paraissent appropriés à cet enseignement.

Une voie retenue par certains est la philosophie pour enfants et comme elle reste relativement peu connue, j'aimerais vous la présenter. Qui sait : vos enfants ou des enfants d'amis sont peut-être en ce moment même inscrits dans ce qu'on appelle une « communauté de recherche philosophique » ?

Aux origines de la philosophie pour enfants

La Philosophie pour enfants, souvent appelée P4C – pour : *Philosophy for Children* – est une théorie et une pratique pédagogique correspondante développées aux États-Unis par Matthew Lipman (1922) et qui ambitionne de développer la pensée critique des enfants en introduisant la philosophie dans le curriculum scolaire, et ce, depuis la maternelle jusqu'à la fin du secondaire. (Gareth Matthews (1929) est un autre célèbre promoteur de ces idées et de ces pratiques, qu'il déploie cependant en des directions quelque peu différentes de Lipman.)

La Philosophie pour enfants connaît quelque succès, notamment dans les pays anglo-saxons, mais aussi dans les pays francophones et au Québec.

Des objections

Une telle proposition voit d'emblée se lever contre elle une longue tradition qui remonte au moins à Platon et selon laquelle les enfants, du moins jusqu'à l'atteinte d'un certain âge souvent fixé au début de l'adolescence, ne sont pas en mesure de commencer à pratiquer la philosophie, notamment en raison du degré d'abstraction qu'elle demande, de la complexité des questions qu'elle aborde et des connaissances nombreuses et variées qu'il est nécessaire de maîtriser pour les discuter véritablement.

Certes, John Locke, qui se fondait peut-être pour ce faire sur sa propre expérience de précepteur, a soutenu qu'il était possible et souhaitable de raisonner avec les enfants. Il assurait en effet que ceux-ci raisonnent dès qu'ils parlent, même si c'est moins sûrement que les adultes, et qu'ils apprécient qu'on les traite en « créatures rationnelles », pour parler comme lui. Locke recommandait donc de raisonner avec eux. Mais il ajoutait que cela devait se faire en tenant compte de leurs capacités : pour cette raison, selon lui, des longs discours et des raisonnements philosophiques étaient à proscrire et ne sauraient être, pour les enfants, qu'une source de confusion.

La position de Jean-Jacques Rousseau, on le sait, est plus radicale puisque ce n'est pas seulement les discours abstraits et la philosophie qu'il juge néfastes aux enfants, mais bien le fait de raisonner avec eux. C'est que la raison n'est pas encore développée chez les enfants et qu'elle ne le sera pleinement que plus tard, quand l'éducation sera terminée : en user, c'est vouloir commencer par la fin et « *vouloir faire l'instrument de l'ouvrage* ». « *Pour moi,* écrit Rousseau*, je ne vois rien de plus sot que ces enfants avec qui l'on a tant raisonné.* » De plus, sur le plan de la moralité, les enfants étant insensibles à des considérations et argumentaires invoquant les devoirs, le bien, le mal, raisonner avec eux conduit à joindre « *à cette prétendue persuasion la force et les menaces, ou, qui pis est, la flatterie et les promesses* ». Suivre la nature est ici encore le précepte que Rousseau préconise. Or, ce qu'elle enseigne lui semble clair : « *Employez la force avec les enfants et la raison avec les hommes; tel est l'ordre naturel.* »

L'argumentaire de Rousseau, ou plus exactement ce qu'il dit du développement dans le temps de la rationalité qui ne parvient à maturité qu'à son heure, a reçu de la psychologie génétique une importante confirmation. Piaget conclut en effet que ce n'est qu'à l'orée de l'adolescence, typiquement autour de douze ans et donc à l'entrée au secondaire, que les enfants accèdent au stade formel et, on peut le penser, possèdent ces capacités intellectuelles que demande la pratique de la philosophie.

L'argumentaire de Lipman

Lipman, comme les partisans de l'enseignement de la philosophie aux enfants, pense que l'expérience démontre au contraire que les enfants sont spontanément capables de soulever des questions philosophiques et qu'ils sont parfaitement capables de les discuter, surtout si cela est fait dans un cadre facilitateur. Professeur de philosophie à l'université, il s'est en outre désolé du peu d'aptitude à l'argumentation et à la pensée critique de ses étudiants : il en est ainsi venu à la conclusion que l'introduction de la pensée critique dès le début du cursus scolaire était le correctif nécessaire.

Lipman a donc fondé en 1974 l'*Institute for the Advancement of Philosophy for Children* (IAPC) et publié cette même année son premier roman philosophique destiné à l'enseignement de la philosophie aux enfants : *Harry Stottlemeier's Discovery*. La revue *Thinking : The Journal of Philosophy for Children* est publiée par l'IPAC. Deux autres revues sont également consacrées à la philosophie pour enfants : *Critical and Creative Thinking* et *Analytical Teaching.*

Ce que procure la pensée critique, assure Lipman, c'est un bon jugement. Elle y parvient en induisant des habitudes de pensée qui (1) facilitent le jugement (2) parce qu'elles ont recours à des critères, sont (3) autocorrectrices et (4) sensibles au contexte dans lequel la pensée s'exerce.

Une méthode

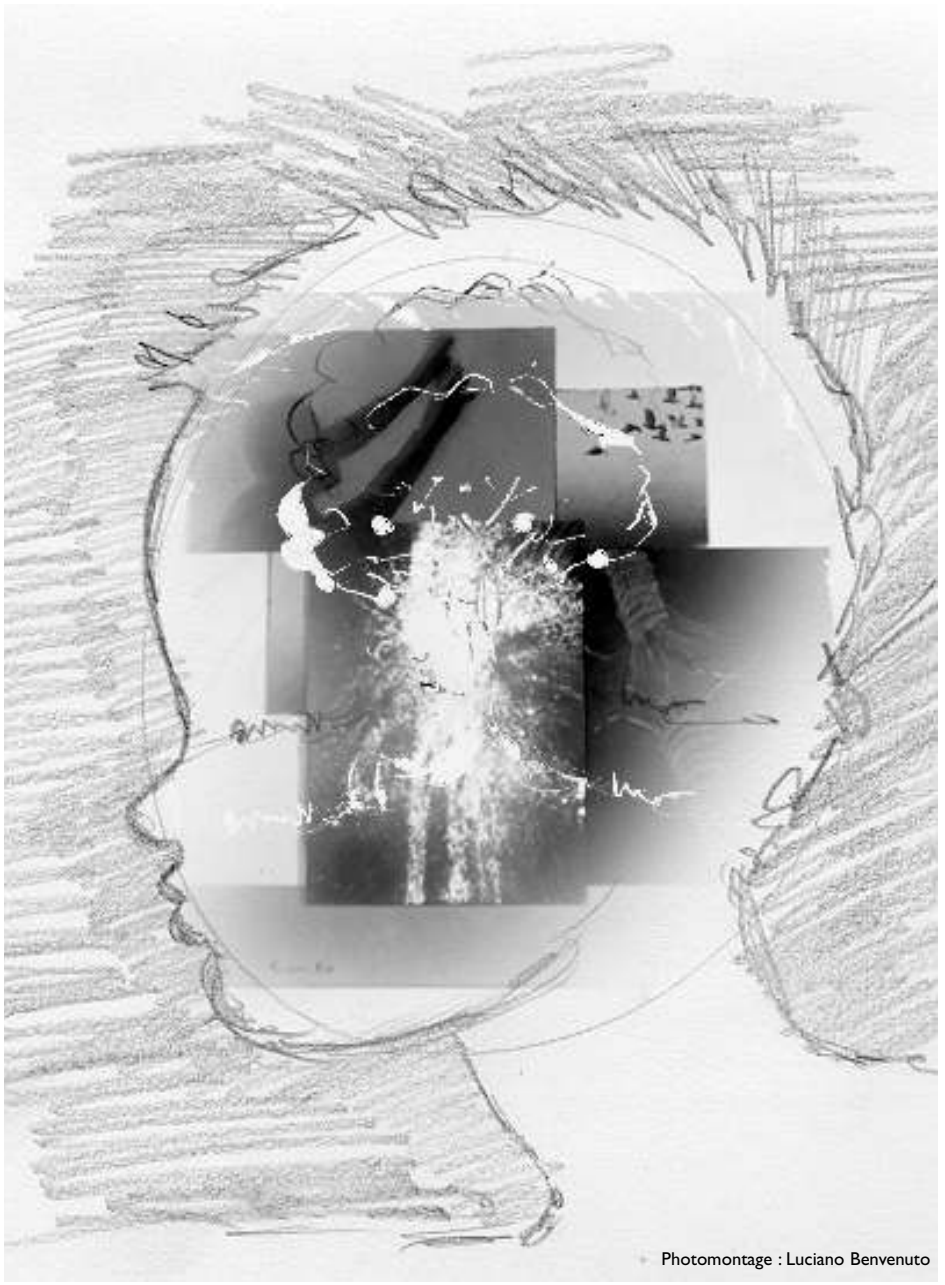
La méthode pédagogique imaginée par Lipman demande de transformer la classe en ce qu'il appelle une « *communauté de recherche* ». Celle-ci, réunie en table ronde va, à partir d'un stimulus – ce peut être un objet pour les plus petits, un passage d'un texte tiré d'un des romans que Lipman a écrit pour eux pour les grands – décider de la question qu'elle abordera et en discuter. Cette discussion est soumise à des règles qui demandent par exemple qu'on écoute autrui, qu'on ne se moque de personne, qu'on laisse chacun finir ses phrases et qu'on prenne sérieusement en compte ce que tout participant à la communauté de recherche a avancé. L'enseignant est pour cette communauté un facilitateur : il pourra, au besoin, lui fournir des informations, intervenir pour encourager certains participants à prendre la parole ou pour assurer que la démarche reste équitable et juste pour tous.

Qu'en penser ?

Les partisans de la pratique de la philosophie pour enfants pensent qu'en plus de contribuer à faire d'eux des penseurs critiques et créatifs, elle les rend plus en mesure d'apprendre dans tous les autres sujets qu'ils abordent à l'école, les rend plus empathiques et développe leurs capacités à communiquer et à écouter. En un mot, elle les rendrait plus raisonnables et leur apprendrait à penser non seulement par eux-mêmes, mais aussi avec les autres, toutes vertus citoyennes de première importance dans une démocratie délibérative digne de ce nom.

Les adversaires de cette pratique restent sceptiques devant ces prétentions et soutiennent que la pensée critique et la créativité sont toujours spécifiques à un domaine donné : la philosophie pour enfants serait alors un autre exemple de ce déplorable formalisme qui signe le recul des contenus disciplinaires dans l'enseignement. D'autres remarquent pour leur part que tout cela prend parfois les allures d'une vaste entreprise commerciale de vente de matériel et de formation qui gruge sans justification convaincante sur un temps de classe et des ressources déjà très limités.

Que faut-il en penser ? Les données de recherche empirique crédibles et impartiales ne permettent hélas pas, pour le moment, d'en décider avec beaucoup d'assurance. ★



Photomontage : Luciano Benvenuto

Mourir dans la dignité...

D'accord, mais de mort lente

par François Pizarro Noël

La commission sur le droit de mourir dans la dignité, après s'être attardée aux recommandations d'experts, en est aux audiences publiques. Les citoyens et organismes défilent massivement devant les commissaires et présentent leurs témoignages, leurs points de vue et opinions, dans les cadres fixés par l'institution sans déroger aux règles établies. Grand soin est pris de ne pas confondre suicide assisté, euthanasie et sédation... le mandat en cas d'inaptitude ou le testament biologique. Mais qu'en est-il de la dignité ?

Selon l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ), pour que les personnes meurent dans la dignité, elles doivent être *« soulagées dans leur souffrance, considérées comme des personnes à part entière jusqu'à la fin, participant aux décisions liées à leurs soins de fin de vie et aux lieux dans lesquels ils sont offerts »* (*Mourir dans la dignité – Développer d'abord les soins palliatifs*, mémoire déposé par l'OIIQ). Il est saisissant de constater que la totalité des intervenants, témoignant dans la bonne foi la plus désarmante qui soit, ne remet pratiquement jamais en question les prémisses de la commission. Comment ne pas se questionner sur la société qui se préoccupe de la mort dans la dignité quand la vie digne est encore loin d'être assurée pour tous ?

Certes, on ne peut s'attendre à ce que les professionnels de la santé fassent autre chose que décrier leurs conditions de travail et se lamenter sur les répercussions qu'elles ont sur les patients. Mais les citoyens sont-ils dupes ? Pensent-ils vraiment qu'un débat sur l'encadrement légaliste du « droit à la mort » et sur le réinvestissement nécessaire dans les soins palliatifs est plus pertinent qu'une enquête publique sur l'industrie de la construction ? Quelques interventions soulignent qu'améliorer les conditions de fin de vie pourrait diminuer la fréquence des dépressions et, par conséquent, les requêtes d'euthanasie ou de suicide assisté... Vivre dans la dignité pour mourir dans la dignité ? Mais si c'est le cas, ce ne sont pas seulement les soins palliatifs ou les conditions de vie dans les CHSLD qu'il faut améliorer, c'est l'ensemble des services sociaux... et la société québécoise en entier.

Mais que fait-on du droit de vivre dans la dignité ?

Les débats actuels sur l'euthanasie comme sur le suicide assisté et la sédation terminale sont des manifestations de la tendance contemporaine à la médicalisation et à la législation de la vie. Ces phénomènes ne sont pas tout à fait nouveaux, mais ils nous sont aujourd'hui présentés comme des urgences. Sans doutes ces questions de vie et de mort sont-elles fondamentales, mais il y a lieu de se poser une série de questions quant aux termes des débats qui font rage. Un traitement légaliste de celles-ci apparaît problématique à plusieurs égards puisqu'il semble que ce soient des préoccupations organisationnelles, corporatives, assurantielles et économiques qui guident et orientent les discussions.

Tout cela laisse une étrange impression. Pourquoi la mort reçoit-elle ce traitement privilégié ? On avance que la réalité de la mort se heurte aux codes d'éthique des professionnels de la santé et que cela rend nécessaire une refonte du cadre légal et organisationnel. Mais n'est-ce pas le cas de la presque totalité des professions « humanistes » ? Les enseignants ne doivent-ils pas enseigner dans un contexte qui rend impossible leur tâche ? Les travailleurs sociaux ne fonctionnent-ils pas dans un cadre qui rend insoutenable leur travail ? L'inadéquation des ressources avec les définitions de tâches n'est-elle pas la norme ?

Tout ce qui touche à la vie est, dans le contexte actuel, vicié par une logique organisationnelle décalée. Alors pourquoi « favoriser » le droit à la mort dans un contexte où c'est toute la vie qui est inhumainement gérée ? Pourquoi devrait-on mourir dans la dignité lorsque la vie digne est allègrement niée par l'organisation politique actuelle ? Au terme d'une vie entière où les individus n'ont pas le choix de leur contexte de vie et dans laquelle la souffrance physique et morale est banalisée, il faudrait mourir dans la dignité ? La souffrance et la perte de dignité ne deviendraient intolérables qu'en phase terminale ? Recouvrer sa dignité à l'aube de la mort serait un baume ? Une mort sur commande, rapide et sans douleur serait l'acte ultime de la dignité individuelle ?

L'autonomie et la liberté individuelle ne seraient-elles maintenant que l'apanage des mourants lesquels, pouvant choisir le moment de leur mort, fourniraient ainsi l'ultime preuve de leur dignité ? De quelle liberté parle-t-on ? Comme le souligne C. Lafontaine, cette liberté semble irrémédiablement liée à un « *accroissement du contrôle et de la dépendance des patients face aux autorités biomédicales* » (*La société post-mortelle*, Seuil, 2008, p. 205).

Liberté ultime ou asservissement ultime ? La sédation palliative et l'euthanasie « en douce » sont déjà largement pratiquées malgré l'absence d'un encadrement pour celles-ci. La question se pose donc aujourd'hui dans une société vieillissante où la plus importante portion des frais engagés en matière de santé le sont dans les dernières années de vie des individus : les assureurs publics et privés ont-ils un intérêt pécuniaire à présenter sous le couvert d'une mort digne tous les moyens d'abréger la vie ? ★

Photo : Pierre Crépô

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 17

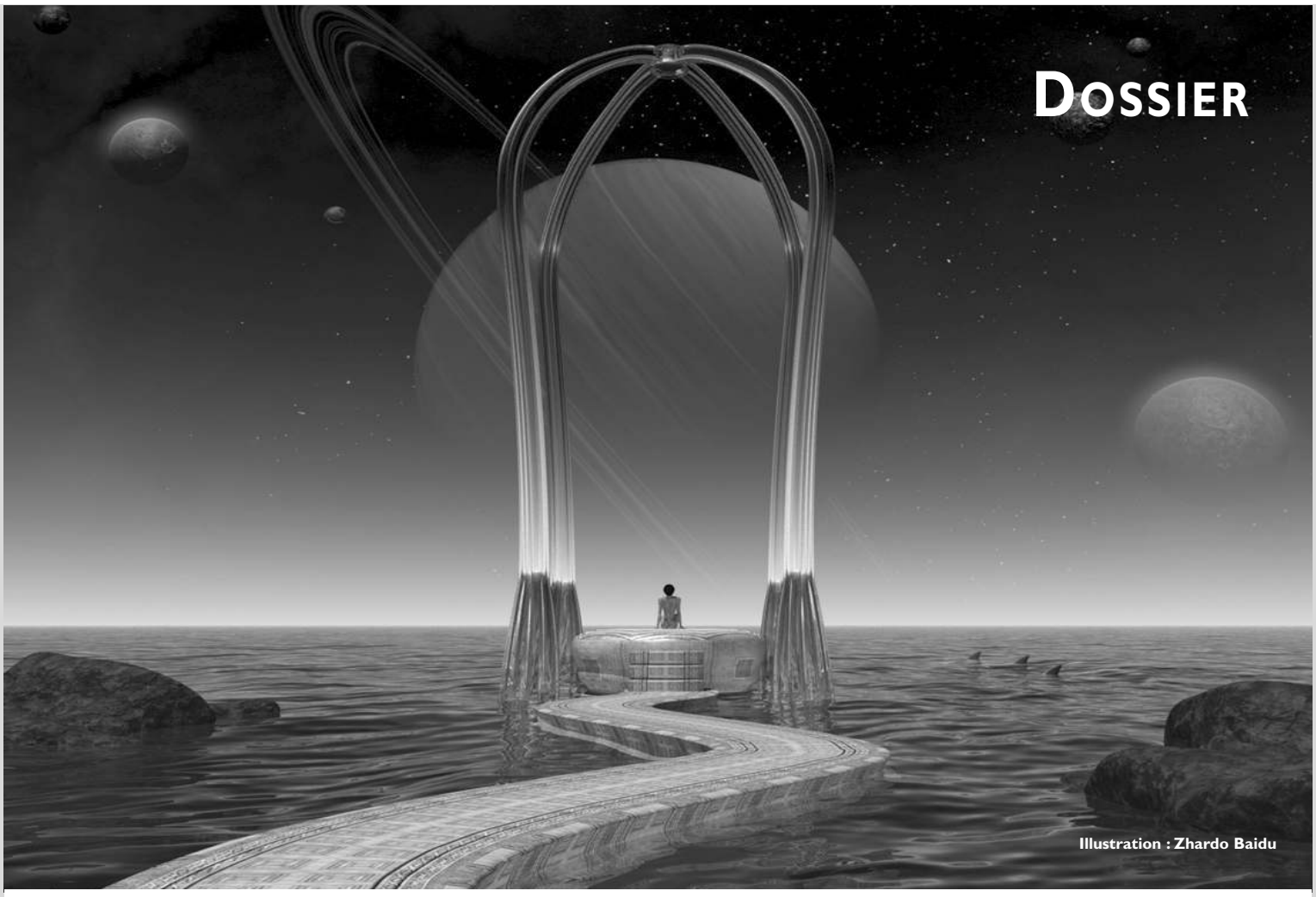


Illustration : Zhardo Baidu

L'UTOPIE

A-T-ELLE UN AVENIR ?

L'apocalypse a été abordée dans le dossier que nous lui avons consacré à l'été 2009 (no 30). Nous avions alors remarqué que l'apocalypse, centrée sur la crise écologique, était à la mode et que, contrairement à la conception juive et chrétienne, cette fin du monde n'était pas suivie par la création d'un monde nouveau, libéré des tares du précédent.

Un monde nouveau… Pour beaucoup, il s'agit là d'un rêve ou d'une utopie. C'est donc précisément aux visions utopiques, bien dénigrées de nos jours, que nous voulons consacrer ce dossier. Claude Vaillancourt explore ainsi les auteurs du XVI^e^, XVII^e^ et XVIII^e^ siècles qui, depuis Thomas More, créateur du mot utopie, décrivent des sociétés harmonieuses dont seraient exclus l'individualisme et la soif de l'argent. Diane Lamoureux montre que Charles Fourier (XIX^e^ siècle), peintre d'une société en accord avec les diverses dimensions de la vie amoureuse, peut être vu comme un des précurseurs de la révolution sexuelle et des communes des années 1960.

Or ces auteurs, comme les diverses utopies, ne sont plus à la mode aujourd'hui. Certains les réfutent, affirmant qu'elles conduisent nécessairement à leur contraire, comme l'aurait démontré l'utopie communiste. Ainsi, Marie-Hélène Bourcier, adepte du « *No future* », oppose aux utopies l'ici et le maintenant des expériences émancipatrices des minorités queers, tandis que Ricardo Peñafiel affirme que les utopies permettent de dévoiler le caractère contingent de la réalité et donnent sens à une série de révoltes éparses, sauf lorsqu'on tente d'y contraindre le monde comme s'il pouvait être sans contradictions.

Pour sa part, Roméo Bouchard décrit l'utopie d'une société, réconciliée avec la nature, qui succéderait à l'univers régi par l'agrochimie et l'ingénierie du climat évoqué par Karine Peschard. Entre ces deux positions, les auteurES identifient le plus souvent les utopies à des rêves et à des espoirs, comme Lori Saint-Martin pour qui le féminisme est une utopie qui bouge, qui permet de réaliser le chemin parcouru, tout en appelant à un dépassement.

Toutes les utopies ne présentent pas des lendemains qui chantent. Les utopies néolibérales (Louis Gaudreau), productivistes, technologiques… celles nommées dystopies par Normand Baillargeon, comme les contre-utopies analysées par Christian Brouillard, conduisent au désastre. D'autres, bénéfiques, sont moribondes, comme celle d'une UQAM fondée sur l'autogestion et la cogestion (Jacques Pelletier). Enfin, certaines visions utopiques portées par les mouvements contre-culturels des années 1960, présentées par Christian Brouillard, ont laissé, malgré leur disparition, des traces encore perceptibles aujourd'hui.

Philippe de Grosbois affirme que l'utopie du travail, promue par le capitalisme et le socialisme, est périmée. Inspiré par André Gorz, il propose de remplacer, au centre de la vie, le travail salarié par le « travail pour soi » et les « activités autonomes ». Roger Rashi, dans la foulée de la revue et de la maison d'édition *Monthly Review*, relie Marx à des préoccupations écologiques. Enfin, Jean-Claude Ravet présente la spiritualité de groupes de chrétiens qui, tels les partisans des théologies de libération, sont animés par un Christ situé au côté des dominés, des exploités et des laissés-pour-compte.

Tout en nous mettant en garde contre un « nous » qui exclurait la singularité et la liberté de l'individu, ce dossier constitue donc un appel au rêve et à l'espoir.

DOSSIER COORDONNÉ PAR
JEAN-MARC PIOTTE, CHRISTIAN BROUILLARD ET RICARDO PEÑAFIEL

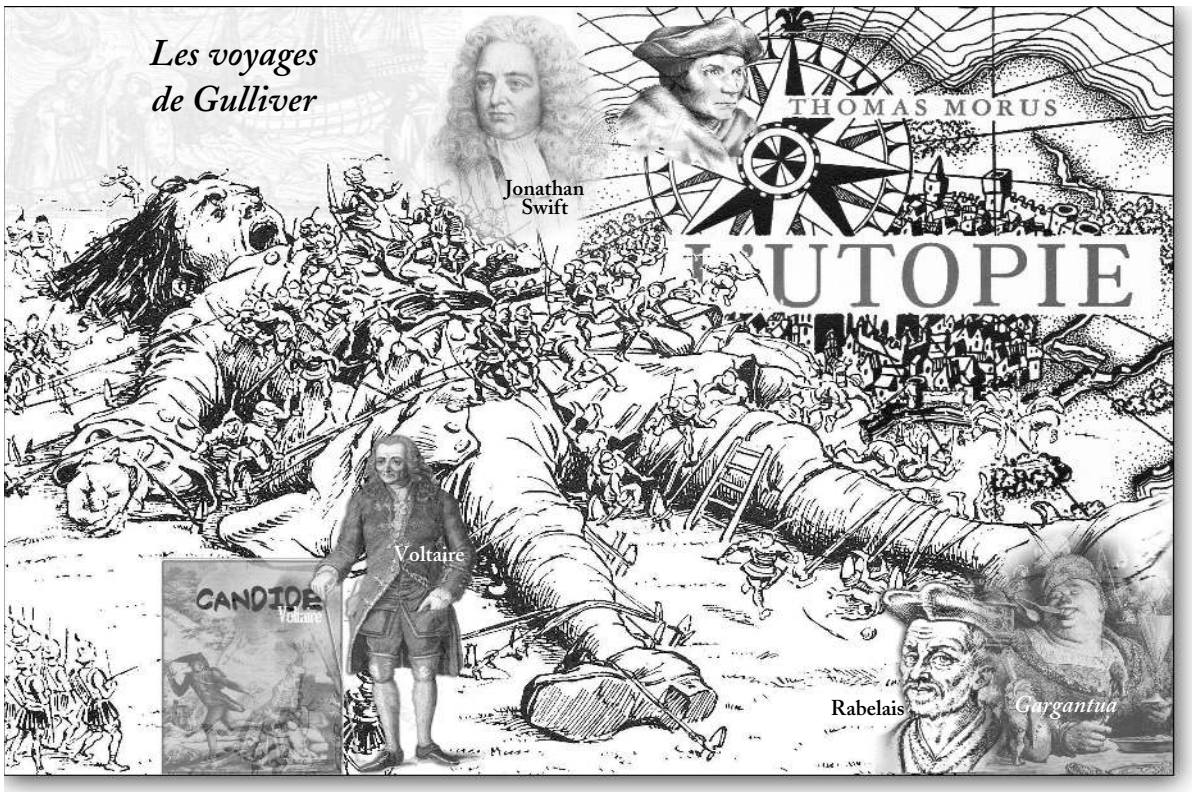
Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 18

MORE, RABELAIS, SWIFT, VOLTAIRE

UTOPISTES DE PREMIÈRE GÉNÉRATION

par CLAUDE VAILLANCOURT

Suivant le modèle de Thomas More, qui a créé le mot « utopie » dans une œuvre éponyme, les auteurs anciens se sont mis à inventer des mondes idéaux. Ils ont décrit la société de leurs rêves, sans songer à ce que ces rêves deviennent réalisables, contrairement aux utopistes du XIX[e] siècle. Quelles leçons peut-on tirer des mondes qu'ils ont inventés ? Leurs rêves ont-ils encore des échos dans le monde d'aujourd'hui ?



Photomontage : Luciano Benvenuto

Ces auteurs anciens ont situé leurs utopies dans des lieux difficilement accessibles : une île lointaine pour Thomas More dans *L'Utopie* (1516), une île tout aussi inabordable, peuplée de chevaux intelligents, dans *Les Voyages de Gulliver* (1726) de Jonathan Swift, un pays coupé du monde par des montagnes infranchissables, l'Eldorado, dans *Candide* (1759) de Voltaire, ou caché derrière d'imposantes murailles dans *La Cité du Soleil* (1623) de Tomasso Campanella. Seul Rabelais, dans *Gargantua* (1534), propose un lieu sans murailles, une abbaye lovée dans un environnement luxurieux et avenant, la fameuse abbaye de Thélème.

Chacune de ces utopies décrit une vie communautaire organisée selon les principes du partage, du respect de l'autre, de l'absence de propriété individuelle. Il nous faudra cependant exclure l'utopie de Campanella, qui reprend cet idéal, mais expose en même temps une communauté totalitaire, où les déviants sont châtiés cruellement, une société qui pratique l'eugénisme, qui établit ses bases sur des pratiques ésotériques et sur une religion omniprésente.

More est celui qui offre la vision la plus détaillée d'une vie communautaire sans heurts et parfaitement équilibrée. *« Il n'est rien là qui constitue un domaine privé »*, nous dit-il d'emblée. Dans son monde, tous travaillent six heures par jour et la majorité consacre son temps de loisir à l'étude. Les magistrats et les prêtres sont élus, et les premiers ont comme principale mission de voir à ce que personne ne reste inactif.

C'est dans l'abbaye de Thélème que les rapports communautaires semblent les moins contraignants : chacun fait ce qui lui convient *« parce que gens liberes, bien nez, bien instruictz, conversans en compaignies honnestes, ont par nature un instinct et aguillon, qui tousjours les poulse à faictz vertueux et retire de vice, lequel ilz nommoient honneur »*. La vie communautaire des Houyhnhnms – les chevaux intelligents inventés par Swift – est régie par ce principe élémentaire selon lequel personne ne ment; le mot « mensonge » n'existe d'ailleurs pas dans leur vocabulaire.

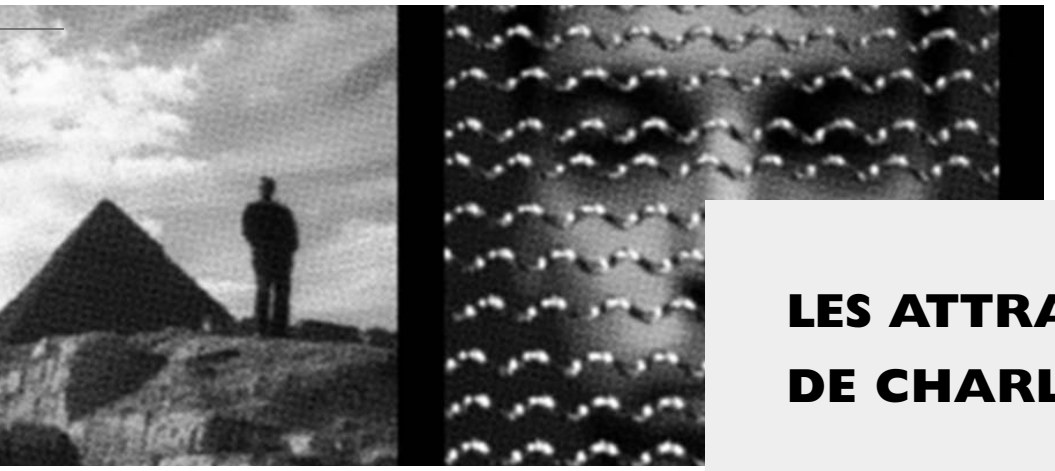
LE MÉPRIS DE LA RICHESSE

Aucun de ces auteurs n'a donc rêvé à l'individualisme forcené qui caractérise notre époque, ni à une société où chaque individu est en concurrence avec tous les autres. L'utopie ne se conçoit qu'à travers des rapports humains agréables et harmonieux.

Cette harmonie entre les êtres est garantie par un mépris profond de l'argent et de la richesse. More nous raconte qu'en Utopie, les perles, les diamants, les grenats sont des jouets d'enfants qui deviennent des bagatelles sans importance pour les adultes. Candide découvre lui aussi des enfants qui jouent avec des pierres précieuses et qu'ils abandonnent lorsque leur *magister* les appelle. L'or n'est qu'une « boue jaune » et les habitants d'Eldorado ne comprennent pas l'intérêt des gens d'Europe pour la boue et les cailloux de leur pays.

En Utopie, les tenues vestimentaires sont d'une grande simplicité et les Utopiens trouvent grotesques les tenues d'apparat des ambassadeurs étrangers qu'ils confondent avec des domestiques. Les Houyhnhnms ne connaissent ni les vêtements ni l'argent et se désespèrent des récits de Gulliver qui leur racontent que chez les humains – qu'ils nomment avec mépris « Yahoos » – on fait des bassesses et des coups terribles pour en accumuler le plus possible. Chacun de ces auteurs serait sans doute grandement déçu (ou plutôt désespéré) de constater que l'obsession de l'argent et la cupidité la plus vile soient aujourd'hui plus fortes que jamais, et même qu'un livre portant le titre d'*Éloge de la richesse* devienne un grand succès de librairie au Québec.

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 19



LES ATTRACTIONS PASSIONNÉES DE CHARLES FOURIER

par DIANE LAMOUREUX

Parmi les socialistes utopistes, Fourier se distingue à plusieurs égards. Loin de l'ascétisme monastique qui inspire *L'Utopie* de Thomas More ou, plus près de lui, *L'Icarie* de Cabet, il se propose de fonder *Le nouveau monde industriel et sociétaire*[1] sur la base des attractions passionnées. Ainsi son phalanstère s'occupe autant de trouver une façon harmonieuse d'organiser la production économique que de construire une forme de communauté amoureuse, fondée sur les passions, les goûts et les instincts. Plaisirs et travail non seulement ne sont pas la négation l'un de l'autre, mais peuvent être à l'origine d'un monde véritablement harmonieux parce qu'ils font tous deux appel à des dimensions fondamentales de l'être humain.

DES MONDES SANS AVOCATS

Dans chacune de ces utopies (sauf celle de Campanella), le gouvernement n'est pas contraignant. Certaines hiérarchies subsistent, mais elles n'affligent pas les populations. Gouverner consiste surtout à voir à ce que tout continue à bien aller, ce qui se fait sans difficulté.

Ce bonheur collectif est en grande partie assuré par l'absence d'avocats. En Eldorado, *« on ne plaide pas »*, il n'y a pas de prison – mais la ville s'enorgueillit par contre d'un magnifique palais des sciences. En Utopie, chacun plaide sa propre cause, pour être plus près de la vérité, parce que les avocats *« exposent les causes avec trop d'habileté et interprètent les lois avec trop de ruses ».* Swift quant à lui est impitoyable envers ceux qui exercent cette profession : *« ils sont les ennemis déclarés de toute science et de toute culture, et ils cherchent à dépraver la raison des hommes dans toutes les branches du savoir aussi bien que dans leur spécialité. »*

C'est qu'il n'est pas sain selon eux que *« les lois s'accumulent dans un fatras inextricable »* (More) et qu'elles se multiplient *« de telle sorte que les notions de vérité et de mensonge, de justice et d'injustice se trouvent complètement embrouillées »* (Swift). Certes, aucun de ces auteurs n'aurait été perdu dans le monde d'aujourd'hui, qui prolonge à n'en plus finir les plaidoiries et conçoit des accords commerciaux sibyllins de plusieurs milliers de pages.

Sans doute, ces utopies inventées par d'habiles écrivains ne nous conviendraient pas tout à fait : nous n'aimerions peut-être pas le contrôle des mœurs exercé en Utopie, l'élitisme de l'abbaye de Thélème, le monde sans livres des Houyhnhnms, l'isolement d'Eldorado. Mais il nous reste tout de même cette forte impression : l'humanité a certainement fait le mauvais choix de défendre un individualisme à tout cran plutôt que de se rabattre sur l'échec du communisme pour s'empêcher de bâtir une vie communautaire harmonieuse et égalitaire telle que celle imaginée par les anciens. ★

Dans son monde règnera l'abondance, une abondance qui résulte de la disparition de la concurrence entre les agents économiques et du remplacement de la propriété morcelée par l'association. Alors que la civilisation représente pour lui le *monde à rebours*, il se propose, comme tant d'autres réformateurs sociaux, de le remettre dans le bon sens et qualifie donc son projet de *monde à droit sens*. Ainsi, après la sauvagerie, la barbarie (ou patriarcat) et la civilisation, pourra se développer l'harmonie qui les dépassera toutes car elle renouera avec les passions de l'état sauvage, mais sur le mode « scientifique » de leur combinaison dans le meilleur intérêt de l'humanité. Abondance et plaisir en sont les principes opérants.

L'ATTRACTION PASSIONNÉE

Pour ce faire, il fixe trois grands buts à l'attraction passionnée : favoriser le luxe, former des groupes et faire entrer en jeu des passions, le tout étant chapeauté par le besoin d'unité, qu'il nomme l'*unitéisme*. Le luxe permet de satisfaire les cinq sens : goût, toucher, vue, ouïe et odorat. Les groupes peuvent être fondés sur des liens d'amitié, d'ambition, d'amour ou de famille. Quant aux trois passions organisatrices, il les nomme joliment la *cabaliste* (intrigante et dissidente), la *papillonne* (alternante et contrastante) et la *composite* (« *besoin de goûter à la fois deux plaisirs, dont l'amalgame élève l'ivresse au niveau d'exaltation* »). Et sa série passionnée permet l'émulation fondée sur les différences. C'est pourquoi il reprendra le modèle de décomposition des passions pour rémunérer à 5/12 le travail, à 4/12 le capital et à 3/12 l'inventivité.

À cet égard, Fourier détonne dans le panorama des utopistes, en ne prônant pas une société égalitaire. Car de l'égalité il craint l'uniformisation et une rationalisation moralisatrice dont il a pu voir les effets délétères à l'époque de la Terreur. Il convient donc pour lui de combiner les différences pour faire émerger des possibles insoupçonnés. En fait, il a le projet ambitieux de généraliser l'accès à l'opulence que promet la société industrielle. L'abondance viendra de l'organisation communautaire et de la rationalisation de la production. Le travail y deviendra un plaisir puisqu'il s'appuiera sur les inclinations et non sur l'obligation. De plus, loin d'être monotone, il sera au contraire varié et de courte durée, afin de satisfaire la passion papillonne. En même temps, il y aura proportionnalité entre les sexes, les races et les âges.

Cette organisation communautaire, dans des collectivités de travail qu'il nomme les phalanstères, permettra de conduire à l'harmonie universelle. Contrairement aux révolutions politiques, sa révolution sociale implique de mettre un terme à l'État traditionnel et de réorganiser la politique à un niveau local, à partir des communautés de base, chaque phalanstère étant une unité parfaite et autorégulée qui s'associera spontanément et passionnément avec d'autres communautés du même type pour devenir un mode d'organisation universel. Car le modèle de Fourier n'est pas clos, replié sur lui-même dans sa perfection sphérique. Il a pour vocation de s'étendre à l'ensemble de l'humanité et de la réorganiser sur de nouvelles bases.

LA VIE AMOUREUSE

Une des grandes originalités de Fourier, qui renvoie à son intérêt pour les passions, est l'importance qu'il accorde aux diverses dimensions de la vie amoureuse, intérêt qui amène Dominique Desanti, dans *Les socialistes de l'utopie*, à voir dans Fourier un des précurseurs de la révolution sexuelle et des communes des années 1960. Non seulement il assimile les grandes usines à des bagnes, mais il voit dans la famille nucléaire une reproduction en mode mineur de l'organisation industrielle, chargée de la reproduction des travailleurs.

Dans son idéal passionnel, il envisage donc la sexualité sous une forme ludique, mais également productive. Fourier est donc critique de la morale conjugale et sexuelle de son époque et prône des passions à vocation *omnigame* où toutes les combinaisons seront possibles, ce qui anticipe la perversité polymorphe que Freud n'a eu de cesse de vouloir maîtriser. On peut aujourd'hui sourire devant l'évocation des fleuves de limonade ou ses projets de rendre fertile le désert du Sahara, il n'en reste pas moins que Fourier a été le premier penseur à faire de l'émancipation des femmes l'indicateur du degré d'émancipation humaine. ★

1. Ouvrage publié en 1829 et réédité en 1973 chez Flammarion.

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 20

COMMUNES ET UTOPIE AU QUÉBEC

« OUI, NOUS AVONS LE SOLEIL… »

par CHRISTIAN BROUILLARD

Dans la foulée des luttes sociales qui ont explosé durant les années 1960-1970 en Occident, diverses tentatives de remettre en cause la culture dominante ont émergé, laissant, par la suite, des traces non négligeables dans les mémoires collectives. Dans ce bouillonnement des pratiques et des tendances critiques qui marquèrent cette époque, nous nous pencherons plus précisément sur la « Contre-culture » et une de ses manifestations concrètes, le mouvement des communes qui toucha aussi bien les États-Unis, le Québec que l'Europe occidentale.

Parc Lafontaine, été 2010.

Photo : Luciano Benvenuto

HERE AND NOW…

Officiellement, la Contre-culture naît aux États-Unis dans le milieu des années 1960, pour se répandre par la suite en Europe et au Québec. Le surgissement des courants contre-culturels est en lien avec la contestation grandissante de la guerre menée par le gouvernement des États-Unis au Vietnam et, plus largement, avec l'apparition de la jeunesse comme acteur politique. Par-delà le contexte social, il faut tenir aussi compte de toute une tradition critique, issue, entre autres choses, des avant-gardes artistiques du XX^{e} siècle. Pour certains auteurs dont Michel Lancelot (dans son livre *Le jeune lion dort avec ses dents…)*, les sources de la Contre-culture sont à chercher aussi bien du côté de l'Europe dans l'héritage des mouvements dadaïste ou surréaliste que de l'Amérique du Nord s'exprimant dans l'action du courant Beat (Jack Kerouac, Allen Ginsberg, etc.), les œuvres de Paul Goodman (qui écrivit avec son frère, en 1947, un essai pionnier, *Communitas*, sur l'idéal communautaire) ou l'activisme de Timothy Leary et de ses expérimentations psychédéliques.

Définir la Contre-culture n'est pas une tâche aisée car, outre le fait que la notion de culture peut prendre différentes significations, le milieu contre-culturel, pour sa part, a été traversé d'une multiplicité de courants. Dans une étude de Marie-France Thériault portant sur la vision développée par la revue contre-culturelle québécoise *Mainmise*, on peut relever cette précision : « *pour* Mainmise, *tout est culturel, au sens anthropologique. La culture devient la civilisation…* » (*Mainmise*, no. 26, août 1973).

Malgré tout, on peut dégager quelques points forts : si les pratiques contre-culturelles se sont attachées à rejeter la culture officielle, c'est que cette dernière est jugée trop rationaliste (oubliant le corps et la sensualité), académique, productiviste (méprisant la nature) et autoritaire. En contre-partie, on verra dans la contre-culture une valorisation des philosophies orientales, le développement d'une sensibilité et d'une pensée environnementales, un accent mis sur le rôle que peut jouer la musique rock dans l'élaboration d'une nouvelle culture et la tentative d'expérimenter des relations sociales plus libres et égalitaires permettant « *l'affirmation du moi* » (W. Reich). Il faut ajouter que pour les contre-culturels, le changement ne devait pas advenir « *à la fin de nos jours* », mais se vivre ici et maintenant. Cette prise de position pour le « *Here and now* » explique les tentatives des mouvements contre-culturels de créer, en marge de la société dominante, un espace libéré où pourrait se déployer une nouvelle vie. C'est là le sens du mouvement des communes.

Commentant l'action de Pierre Maheu, un des fondateur du groupe *Parti pris* au début des années 1960, fortement engagé, en 1975, dans la commune de Morin Heights, Paul Chamberland écrit : *« Sa vision l'inclinait fortement du côté d'un territoire vierge, "en plein bois", loin des centres urbains, de manière à faire advenir, sans délai, une enclave de "Terre libre", de Terre nouvelle, résolument retranchée de l'ancien monde*[1]. » Créer une nouvelle vie dans le cercle clos des communes, ce sont là des traits qui relèvent de l'utopie.

UTOPIE ET PARADIS PERDU

Cependant, il faut ici nuancer. S'il n'y a pas d'utopie sans communes ou nouvelles cités, ces dernières, dans le discours utopique classique, doivent être organisées rationnellement. Or, la Contre-culture relativise fortement la Raison au profit d'autres approches comme celles portées par les philosophies d'Orient ou celles des Premières Nations dont les concepts centraux sont la Nature et la Terre. Ce n'est donc pas totalement à tort qu'on a vu dans la création des communes un retour à la terre. Plus qu'une utopie alors, un Retour au Paradis perdu où l'humain était en contact direct avec la Nature ? Oui, mais si, pour certains, cela se traduira par l'adoption d'un mode de vie « primitif », pour d'autres, l'Eden pourra se construire sans pour autant rejeter la totalité des nouvelles technologies dont l'électronique : *« Nous avons l'intention de construire un Tibet électrique »* (*Mainmise*).

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 21

Le Paradis perdu ne sera cependant pas au rendez-vous. La Nature se révélera moins accueillante que prévu, le travail de la terre n'étant pas chose facile. Malgré *« le soleil qui chaque jour nous émerveille »* comme chantait Plume Latraverse, d'une manière ironique mais pas totalement dénuée de tendresse, *« On n'a pas l'eau courante dans la cuisine/On n'a rien que deux cochons pis une jument »* (*Le retour à la terre*). Et puis, surtout, briser de vieilles habitudes culturelles, tout en tentant de réinventer les relations sociales et personnelles, représente un processus de longue haleine qui peut en faire fuir beaucoup. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit, marquant le déclin, à la fin des années 1970, du mouvement des communes.

Une expérience sans lendemain ?

Alors, quel bilan peut-on tirer de cette expérience ? Certes, la Contre-culture s'est diluée dans un mysticisme sirupeux, un « new age » aseptisé et apolitique où « l'affirmation du moi » cadre maintenant assez bien avec les valeurs néolibérales dominantes. Cependant, comme bien d'autres tentatives de changement dans l'histoire, la Contre-culture n'est pas sans avoir laissé des traces dans les mémoires collectives, notamment au Québec.

Le souci de l'environnement, un certain scepticisme envers la notion de « progrès » ou encore la libéralisation des mœurs, sans être exclusivement issus de la Contre-culture, en portent largement la trace. ★

1. Dans le texte de présentation de Pierre Maheu, *Un parti pris révolutionnaire*, Montréal, Parti pris, 1983.

UTOPIE = *NO FUTURE*

par Marie-Hélène Bourcier
Activiste et théoricienne queer

Queer et utopie : deux mots qui n'ont guère fricoté ensemble. Révolution et queer encore moins. Et pourquoi en serait-il autrement ? Il y a beaucoup de bonnes raisons de ne pas le déplorer. Si par utopie, on veut dire non un espace ou une simple volonté de transformer le monde, mais une projection temporelle sur un axe linéaire, c'est-à-dire un futur utopique et donc antérieurement modelé pour un grand nombre, la réaction anti-modernisme est sans doute salutaire.

Vu ce qu'on donné les grands récits du XIX[e] et du XX[e] siècles qui annonçaient les grands soirs, *y basta la revolution* ! D'autant qu'en matière de révolution sexuelle, on a bien vu le piège à cons au sens étymologique du terme que ce fut. Les minorités sexuelles et de genre n'ont-elles pas été les grandes oubliées des entreprises révolutionnaires ? Et quand un vieux marxisme continue d'inspirer son pendant féministe matérialiste, c'est pour nous enjoindre à un abolitionnisme décapant : le monde sera meilleur quand il n'y aura plus de genres. source majeure de domination et d'aliénation, lorsque la différence sexuelle aura disparu. Le manque d'attrait des utopies politico-sexuelles de ce type réside sans doute, pour reprendre une formulation de Jameson, dans le fait qu'elles proposent immanquablement une « réduction du monde ». Supprimons les causes de l'aliénation en giclant les déterminations historiques et sociales, sources de trouble, asexuellisons la planète comme dans la science-fiction féministe d'Ursula Le Guin : l'utopie matérialiste (et cela vaudrait pour Monique Wittig) carbure à la négation, propose toute une série d'ablations et d'exclusions, éjecte le capitalisme en lui substituant une triste économie morale de la pénurie.

La théorie queer états-unienne

Curieusement et par d'autres chemins, la théorie queer états-unienne de la première vague se laisse séduire par les sirènes d'une autre forme de négativité, plus pernicieuse celle-là, en ce qu'elle se loge dans l'intériorité même, pénètre la subjectivité qu'elle *psychise* à outrance, la déconnectant des réalités politiques et subculturelles. Il n'est que de voir la tronche des futuritées queer (ou simplement très gay ?) récentes, élaborées par des critiques en faveur d'un « *no future* », inspiré de la négativité psychanalytique et de la pulsion de mort (Edelman et Dean qui embrayent sur Bersani). Ah! le plombage psychanalytique : rien de tel que la psychanalyse pour vous brider ou vous rétrograder, pour vous faire croire à la pureté du privé ou de « l'intime » comme on dit. Vous sortir du « privé qui est politique ». Pour ne pas parler des récentes politiques de la vulnérabilité, mâtinées d'une mélancolie antique et scélérate, prônées par la reine récalcitrante de la théorie queer, j'ai nommé Judith Butler, avec son *Défaire le Genre* qui gagnerait à être rebaptisé *Défaire Gender Trouble*.

En effet, si la première Butler, de *Gender Trouble* (*Trouble dans le Genre*) à *Excitable Speech* (*Le Pouvoir des Mots*) en gros, suivait le scénario de la prolifération des genres et donc des minorités sexuelles et de genre dans *Gender Trouble*, *Défaire le genre* impose curieusement une lamentation sur le poids indescriptible des normes de genres qui nous tueraient. D'autant plus étonnant que, foucaldisme oblige, la norme dans *Gender Trouble* constituait auparavant un champ d'intervention, certes ambivalent, mais autrement plus flexible et ouvert aux détournements que la loi. Décidément la théorie queer n'est pas douée pour l'imagination utopique et il n'est pas sûr que les choses s'arrangent pour autant quand elle saute dans les devenirs, les multiplicités deleuziennes, les flux qui croisent les lignes de fuite...

Alors la queerutopia : un non-sens ? Peut-être pas si l'on considère que la radicalité utopique, qui constitue le véritable frein de l'entreprise, avec son imaginaire souvent totalitaire et téléologique, fonctionne mieux quand elle est spatialisée, participe non du territoire mais des frontières repoussées. C'est dans les subcultures sexuelles généralement urbaines et non dans la théorie queer de la première vague, dans les microsphères et à un niveau micropolitique que fonctionne à plein – et pour l'instant – la sexoethnogenèse, facteur de transformation sociale dont parlait Gayle Rubin, véritable soldat inconnu de la théorie queer en action. Les utopies queer, si elles existent, sont celles qui misent paradoxalement plus sur des espaces, des lieux que sur le futur, qui instaurent une tradition utopique même si cela peut paraître contradictoire dans les termes. San Francisco est de ce point de vue la ville des utopies sexuelles et de genre réalisées et sitôt bousculées. Modestes mais efficaces, elles permettent de tempérer les mouvements théoriques abstraits puisqu'elles procèdent des expériences des minorités concernées, sans recourir à la hache de la réduction, de l'abolition ou de l'ablation au profit de la prolifération. ★

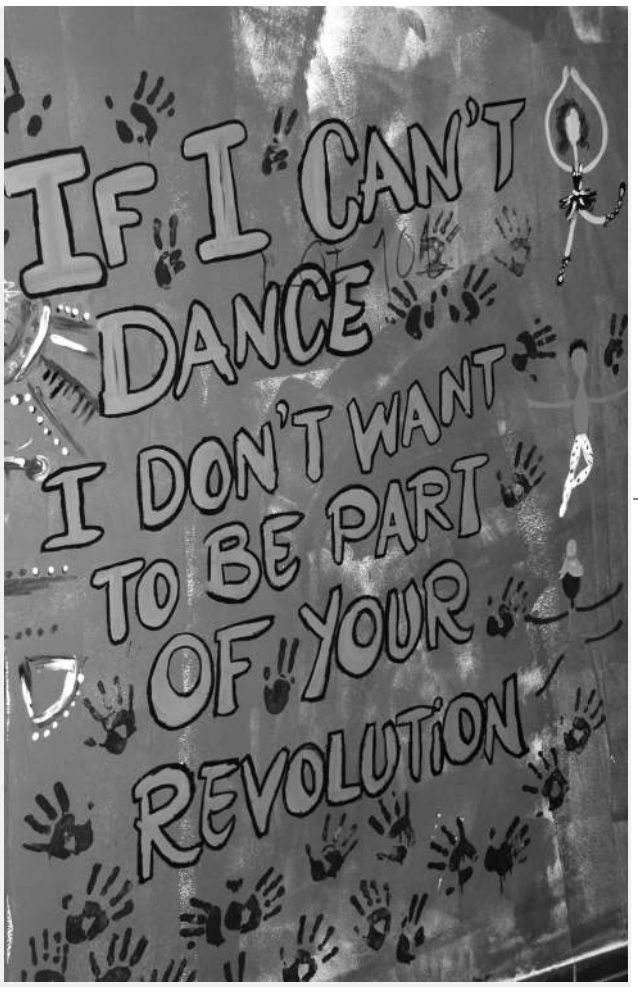


Photo : Gérald McKenzie

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 22

UTOPIES, LIBERTÉ ET NÉGATIVITÉ

« SOYONS RÉALISTES, EXIGEONS L'IMPOSSIBLE »

par RICARDO PEÑAFIEL

Cet oxymoron, juxtaposant dans le même énoncé deux termes contradictoires, qu'on pouvait lire sur les murs de Mai 68, répond implicitement au dénigrement des utopies en tant que « pures spéculations », projections imaginaires dans des mondes impossibles. Plutôt que de renier le caractère imaginaire des utopies (« l'imagination au pouvoir ! »), il en exalte le plus haut degré de « réalisme ». De fait, les utopies ne sont rien d'autre que des projections imaginaires. Mais ces projections ne sont pas que des « vues de l'esprit ». Elles nous permettent de voir « sous les pavés, la plage »; elles sont précisément ce par quoi le « réel » se dévoile tel qu'il « est » (contingent) plutôt que comme il « paraît » (apodictique). Et sans cette mise à distance de l'apparente naturalité, fatalité ou inéluctabilité des rapports sociaux « réellement existants », aucun dépassement de ceux-ci n'est possible.

LES UTOPIES : PLUS RÉELLES QUE LE RÉEL

Ce qui apparaît alors comme « irréaliste », comme pure aliénation, c'est de croire que les institutions sociales dans lesquelles nous vivons sont le degré ultime de la réalité. C'est de penser qu'au-delà du salariat, du patriarcat, de l'industrialisation effrénée, de la marchandisation de l'humain et de la nature, de la financiarisation des relations sociales, etc., il n'y aurait aucune autre forme d'organisation sociale possible.

En 1516, lorsque Thomas More écrit *L'Utopie*, un monde où les gouvernants seraient redevables devant le peuple et agiraient en fonction du « bien commun » (plutôt que de leurs intérêts patrimoniaux) apparaissait « inimaginable ». Être « réaliste », se satisfaire des « occasions » offertes par et dans le système politique et socioéconomique[1], cela aurait voulu dire ne jamais même penser que la démocratie puisse un jour devenir la norme de la vie sociale. Par sa projection dans un monde imaginaire, dans un non-lieu (*ou-topia*), un espace du bien (*eu-topia*), More met en évidence l'absurdité, ou le caractère inacceptable, de ce qui se présentait comme naturel, normal, « réaliste », voire même souhaitable.

1. Le contexte historique de *L'Utopie* correspond à la naissance du capitalisme par la « privatisation » des terres communales, via le mouvement des *enclosures*, chassant de leurs terres les paysans pour les remplacer par des moutons : *« ces bêtes, si douces, si sobres partout ailleurs, sont chez vous tellement voraces et féroces qu'elles mangent même les hommes, et dépeuplent les campagnes, les maisons et les villages »* (More, *L'Utopie*).

On se demande alors quelle position est la plus réaliste : celle qui réifie (prend pour réel, naturel ou objectif) un système socialement constitué ou celle qui, pleinement consciente du caractère contingent et donc altérable de la « *polis* » (cité, État, organisation sociopolitique), cherche à dépasser une situation en imaginant de nouvelles organisations possibles ?

LES UTOPIES DOIVENT ÊTRE UTOPIQUES…

Il serait toujours possible d'argumenter, pour soutenir le « réalisme » de l'utopie de Saint Thomas More, que les utopiens, ce peuple imaginaire – qui ne connaît pas la propriété privée et dont les dirigeants sont soumis à la souveraineté populaire – existait bel et bien dans les *Sociétés contre l'État* – décrites par l'anthropologue Pierre Clastres – peuplant une grande partie des Amériques au moment où More écrit sa « fiction ». Mais la fonction et l'efficacité de l'utopie ne dépendent pas de son existence réelle.

Au contraire, la *volonté de vérité* ou de réalité menace l'utopie d'auto-destitution. En cherchant à se « réaliser », les utopies risquent

Illustration : Alain Reno

de devenir des *idéo-logies*[2]; en cessant d'être *des histoires* pour devenir *l'Histoire*, les utopies risquent de soumettre la réalité protéiforme, qu'elles tendent à libérer, à la loi unique et totalitaire (ou du moins totalisante) de l'*Idée*. *Le meilleur des mondes possibles* n'écrase-t-il pas la liberté au nom d'un bonheur préfabriqué qui exècre tout ce qui le remet en question ?

2. Nous parlons d'*idéo-logies* dans le sens entendu par Hannah Arendt dans *Le système totalitaire*, c'est-à-dire en tant que logique totalisante de l'*idée* ou prétention à appliquer une idéologie de manière tout aussi cohérente que son exposition. Mouvement d'enfermement tautologique d'une pensée réduisant le monde à une logique mécanique découlant d'un principe unique connaissable et connu.

Mais il ne faudrait pas conclure de ces remarques que toute utopie, se transformant en idéologie politique, serait inéluctablement condamnée au totalitarisme. N'est-ce pas là l'adage des *appareils idéologiques d'État* qui, d'une main, dénigrent les utopies comme « pures chimères » et, de l'autre, condamnent les idéologies (utopies en actes) comme des hydres, trop réelles, qu'il vaudrait mieux garder dans l'imaginaire, du fait de leurs dangers totalitaires ? Dans les deux cas, l'enjeu est de conjurer les menaces que ces imaginaires politiques font planer sur l'ordre établi.

➥

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 23

Photo : Gérald McKenzie

La force « désagrégeante » et « reconfigurante » de la négativité

Cette menace que l'utopie représente pour l'ordre établi est celle de la *négativité* : cet « excès de sens » qui empêche un ordre symbolique de s'objectiver, en montrant que la « réalité » le déborde de part en part, en montrant que les mots ne sont pas identiques aux choses, que la propriété c'est le vol, que le travail n'est pas la santé, que les moutons mangent les hommes… En contrastant ce qui *est* (positivité) par rapport à ce qui *pourrait être* (négativité), en se projetant dans une *terre sans mal*, dans un ailleurs libéré des contraintes sociales oppressantes, l'utopie permet non seulement de mettre en exergue le caractère contingent (artificiel, conventionnel, socialement construit) et inacceptable de ces contraintes, elle permet aussi de donner un sens et une cohérence à une série de frustrations et de désirs qui, autrement, ne produiraient que des révoltes éparses.

Par contre, si elle parvenait à se « réaliser » au pied de la lettre, l'utopie cesserait d'*être* (négative ou utopique), elle changerait de nature au point de devenir l'inverse de ce qu'elle *est*. Plutôt que de libérer les forces « désagrégeantes » et « reconfigurantes » de la négativité, elle tendrait à les contraindre à entrer dans le moule étroit d'un monde « apaisé », sans contradictions, sans conflits, sans histoire, sans politique, sans liberté[3].

Car heureusement, le monde (la réalité) n'est pas aussi cohérent et harmonieux que le phantasme de la société idéelle. Cette simplification des rapports sociaux est sans doute nécessaire pour donner au social une image unifiée de lui-même et pour entreprendre, à partir de cette volonté commune, une lutte pour le dépassement des structures oppressantes. Par contre, cette énergie sociale canalisée par la force symbolique de l'utopie doit rester ce qu'elle est, c'est-à-dire une surface d'inscription ou un horizon (de lutte) qui, certes, s'éloigne à chaque pas mais qui n'oriente pas moins l'action collective. ★

3. L'opposition que Friedrich Engels cherche à établir entre *Socialisme utopique* et *Socialisme scientifique*, par exemple, essaie d'hégémoniser l'ensemble des luttes de l'époque au nom de la plus grande Vérité, concrétude ou scientificité du marxisme. Par contre cette prétention à la vérité – scientiste, mécaniciste ou dogmatique, plus que scientifique (critique) – fait en sorte que les concepts de l'entendement (l'*Idée*, pourrait-on dire, pour exagérer le paradoxe du matérialisme historique) deviennent plus vrais que le réel et que se développent des concepts comme les intérêts objectifs de classe ou la fausse conscience, méprisant les formes d'autoconstitution de la « conscience de classe » surdéterminant l'existence même de la classe, comme le montre Tompson, dans *La Formation de la classe ouvrière anglaise*.

LES ANGLES MORTS DU NÉOLIBÉRALISME

L'arsenal de mesures néolibérales mis en œuvre un peu partout sur la planète depuis quelques décennies a échoué à construire la société plus égalitaire qu'avaient pourtant annoncée ses promoteurs. Cet échec tient en grande partie au fait que le monde dont le projet néolibéral est supposé permettre le plein développement n'existe que dans les mythes où l'économie classique puise ses présupposés.

Le monde imaginaire qui sert de support au projet néolibéral serait constitué par un agrégat d'individus rationnels, indépendants, libres de faire des choix et mus par la poursuite de leur seul intérêt personnel. Cet objectif les pousserait à entrer en contact les uns avec les autres et ainsi à former un vaste marché dont la principale fonction serait de réaliser l'arbitrage entre les différents besoins particuliers. Selon cette conception particulière du monde, ce marché ne revêtirait sa forme la plus pure et la plus profitable pour tous qu'une fois dépouillé de toute interférence extérieure (d'un État par exemple) biaisant l'expression des intérêts individuels.

Ce récit, faisant l'éloge de l'individu isolé et maître de sa destinée, a d'abord de quoi surprendre. Ne vit-on pas au contraire dans un monde où les individus n'ont jamais été aussi dépendants les uns des autres, où la subsistance et le quotidien de chacun n'ont jamais été aussi tributaires de ce que l'ensemble de la société peut produire, ne serait-ce que la moindre livre de beurre ou pièce de vêtement ? De plus, si le marché capitaliste existe bel et bien, c'est sous une forme assez différente de celle que nous présente la fable néolibérale. Ce marché est façonné par des interventions de nature politique et juridique. Celles-ci donnent naissance à des institutions qui, loin de nuire à son fonctionnement, en sont plutôt la condition préalable. La monnaie en est certainement l'une des plus importantes. Elle rend possible les échanges commerciaux et ne remplit cette exigence qu'à condition d'être émise et garantie par les autorités publiques. Le rôle des gouvernements et des banques centrales n'est-il pas d'ailleurs de veiller à la stabilité des systèmes monétaires nationaux et de pallier l'incapacité des banques privées à s'acquitter de cette tâche, trop préoccupées qu'elles sont justement par la sauvegarde de leurs intérêts ? Aussi, comment imaginer la moindre transaction financière, même la plus libéralisée, sans l'existence de règles encadrant les pratiques, punissant les délits et, par conséquent, lui permettant de se réaliser en toute confiance ?

L'utopie n'est donc pas uniquement ce mal dont on affuble les opposants au néolibéralisme, mais surtout la propriété fondamentale de l'idéologie qui domine aujourd'hui les débats politiques. ★

Louis Gaudreau

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 24

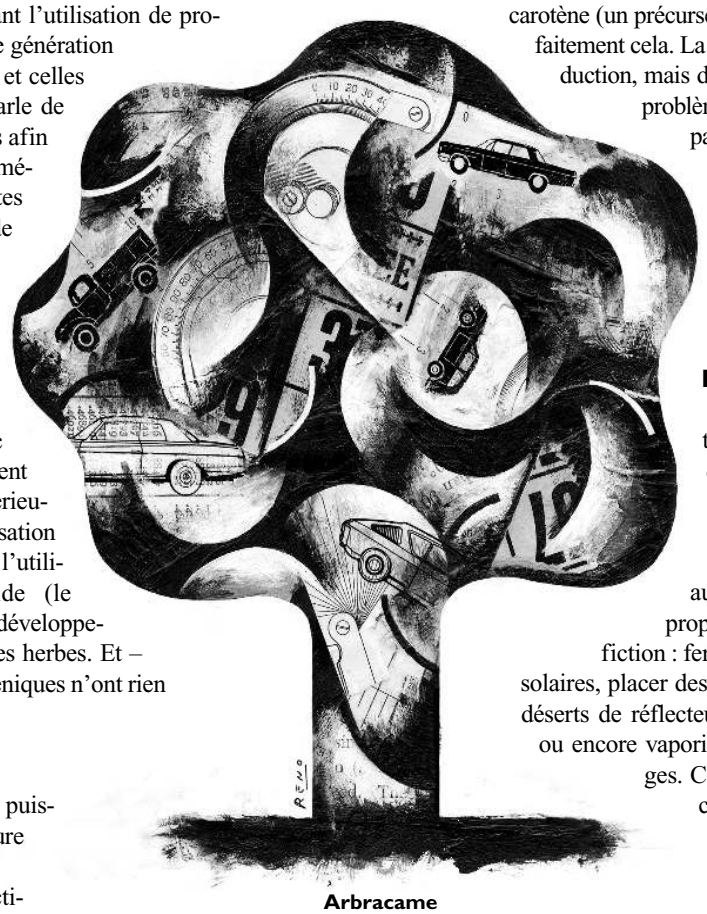
AGROCHIMIE ET INGÉNIERIE DU CLIMAT

par KARINE PESCHARD

Une pionnière de la modification génétique des plantes, Mary Dell-Chilton, déclarait à *Business Week*, en 1984 : *« Les solutions arrivent maintenant très rapidement. Dans trois ans, nous serons en mesure de faire tout ce que notre imagination peut concevoir. »*

À l'époque, la percée scientifique que représente la première modification génétique d'une plante laisse présager une ère nouvelle pour l'agriculture. On évoque des lendemains qui chantent : les plantes génétiquement modifiées permettront d'augmenter les rendements tout en diminuant l'utilisation de produits chimiques. Au-delà de la première génération – les plantes résistantes aux herbicides et celles qui produisent des insecticides – on parle de plantes « à valeur ajoutée », modifiées afin de les rendre moins allergènes ou d'améliorer leur valeur nutritive. Les plantes transgéniques sont également mises de l'avant comme une solution au problème tenace de la faim.

Qu'en est-il 25 ans plus tard ? Le constat est pour le moins mitigé. La plus grande productivité des variétés transgéniques reste à démontrer, avec ses rendements très variables et souvent inférieurs à ce que l'on connaissait antérieurement. Plutôt que de diminuer, l'utilisation d'herbicides tend à augmenter puisque l'utilisation intensive d'un seul herbicide (le Roundup ou glyphosate) favorise le développement de résistances parmi les mauvaises herbes. Et – faut-il le préciser ? – les plantes transgéniques n'ont rien changé au problème de la faim.



Arbracame

UNE LOGIQUE PRODUCTIVISTE

Ces constats ne sont guère étonnants puisque, loin de rompre avec l'agriculture industrielle, les biotechnologies agricoles approfondissent la logique productiviste en agriculture. Questionnés au sujet du problème croissant de la résistance à l'herbicide Roundup, Monsanto et consorts se font rassurants : ils sont en voie d'introduire de nouvelles variétés transgéniques résistant à des herbicides plus puissants que le Roundup. Celles-ci entraîneront à leur tour le développement de résistances, créant un marché perpétuel pour de nouvelles variétés transgéniques. Il serait par ailleurs naïf de croire que les entreprises de biotechnologie agricole aient à cœur de réduire l'utilisation d'herbicides quand ces derniers sont une de leurs principales sources de revenus. En effet, les six principaux producteurs d'OGM (Monsanto, BASF, Syngenta, Bayer, Dow et DuPont-Pioneer) sont avant tout des géants de l'agrochimie, dont la principale source de revenus reste la vente de pesticides. Cela explique que la vaste majorité des plantes transgéniques cultivées dans le monde aujourd'hui soient des plantes résistantes à un herbicide.

En voie d'être approuvé pour la consommation humaine au Canada, l'Enviropig est un autre exemple de la façon dont les biotechnologies sont utilisées pour perpétuer un système insoutenable plutôt que de lui trouver de véritables alternatives[1]. L'Enviropig est un cochon génétiquement modifié afin d'éliminer moins de phosphore dans ses excréments. Encore une fois, on trouve une solution illusoire plutôt que de s'attaquer à la racine du problème : les mégaporcheries et leurs impacts environnementaux.

L'utopie des biotechnologies comme « solution miracle » des problèmes sociaux ou environnementaux repose sur l'idée que les technologies peuvent apporter une réponse à des problèmes qui ne sont pas d'ordre technique, mais socioéconomique. Le « riz doré » (ou « Golden Rice ») – génétiquement modifié afin d'augmenter sa teneur en bêta-carotène (un précurseur de la vitamine A) – illustre parfaitement cela. La faim n'est pas un problème de production, mais de distribution. En d'autres mots, le problème n'est pas que le riz ne contient pas assez de bêta-carotène, mais que des populations en sont réduites à ne consommer que du riz. Le problème de la faim est autrement plus complexe que ne veulent l'admettre les défenseurs du riz doré.

L'INGÉNIERIE DU CLIMAT

Dernière expression d'arrogance technologique et autre exemple d'utopie scientifique, le nouveau champ de l'ingénierie du climat, ou géo-ingénierie, met de l'avant la technologie comme solution aux dérèglements du climat. Ses propositions relèvent de la science-fiction : fertiliser les océans, capter les rayons solaires, placer des miroirs dans l'espace, couvrir les déserts de réflecteurs en polyéthylène et aluminium ou encore vaporiser de l'eau de mer dans les nuages. Ces propositions ont cependant une chose en commun : elles visent à atténuer notre impact sur le climat sans remettre en question notre dépendance aux combustibles fossiles – avec des conséquences possiblement désastreuses. Le fait que plusieurs défenseurs de la géo-ingénierie niaient encore récemment jusqu'à l'existence du réchauffement climatique a de quoi laisser sceptique[2].

L'actuelle « révolution technologique » ne représente pas un changement de paradigme, mais son approfondissement. Que ce soit le Golden Rice, l'Enviropig ou l'ingénierie du climat, il s'agit de trouver une solution d'ordre technologique plutôt que de remettre en cause notre mode de vie ou notre système agroalimentaire. Ces fausses solutions perpétuent l'illusion qu'il est possible de résoudre nos problèmes en appliquant le même raisonnement qui les a engendrés. La véritable utopie réside ailleurs. ★

---

1. Voir la campagne du Réseau canadien d'action sur les biotechnologies à www.rcab.ca.

2. Voir l'excellent rapport d'ETC Group, *Geopiracy: The Case Against Geoengineering*, disponible à www.etcgroup.org.

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 25

CHEZ LES RESCAPÉS DE L'AN 2010

RÉVEILLON NOSTALGIQUE

par Roméo Bouchard
Paysan instruit à la retraite dans le Kamouraska

Il faut savoir que depuis les années 2040, à la suite des pénuries alimentaires généralisées, des diminutions drastiques de pétrole disponible et du réchauffement du climat, l'alimentation des Québécois et des habitants de toute la planète a profondément changé, et on s'entend de plus en plus pour dire que tous s'en portent mieux.

En ce 25 décembre 2050, c'est avec nostalgie que la famille Tremblay, rescapée mystérieusement de l'an 2010, a organisé son réveillon, car partout autour d'elle, cette tradition a fait place à des fêtes populaires de fin d'année où le plat festif est un pain aux petits fruits, sucré à l'érable. Les bonbons sont désormais des mélanges de fruits sauvages séchés : canneberges, bleuets, chicoutais, airelles, argousiers, etc. Les bières, vins et alcools produits ici sont toujours aussi populaires ainsi que les produits dérivés du cannabis, maintenant légalisés. Le café, devenu trop cher, a été supplanté au quotidien par les boissons locales : thé des bois et du Labrador, infusions de plantes locales, jus et sirops de fruits sauvages et cultivés.

La famille Tremblay aura dû investir toutes ses économies pour se procurer la viande nécessaire pour cuisiner une tourtière du Lac Saint-Jean et quelques préparations au jambon.

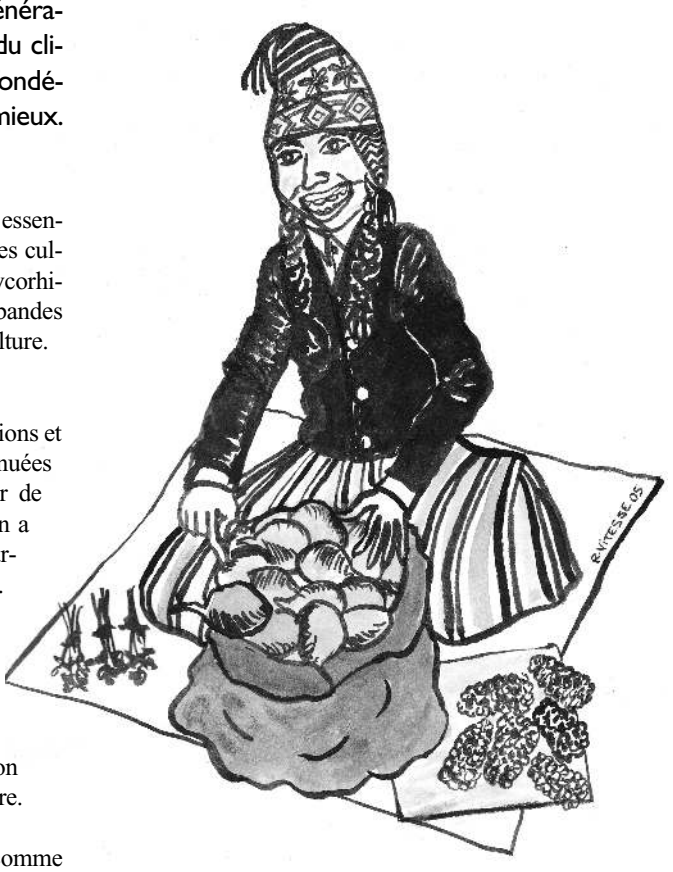
Limitation de l'élevage

La consommation de viande, en effet, est devenue très limitée. Les bonnes terres cultivables ayant dû être réservées pour la culture des céréales, des légumes, des fruits et des plantes à fibres (pour pallier à la diminution des matériaux synthétiques à base de pétrole), l'élevage d'animaux pour la consommation a été limité aux terres impropres à la culture et le prix des viandes est devenu inaccessible pour les consommateurs moyens. Au Québec, où l'industrie laitière a longtemps été dominante, on maintient toutefois une production laitière réduite. Les poules domestiques assurent, même en ville, la production d'œufs, tout en contribuant au recyclage des déchets organiques. En campagne, le cochon domestique joue souvent le même rôle. Pour le reste, les animaux servent principalement pour les fumiers qu'ils produisent, le maintien de la biodiversité et leur apport récréatif et social. La consommation de gibier est aussi sévèrement contrôlée, de même que celle des produits de la mer qui ont été décimés par la sur-pêche et la contamination des élevages transgéniques. Le rapport aux animaux est de moins en moins utilitaire.

La fertilisation des cultures provient essentiellement des composts organiques, des cultures de champignons fertilisants (mycorhizes) et de méthodes de cultures sur bandes permanentes empruntées à la permaculture.

Les ressources locales

Avec la rareté du pétrole, les importations et exportations de nourriture ont été diminuées de 80 %. Le transport d'aliments sur de longues distances par camion ou avion a été réduit au minimum. Les supermarchés ont fait place aux marchés locaux. Tous les pays sont forcés d'apprendre à utiliser leurs ressources locales pour produire leur nourriture. Les traditions des populations autochtones et des communautés ethniques servent de plus en plus d'inspiration dans ce retour à l'autonomie alimentaire.



Tous les espaces utilisables, en ville comme en campagne, sont désormais aménagés pour permettre les cultures végétales hiver comme été, grâce au développement de serres solaires et de jardins domestiques. Le soleil de minuit, dans les régions nordiques qui se sont considérablement réchauffées, fournit maintenant des quantités importantes de légumes qui sont transportées au sud par le chemin de fer électrique qui relie en permanence les régions du nord et du sud du Québec.

L'utilisation des pesticides et des engrais chimiques est en voie de disparition, en raison de la pénurie de pétrole qui entre dans leur composition et en raison des conséquences, maintenant documentées, de ces produits de synthèse sur la santé et la génétique ainsi que leur impact sur l'eau potable disponible. Avec le réchauffement de la température de 3 degrés au cours des 50 dernières années et les nombreuses catastrophes environnementales survenues dans les années 2020, l'eau potable et l'eau pour les cultures sont devenues un bien précieux et leur usage, en agriculture comme dans la vie courante, est strictement réglementé. Il en est de même pour l'usage des OGM et des nanotechnologies dans la production alimentaire.

L'impossibilité croissante d'utiliser une machinerie qui consomme beaucoup de carburant a obligé l'agriculture à délaisser en grande partie les cultures intensives et à privilégier les petites unités de production locales et diversifiées. Le cheval canadien, qu'on appelait autrefois « le petit cheval de fer », a aussi repris du service.

Les ressources alimentaires liées au territoire et aux communautés s'avèrent les seules qui soient sûres et durables dans la société post-pétrole et post-libérale. Nous assistons à une retribalisation de la société et à la renaissance d'une société paysanne dans laquelle les médias virtuels planétaires remplacent avantageusement le tam-tam d'autrefois.

Ce soir les Tremblay, au cœur de Montréal, mangeront des légumes produits dans les serres qui recouvrent le toit de l'édifice qu'ils habitent. Des fruits locaux de plus en plus variés seront à l'honneur sur la table. Un cidre mousseux tiendra lieu de champagne, et un cidre de glace de liqueur. Un pâté aux bleuets leur rappellera le lointain Lac Saint-Jean. ★

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 26

SE LIBÉRER DU TRAVAIL

par PHILIPPE DE GROSBOIS

Photo : Luciano Benvenuto

En Occident, dans la foulée de la révolution industrielle, le travail est devenu notre voie de salut, l'outil par lequel l'émancipation devient possible. Cette grande confiance dans les vertus libératrices du travail sera bien sûr soutenue par les promoteurs du capitalisme, mais également partagée par plusieurs de ses opposants, et ce, jusqu'à aujourd'hui. Or, l'utopie du travail est périmée. La gauche du XXIe siècle, et notamment la gauche syndicale, doit apprendre à s'en détacher si elle veut être en mesure d'affronter les défis présents et à venir.

Dans le paysage intellectuel français, rigoureusement découpé en écoles de pensée distinctes, André Gorz (1923-2007) faisait figure d'ermite. Il fut l'un des premiers à développer une véritable écologie politique, c'est-à-dire, une écologie qui interroge l'organisation de notre société, notamment sa structure hiérarchique et ses institutions économiques. Il s'agit donc d'une écologie qui cherche à dépasser non seulement la glorification primitiviste de la Nature (Gaïa et compagnie), mais aussi l'écologie libérale qui n'interroge que les choix de vie personnels.

En 1988, Gorz publie *Métamorphoses du travail*, un livre dont l'analyse, plus de 20 ans après sa parution, n'a fait que gagner en acuité et en pertinence. Dans cet ouvrage, Gorz tente de saisir la logique par laquelle la rationalité économique s'est imposée à de plus en plus de sphères de nos vies, et lance des pistes pour replacer ce qu'il appelle le « travail pour soi » et les « activités autonomes » au centre de la vie ou, autrement dit, pour que le temps libéré par les progrès technologiques et économiques bénéficie à l'ensemble de la société.

UNE UTOPIE CAPITALISTE ET COMMUNISTE

Les premiers chapitres de l'ouvrage nous invitent à remonter le temps, pour mieux saisir l'ascension du concept de travail dans la pensée occidentale. Alors que dans l'Antiquité grecque, le travail est signe d'exclusion (il est réservé aux esclaves et aux métèques), le capitalisme manufacturier y donnera un tout autre sens, par le biais de la puissante rationalité économique qui se met alors en place. Le fameux *« Le temps, c'est de l'argent »*, du protestant Benjamin Franklin résume bien cette époque où l'éthique protestante impose sa rationalité à l'ensemble de la société, comme l'a signalé Max Weber.

Gorz est particulièrement éclairant lorsqu'il raconte comment le travail sera également un élément essentiel de l'utopie que conçoivent Marx et les marxistes : *« L'utopie marxienne, le communisme, se donne ainsi comme la forme achevée de la rationalisation »*, et le travail, dans une société communiste, devient le lieu par lequel l'activité personnelle et les finalités sociales sont réconciliées. Gorz établit aussi des parallèles étonnants entre la « morale socialiste » et « l'éthique protestante » que décrit Max Weber...

Au XXe siècle, le mouvement ouvrier et syndical poursuit dans cette lignée, alors que la société de consommation s'implante : le salaire et le pouvoir d'achat se retrouvent au centre des préoccupations du travailleur, et le travail est le moyen par lequel il se procure les marchandises qui symboliseront sa réussite. La consommation devient donc une *« compensation pour les sacrifices »* entraînés par le travail, permettant d'établir une *« niche de bonheur privé »*.

Or, aujourd'hui, le travail est davantage un problème qu'il n'est une solution, soutient Gorz. Nos économies ont atteint un tel degré de productivité qu'elles s'attaquent dorénavant aux conditions de reproduction de la vie sur Terre. Les conséquences se manifestent aussi dans la hiérarchie sociale : le travail n'est plus disponible pour tous mais continue d'être l'élément structurant de nos sociétés. Il engendre donc marginalisation pour les plus vulnérables, coincés dans le fossé du non-travail, angoisse et frustration pour ceux qui réussissent à s'en tirer avec des « p'tits boulots » de serviteurs et épuisement pour ceux qui ont encore le luxe de percevoir leur vie professionnelle en termes de « carrière ».

Devant cette impasse de l'utopie du travail, Gorz interpelle les syndicats : *« Le syndicalisme ne survivra que s'il change. »* Le virage qu'il les invite à faire est radical : il s'agit d'orienter les luttes sociales de manière à *« diminuer progressivement le travail à but économique »*, pour récupérer du temps à soi, pour aussi faciliter la réintégration de tous les précaires, temporaires, intérimaires et chômeurs.

On peut prendre la mesure de la révolution culturelle (pas celle de Mao, ni celle de Bachand !) que Gorz appelle de ses vœux lorsqu'on se penche sur un volet de la dernière entente du Front commun avec le gouvernement Charest. En effet, on apprend que les augmentations de salaire seront plus importantes si le Produit Intérieur Brut augmente substantiellement. Ainsi, non seulement les salaires des employés du secteur public peinent-ils à suivre l'inflation, mais ils se retrouvent de surcroît accrochés à la drogue dure de la croissance économique. On voit mal comment les centrales syndicales pourraient viser la sortie progressive du travail salarié dans un tel contexte ! Voilà l'une des raisons pour lesquelles, à mon avis, le syndicalisme contemporain doit intégrer d'urgence l'écologie politique (et peut-être même la décroissance) à son discours.

Laissons les derniers mots à Gorz, qui semblent avoir été écrits hier : *« La crise est, de fait, autrement fondamentale qu'une crise économique et de société. C'est l'utopie sur laquelle les sociétés industrielles vivaient depuis deux siècles qui s'effondre. (...) Cela veut dire qu'il nous faut changer d'utopie; car tant que nous resterons prisonniers de celle qui s'effondre, nous demeurerons incapables de percevoir le potentiel de libération que la mutation présente contient. »* ★

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 27

CONTRE-UTOPIES

LES DÉLIRES DE LA RAISON

par CHRISTIAN BROUILLARD

L'idée du Progrès, telle qu'elle a commencé à s'élaborer aux XVII-XVIII[e] siècles, postulait que l'Humanité pouvait, et devait, se perfectionner continuellement, guidée en cela par les lumières de la Raison. Dans cette marche en avant contre l'obscurantisme et la tradition, l'Humanité accédait, enfin, au contrôle de la nature et, par contre-coup, d'elle-même. La floraison des discours utopiques (portés, entre autres, par des auteurs comme More, Campanella, Cyrano de Bergerac ou Morelly), à cette époque, exprime bien cette vision d'un espace « autre », un espace où peut se déployer la volonté de remodeler, au nom du bonheur collectif, la Nature, l'Humain et le social d'une manière rationnelle.

Cependant, presque au même moment, surgit un contre-discours, des contre-utopies qui tentent d'explorer la logique ultime de ces cités rationnelles. C'est en 1726 que Jonathan Swift publie *Les voyages de Gulliver* où il met en scène deux contre-utopies. Sur l'île de Laputa, l'espace et la vie sont soumis étroitement aux règles abstraites de la géométrie, avec des résultats désastreux : maisons en ruines, misère, etc. À la fin de l'œuvre, Gulliver aborde une contrée où une espèce intelligente de chevaux a créé une république parfaite, dominant des humains dégénérés et moralement vicieux. À partir de ce récit de Swift, on peut dégager deux constats : les humains sont, par nature, incapables d'accéder à la perfection, conclusion en accord avec le pessimisme anthropologique de l'auteur mais, d'autre part, l'utopie chevaline se révèle, par-delà la perfection et la vertu, insoutenable : ces chevaux rationnels et sans faiblesses sont dépourvus de tout sentiment et d'empathie. Cercle parfait et homogène, cette utopie n'a aucune ouverture vers l'Autre, le dissemblable ou la singularité.

D'une manière différente, Orwell, dans *La ferme des animaux* (1945), met aussi en scène une contre-utopie animale. Largement inspirée de l'expérience stalinienne, cette fiction décrit la tentative des animaux d'une ferme pour créer une société libre, ne débouchant, à la fin, que sur un ordre toujours inégalitaire : *« Tous les animaux sont égaux mais certains sont plus égaux que d'autres. »* C'est un constat qu'on peut retrouver, en partie, dans le roman de Pierre Boulle, *La planète des singes* (1963), roman qui donna lieu, par la suite, à une série de films.

INSOUTENABLE PERFECTION

Dans la fable de Gulliver, on retrouve ainsi certaines des constantes de la littérature contreutopiques. Loin d'être le simple envers des utopies, elles sont plutôt des utopies en sens contraire, poussant la logique de ces dernières à ses ultimes conséquences, démasquant, derrière la perfection achevée des cités utopiques, les conséquences désastreuses que celles-ci ont sur l'autonomie individuelle et ce que Orwell appelait la *Common decency*. Par cette expression, il faut entendre, par-delà les idéologies, ces vertus humaines de base – générosité, loyauté, amour – qu'on peut retrouver, traduites différemment selon le contexte culturel, dans toute l'histoire de l'humanité. Le grand danger alors, c'est l'éradication de la singularité et de la personnalité avec ce qui s'ensuit – élimination des sentiments, de l'amour, de la sexualité ou de la procréation –, une éradication menée au nom du grand collectif, un NOUS absorbant le JE[1]. Cette disparition de la personnalité, la contre-utopie la met en scène dans un espace « transparent », balisé et surveillé par le pouvoir (à ce titre, le *Panopticon* de Bentham constitue un exemple parfait), ce dernier s'incarnant soit dans une figure « paternelle » (le Big brother de *1984* ou le Bienfaiteur de *Nous autres*), soit dans une machine toute-puissante comme La Matrice ou l'UniOrd d'*Un bonheur insoutenable*.

Le pouvoir est alors la représentation de la Raison, du moins d'une de ses formes poussée à l'excès : la raison instrumentale qui imposera le bonheur. Dans les contre-utopies, c'est donc moins du sommeil de la raison dont il faut se méfier que de ses délires…

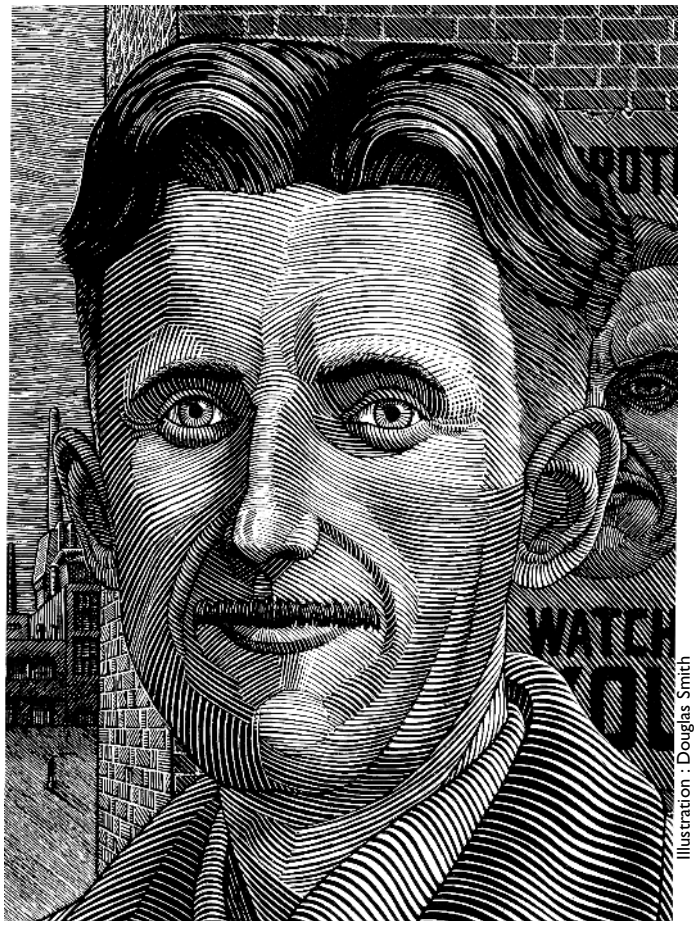


Illustration : Douglas Smith

Portrait de George Orwell, auteur de *La ferme des animaux* et de *1984*.

CONTRE-UTOPIES CONTEMPORAINES

L'œuvre de Swift restera longtemps une curiosité marginale. Ce n'est qu'au XX[e] siècle, avec l'avènement de ce qui, pour certains, semblait être la réalisation de l'utopie (l'émergence de l'URSS stalinienne) que le genre littéraire contre-utopique va fleurir.

Très tôt, Zamiatine, écrivain russe, dans son roman *Nous autres* (1920), va s'employer à critiquer le rêve d'un État qui prend en charge la totalité sociale au nom du bonheur collectif. Ce livre (interdit de publication en URSS dès 1923) va, par la suite, inspirer tant Aldous Huxley (*Le meilleur des mondes*, 1931) que George Orwell dans son *1984*. Par la suite, on peut relever, entre autres, *Fahrenheit 451* de Ray Bradbury (1953), *Un bonheur insoutenable* d'Ira Levin (1970) ou *La servante écarlate* de Margaret Atwood (1985).

Dans le domaine cinématographique, outre les adaptations de *1984* ou *Fahrenheit 451*, on peut signaler *THX1138* de George Lucas, *Brazil* de Terry Gilliam, *Alphaville* de Godard ou la trilogie *The Matrix* des frères Wachowski. Cette dernière œuvre est singulière car, à l'intérieur même de cette contre-utopie que représente la Matrice, monstrueux métissage entre l'humain et la machine, une figure utopique s'y dessine, celle de Sion. Cette Nouvelle Jérusalem, tapie au fond du sol, est l'espace clos où les humains, résistant à l'ordre et au bonheur machiniques, élaborent une autre réalité métisse, plus égalitaire. Exemple qui nous permet de voir que le contre-utopique n'est pas voué à flirter avec les idées conservatrices mais plutôt, à travers sa critique des errements de la Raison, à pointer des pistes de changements sociaux véritablement émancipatoires. ★

1. On est loin ici d'une société basée sur *« une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous »* (Marx)…

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 28

L'UQAM

VIE ET MORT D'UNE UTOPIE

par JACQUES PELLETIER

Inaugurée à la toute fin des années 1960, l'UQAM incarne sans doute la dernière réalisation originale et inventive de la Révolution tranquille. Elle donne un prolongement au niveau universitaire à la grande révolution de l'éducation entreprise à la suite de la création du ministère de l'Éducation en 1964, qui s'est d'abord traduite par la mise sur pied des polyvalentes au niveau secondaire, puis des cégeps au niveau collégial. Elle offre un débouché aux nouvelles cohortes étudiantes qui déferlent alors vers ce nouveau lieu qui les accueille dans un cadre différent de celui offert par les universités traditionnelles.

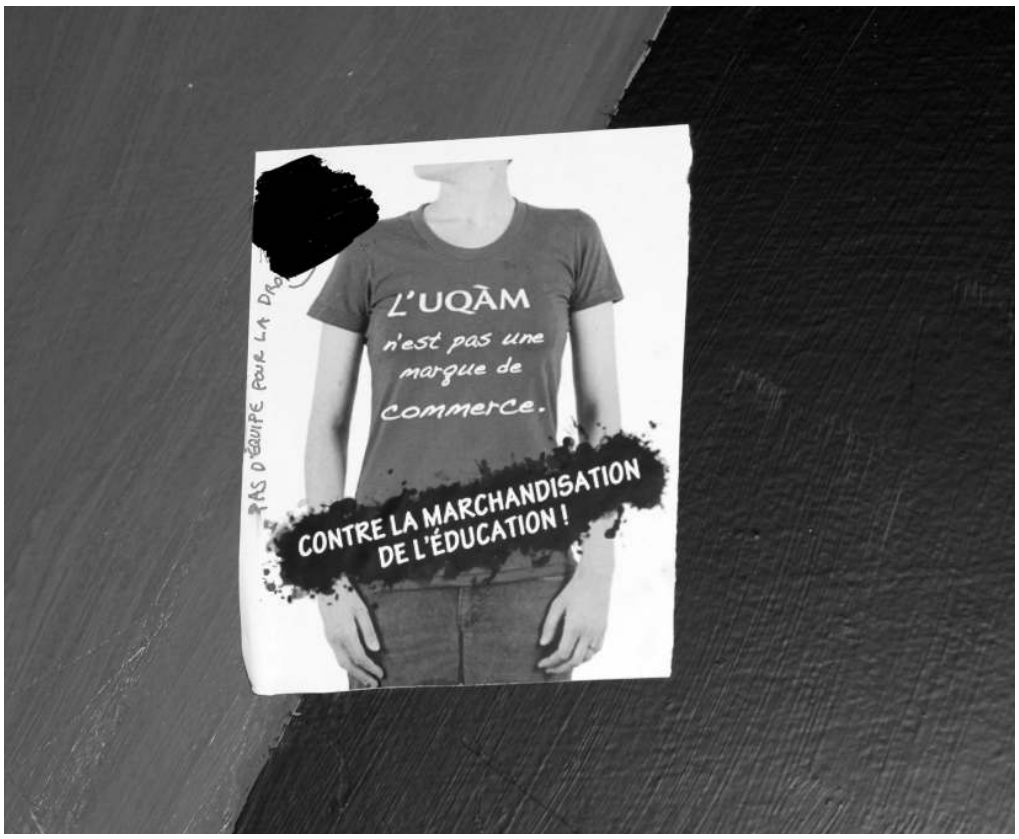


Photo : Gérald McKenzie

La nouvelle université surgit en effet dans le sillage immédiat de l'effervescence qui s'est emparée des campus tant aux États-Unis qu'en Europe dans la deuxième moitié des années 1960. Effervescence politique liée pour une part à la protestation internationale contre la guerre du Vietnam, mais qui obéit aussi à des motifs plus proprement culturels et institutionnels. Le mouvement de protestation comporte ainsi une critique radicale de la société et du maillon stratégique que constitue l'Université en tant que lieu de reproduction de la classe dominante.

La montée : un modèle fondé sur l'autogestion et la cogestion

L'UQAM est le produit direct de cette conjonction de facteurs propres au Québec et d'éléments qui se déploient sur le plan international. Elle vise à assurer un large accès aux nouvelles générations d'étudiants et elle leur propose un modèle de gestion de type collégial et démocratique, pris en charge par ses principaux acteurs que sont les professeurs et eux-mêmes, réunis dans des comités de programme à composition paritaire.

Elle est fondée sur des principes et des pratiques d'autogestion et de cogestion. Cogestion dans les comités de programme appelés, dans cette perspective nouvelle, des « modules », eux-mêmes regroupés dans des « familles », autre invention terminologique à portée politique, qui deviendront plus tard, au terme d'un long processus de glissements progressifs, les facultés que nous connaissons aujourd'hui. Cette cogestion s'applique aussi à la Commission des Études, structure tripartite dans laquelle les étudiants sont largement représentés et, dans une mesure moindre, au Conseil d'administration où leur présence est moins significative. L'autogestion, pour sa part, s'applique dans le domaine de la régie de la carrière professorale déterminée pour l'essentiel par les assemblées départementales.

Ces principes et les modes d'organisation dans lesquels ils se concrétisent vont assurer à l'UQAM un dynamisme, une créativité et une spécificité qui la distingueront durant une quinzaine d'années des autres modèles universitaires prévalant tant à Montréal qu'à l'étranger, à l'exception des quelques rares établissements avec lesquels elle présente des affinités, notamment Vincennes et Berkeley.

Le déclin : professionnalisation et normalisation

Ce modèle, révolutionnaire à l'origine et durant ses premières années d'existence, va commencer à s'effriter au tournant des années 1980. Il se transforme pour une part à travers la professionnalisation de ses professeurs, provoquée par l'apparition de nouveaux dispositifs qui en modifient le profil de carrière : création de chaires de recherche, différenciation salariale en fonction du marché, distinction hiérarchique en catégories de chercheurs et d'enseignants, avec survalorisation du chercheur sous la figure de l'expert qui remplace celle de l'intellectuel généraliste.

Il change également à la suite du remplacement progressif des principes d'autogestion et de cogestion par ceux plus classiques et hiérarchiques de l'administration publique. Les comités de programme succèdent aux « modules » et à leurs conseils, les « familles » s'effacent au profit d'abord des secteurs, qui conservent encore une touche d'originalité, et enfin des facultés dont les doyens, c'est le dernier élément de cette vaste entreprise de normalisation, deviennent des cadres, exclus de l'unité d'accréditation syndicale. C'est ce que le Syndicat des professeurs (SPUQ) avait accepté lors du règlement de la grève menée à l'hiver 2009. Son assemblée générale, lors d'une réunion récente, est revenue sur cette position et a réaffirmé sa volonté de garder les doyens dans ses rangs. L'issue de cette lutte, déportée sur le plan juridique, demeure toutefois incertaine et il est bien possible qu'elle s'avère un baroud d'honneur, qui retardera l'échéance davantage qu'il ne la mettra en échec.

Au terme de cette longue et progressive érosion, une université qui se voulait à sa création différente, voire révolutionnaire, se retrouve identique aux autres pour l'essentiel, platement conformiste, ne gardant plus qu'une vague et ineffable distinction que dans la rhétorique creuse et convenue de ceux qui ont opéré souterrainement cette sournoise liquidation d'une utopie qui devra maintenant trouver ailleurs son lieu d'inscription et d'accomplissement. L'UQAM, comme le Capri de la fameuse chanson, c'est désormais le lieu désertifié d'une passion morte qu'on a beaucoup de mal à imaginer comme un phénix pouvant renaître de ses cendres. ★

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 29

DYSTOPIE TECHNOLOGIQUE

par NORMAND BAILLARGEON

Mon utopie technologique, dont je vous ferai part dans un instant, est bien modeste, si du moins on la compare à ce qui est de nos jours envisagé, semble-t-il sérieusement, en sciences et en technologies. Pour le montrer, j'aimerais donc pour commencer toucher un mot de ces utopies dont la discussion est le pain quotidien de gens sérieux.

LA SINGULARITÉ ET CE QUI PEUT S'ENSUIVRE

Leur point de départ est typiquement l'idée d'un accroissement algorithmique de la puissance des technologies de l'information, qui double, selon la variable qu'on mesure, à tous les 12 mois environ (c'est une des formulations de la fameuse Loi de Moore).

Pour donner un exemple concret, prenez l'ordinateur sur lequel travaillaient conjointement tous les chercheurs du MIT au début des années 1970 : en gros, on peut dire qu'il coûtait un million de fois plus cher et était mille fois moins puissant que votre téléphone portable. Imaginez, ce qui est plausible, que cette croissance se poursuive. Un ordinateur aussi puissant qu'un cerveau humain sera donc développé. Puis lui-même en développera d'autres, plus puissants que lui, et ainsi de suite. Ce moment hypothétique où la technologie prend le relais de l'humanité et fait, mieux que nous, tout ce que nous savons faire, est appelé la « singularité ». Certains l'annoncent pour d'ici une quarantaine d'années.

Diverses avenues seraient alors possibles qui conduisent à des utopies – ou à leur contraire, des « dystopies ». On peut regrouper ce qui est prédit sous le sigle GNCI, qui désigne les quatre disciplines préparant ce nouveau monde du transhumain : la Génétique, la Nanotechnologie, la Robotique et l'Intelligence artificielle. Ce que certains évoquent laisse loin derrière la science-fiction la plus débridée. Voyez plutôt.

On envisage la possibilité de télécharger notre « esprit » dans des machines et d'acquérir ainsi une quasi-immortalité en changeant notre corps actuel pour un corps de silicone. On envisage la création de milliers de nouvelles bactéries, de nouveaux animaux, de nouveaux virus, sans oublier le clonage humain devenu courant. On envisage des technologies au niveau atomique capables de résoudre à faible coût une infinité de problèmes allant de l'obtention d'énergie à la guérison d'innombrables maladies par le recours à des « assembleurs moléculaires » (annoncés par certains experts pour dans moins de 20 ans). Les usages néfastes et les dangers prévus sont à l'avenant et je ne m'y arrête pas.

Je regarde tout cela du coin de l'œil, tour à tour fasciné, amusé, inquiet et ne sachant trop que penser. Mais je me dis aussitôt que ce qui est choquant, c'est que nous possédons déjà, avec l'ordinateur tel qu'il est aujourd'hui, de quoi apporter une notable contribution à la résolution d'un problème capital de notre temps et que rien n'est fait en ce sens.

UNE MODESTE UTOPIE TECHNOLOGIQUE

Ce problème est économique : c'est la coordination, autrement que par le mécanisme du marché (plus ou moins libre) ou que par la planification centrale, des souhaits des consommateurs et des producteurs, puis de l'allocation des ressources permettant de réaliser les uns et les autres.

Ce problème est résolu, mais déplorablement, dans les modèles économiques existants. C'est qu'ils génèrent des externalités négatives, sont inefficients dans leur utilisation des ressources et donnent aux biens et services des prix qui ne tiennent pas compte du coût social de leur production; c'est aussi qu'ils induisent chez chacun de nous des comportements qui nous déshonorent – et qui foulent au pied la solidarité et l'équité.

Comment se fait-il alors que si peu d'économistes (ou quiconque est en mesure de le faire) aient cherché à développer des modèles utilisant l'ordinateur pour imaginer autre chose ? Je l'ignore. Mais c'est en tout cas terriblement triste. Je salue donc Michael Albert et Robin Hahnel, qui comptent parmi ceux qui ont le mérite de poser ce problème et d'en esquisser une possible solution.

Nos ordinateurs sont en mesure de traiter des *desidérata* de consommation de gens réunis en conseils de consommation, d'en déterminer en première approximation les prix en se basant sur l'année écoulée et sur diverses variables comme les changements démographiques, de goût et ainsi de suite; ils peuvent aussi prendre en *input* les *desiderata* de travail des gens réunis en conseil de production et indiquer ce qui sépare les projets de consommation des projets de production; et faire converger tout cela, par itérations, vers un plan faisable où les ressources alloués sont ventilées.

Nul doute que la quantité d'Information à traiter est immense, qu'il faudra corriger, adapter, revoir. Mais Hahel et Albert font le pari que c'est possible.

Le plus beau, avec cette utopie, est qu'il est possible dès à présent, par simulation, de constater si ça peut marcher ou non. Quelqu'un de compétent est tenté par le défi ? ★

L'UTOPIE DU DIEU IMPUISSANT

L'*Apocalypse,* qui signifie en grec révélation, est le dernier livre de la Bible chrétienne. Il révèle un aspect fondamental du christianisme dont témoignent à leur manière les théologies de la libération. Le Dieu de l'histoire auquel la Bible rend hommage à travers les écrits des prophètes dénonçant les pouvoirs politiques, sociaux et religieux, le Dieu caché parmi les événements historiques, dont la foi sait reconnaître les signes et la présence, le Dieu des pauvres et des humiliés, qui les accompagne inlassablement dans leur longue marche vers la libération, ce Dieu-là est tout entier impuissance et fragilité.

par JEAN-CLAUDE RAVET
Rédacteur en chef de la revue Relations

Ce livre de la Bible ne révèle pas l'avenir. Il est le récit symbolique dénonçant l'éternel présent, celui de l'oppression, du pouvoir dominateur, des maîtres du monde. Il représente Dieu comme agneau sacrifié. L'histoire décrite est gorgée de sang. Le sang des innocents sacrifiés sur l'autel de la voracité marchande, du luxe indécent de l'oligarchie s'autoproclamant bienfaitrice de l'humanité. Le Dieu dont on fait la louange est le Dieu vaincu, le Dieu des vaincus. Le Dieu totalement absent des lieux de domination. Crucifié aux côtés des crucifiés de l'histoire. Véritable subversion en ces temps où les maîtres du monde se disaient héritiers du Ciel. Mais dans cet éternel recommencement du même massacre émerge le rêve de Dieu. La justice, le partage, la solidarité avec les victimes innocentes. Ce rêve est souffle et inspiration. Il est l'utopie qui anime sans cesse la marche des exclus. Ce Dieu impuissant est force qui soulève. Avec lui se tiennent debout les esclaves affrontant les maîtres qui cherchent à les soumettre.

LE RÊVE DE DIEU

Le Dieu crucifié est la terreur des idoles qui pétrifient la vie en se l'appropriant pour rendre impuissants ceux qui les servent. Un Dieu impuissant c'est, au contraire, l'esprit qui vivifie. Il ressuscite : il soulève les « morts », ceux qui sont écrasés par le poids de la réalité, enchaînés à ses diktats, soumis à sa fatalité. Pour lui, il n'y a pas d'autres miracles que l'agir et la parole des hommes et des femmes qui, reconnaissant sa présence parmi eux, aux côtés des affamés, des asservis, des exploités, des laissés-pour-compte, s'insurgent contre la réalité, les idoles et leur mirage. Ceux-là agissent sans Dieu, mais dans le rêve de Dieu, pour libérer les asservis et le Dieu asservi. Ils répondent à la prière que Dieu leur adresse dans son impuissance. La communauté de ceux et celles qui écoutent cette prière, les premiers chrétiens l'ont nommée d'un mot très laïque et politique, l'Église – *ekklesia* en grec –, l'assemblée délibérante, le peuple rassemblé en tant qu'acteurs dans la cité.

Photo : Pierre Rondeau

L'annonce du jugement dans l'*Évangile de Matthieu* est sans appel (au chapitre 25). Les gens qui disent « Seigneur, seigneur », et disent le servir, ce ne sont pas nécessairement les amis de Dieu. Mais ceux et celles qui libèrent les exploités, rassasient les affamés, rompent les chaînes des esclaves, tendent la main aux exclus, le sont même si ces personnes n'ont aucune idée de Dieu. C'est là la vérité du Dieu de l'histoire, du Dieu incarné dans le monde, dépouillé de sa condition divine.

Le Dieu ainsi dévoilé n'est pas la fin de la transcendance. Au contraire, elle en est la célébration au cœur du monde, au fond de l'être, au creux de la vie. La chair en est sa digne demeure, la parole sa plus belle expression. Le ciel et la terre s'embrassent. Il n'y a plus de séparation entre le sacré et le profane. Les premières communautés chrétiennes dans leur langage codé de résistance l'ont bien décrit dans le récit de la mort de Jésus. Le voile du temple qui séparait le peuple du Saint des saints, cet espace où seuls les grands prêtres avaient le droit de pénétrer parce qu'imprégnés de la présence de Dieu, est déchiré. Le ciel s'unit à la terre, le peuple fait irruption dans le pré-carré divin des prêtres.

Cette transcendance est scellée, enfouie dans le monde. Dans la chair du monde et de l'humanité. Elle est faite de la même fibre que la justice et que l'égalité. Que la dignité. Elle a le goût de la Terre et de la louange. Le goût du pain partagé. ★

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:46 Page 30

POUR UN RENOUVEAU DE LA PENSÉE CRITIQUE

LE SOCIALISME ÉCOLOGIQUE

Depuis l'apparition du premier manifeste écosocialiste rédigé par Michael Löwy et Joel Kovel en 2001, un nouveau courant de pensée prend de l'ampleur au sein de la critique du capitalisme contemporain. Cherchant à lier théoriquement la critique sociale et la critique écologique du système actuel, l'approche écosocialiste a suscité plusieurs contributions notables parmi lesquelles on peut citer celles de Michael Löwy, Daniel Tanuro, Jean-Marc Harribey, Michel Husson, Elmar Altvater et Joan Martinez-Allier.

par **Roger Rashi**
Membre du comité de rédaction des Nouveaux Cahiers du socialisme

Photo : Luciano Benvenuto

Mais un autre courant, moins bien connu du lectorat francophone, participe également à ce renouveau théorique de la pensée socialiste. Il s'agit du courant nord-américain, plus spécifiquement états-unien, qui se présente sous le vocable d'*« ecological socialism »* ou, si l'on préfère, de socialisme écologique. Le plus fécond des penseurs associés à ce courant est, sans aucun doute, John Bellamy Foster, rédacteur en chef de la revue newyorkaise, *Monthly Review*, la plus ancienne et respectée des revues marxistes américaines.

J. B. Foster : l'écologie au cœur de la vision de Marx

Auteur d'une bonne dizaine de livres ou de recueils d'articles sur les questions environnementales, J. B. Foster a regroupé autour du *Monthly Review* (MR) une équipe de contributeurs de haut calibre. Que l'on pense à Paul Burkett, auteur de plusieurs ouvrages sur l'économie écologique, Victor Wallis, rédacteur de la revue *Socialism and Democracy*, Fred Magdoff, ancien professeur d'agronomie à l'Université Cornell ou Brett Clark, sociologue et corédacteur du dernier livre de Foster. Ainsi, à presque toutes ses parutions mensuelles, la revue publie un article fouillé touchant les questions environnementales. Depuis quelque temps, un élément crucial de la réflexion des rédacteurs de MR tourne autour des nouvelles expériences de pouvoir populaire en Amérique latine, notamment celle de Chavez au Vénézuela et de Morales en Bolivie. La revue accorde beaucoup d'importance au *Sommet des peuples sur le climat* tenu à Cochabamba en avril 2010, car elle le considère comme étant l'acte de naissance d'un mouvement social portant une critique anticapitaliste et tiers-mondiste de la crise écologique. D'ailleurs, l'un de ses rédacteurs, Fred Magdoff, a joué un rôle important dans les chantiers de travail aboutissant à la déclaration finale du sommet.

L'apport théorique essentiel de l'équipe de *Monthly Review* consiste à affirmer que l'écologie, loin de coexister plus ou moins confortablement avec le marxisme, serait bien, au contraire, au cœur de la vision marxienne du socialisme. Conséquemment, elle se donne comme objectif de réhabiliter *« l'écologie de Marx »*, en démontrant sa pertinence au XXIe siècle, alors que le monde fait face à une crise environnementale globale d'une ampleur insoupçonnée lors de la naissance du capitalisme industriel.

La rupture de l'échange métabolique entre société et nature

Le concept clé sur lequel repose cette démonstration est celui de la *« rupture de l'échange métabolique entre les êtres humains et la nature »* ou, comme la renomme avec bonheur Foster dans son dernier ouvrage, « *la rupture écologique*[1] ». Pour Marx, nous dit Foster, le processus de travail est défini comme l'échange de matières entre la nature et les êtres humains. Or, le développement de l'agriculture industrielle et de l'urbanisation capitaliste a créé une rupture dans cet échange naturel (ce *« métabolisme social »*) entre environnement et société humaine. La livraison vers les villes, parfois à des centaines ou même des milliers de kilomètres de distance, de nourriture et de tissus supposait le retrait du sol de certains nutriments tels que l'azote, le phosphore ou le potassium. Ces éléments deviennent des déchets dans les villes, où ils s'accumulent et polluent l'environnement, plutôt que d'être recyclés vers les sols d'origine qui s'appauvrissent sans cesse. Le rétablissement systématique de la circulation des matières entre les êtres humains et la nature, qui est la *« condition naturelle d'une fertilité durable de la Terre »*, serait impossible sans le dépassement de la rupture écologique induite par le capitalisme. Le capitalisme est donc un système qui épuise et finit par détruire tout autant la nature que le travail humain.

La révolution écologique

Poussée au maximum par le capitalisme néolibéral, la rupture écologique assumerait aujourd'hui une dimension gigantesque menaçant la survie de la civilisation telle que nous la connaissons. Au-delà de l'érosion des sols évoquée par Marx, nous voyons aujourd'hui une diminution dramatique des forêts, l'acidification croissante des océans, une urbanisation sans frein ainsi qu'un réchauffement climatique s'approchant de conditions d'emballement (*« tipping points »)* proprement catastrophiques. Pour Foster, il ne fait plus de doute : *« Une révolution écologique – un changement massif et soudain du rapport de l'humanité à la nature – est absolument nécessaire*[2]*. »*

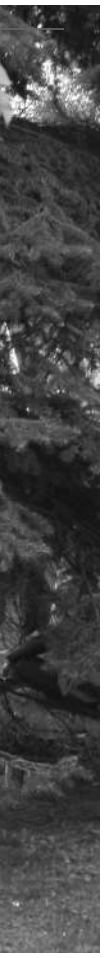
Mais de quelle révolution écologique s'agit-il ? Celle imposée par l'effondrement écologique et social que nous prépare inéluctablement le système ou, plutôt, celle d'une humanité consciente, voulant changer radicalement ses rapports avec la nature ? C'est à ce point qu'intervient un élément puissant de la pensée de Foster : son appel à lier la restauration du rapport « métabolique » avec la nature à une authentique quête de nouveaux rapports sociaux coopératifs et égalitaires. En ses mots, nous devons concevoir *« une révolution qui est à la fois écologique et sociale ».*★

---

1. « The Ecological Rift » de John Bellamy Foster, Brett Clark et Richard York, *Monthly Review Press*, New York, 2010.

2. « The Ecological Revolution. Making Peace with the Planet » de John Bellamy Foster, *Monthly Review Press*, New York, 2009.

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:47 Page 31



LE FÉMINISME

UNE UTOPIE PRAGMATIQUE

par Lori Saint-Martin
UQAM

Le féminisme est pluriel, l'utopie s'invente sous des formes multiples[1]. Tentons de préciser tout de même leurs liens : vision politique et sociale, le féminisme comme force de transformation a nécessairement un lien avec l'utopie. Comment changer le monde sans le rêver autrement ? Utopie sans cesse à redéfinir, à porter ailleurs. Comment changer le monde avec les rêves d'hier ?

L'utopie féministe est une utopie agissante et non seulement pensée (même si le féminisme est aussi un système de pensée) : une série de gestes, de combats personnels et collectifs, un *mouvement* au double sens d'organisation politique et d'avancée. Une utopie pragmatique, en somme, une utopie concrète.

Dans la vie des femmes, tout a changé.
Dans la vie des femmes, rien n'a changé.

Depuis une quarantaine d'années, il est vrai, tout a changé : vaste réforme législative destinée à lever les inégalités de droit entre les sexes, possibilité de disposer de son corps grâce à la contraception (et à l'avortement en dernier recours), reconnaissance des conjoints de même sexe, gains spectaculaires en éducation et en emploi, érosion des mentalités sexistes, réflexion sur le phallocentrisme de la langue et mouvement de féminisation, présence et visibilité accrues sur la scène culturelle, autonomie financière et d'action grandissante. Dans les années 1960, imaginer les femmes installées au volant d'un autobus de la ville, majoritaires dans les cours de médecine ou simplement autorisées à ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari aurait relevé de l'utopie au sens négatif, de la chimère ou du beau rêve impossible. Tout cela s'est réalisé grâce à un utopisme très pragmatique et à force de luttes, de revendications et de sacrifices dont on a déjà presque perdu le souvenir collectif.

Pourtant, et malgré toutes ces avancées, il reste de nombreux domaines où rien n'a changé, ou si peu : écart salarial, violence, pauvreté, sous-représentation politique, menaces planant sur les droits considérés à tort comme acquis (l'avortement au premier titre), réduction du financement pour les groupes venant en aide aux plus démunies, persistance des stéréotypes et de l'homophobie, backlash masculiniste, surcharge domestique, tyrannie toujours plus grande de la jeunesse, de la minceur et de la beauté. En somme, atteindre dans le monde réel l'égalité pourtant garantie par les lois demeure une utopie.

Photo : Gérald McKenzie

Mais pas la *même* utopie qu'il y a 40 ou même 10 ans : la cible a bougé, les visées aussi. Utopie : ce qui fait progresser et qu'il faut sans cesse laisser derrière.

Mais au fait, de quel féminisme parlons-nous ? Au risque d'énormes simplifications, disons que les réformistes, les plus pragmatiques, ont entrepris un immense ménage des lois et y ont fait inscrire le principe de l'égalité des sexes, un dessein utopique au moment où elles ont commencé leur travail. Les matérialistes n'ont pas pensé l'utopie en soi, mais leur analyse des conditions de vie concrètes des femmes et de leur oppression systématique en impliquait tout de même une : l'abolition de la domination masculine et l'émergence d'une société autre. Certaines féministes radicales ont pensé à une forme d'utopie – mentionnons Shulamith Firestone, pour qui l'utérus artificiel et la prise en charge collective des enfants allaient libérer les femmes du fardeau de la maternité – qui ne s'est jamais concrétisée. Heureusement, diraient beaucoup de mères, même si elles sont surmenées. Enfin, des féministes différentialistes (Luce Irigaray, par exemple) ont proposé une utopie qui consistait à redécouvrir et à valoriser un féminin refoulé par la culture : idéal qui a stimulé l'imagination créatrice de nombreuses femmes, mais qui n'a pas entraîné de changements sociaux (pour être juste, tel n'était pas son objectif).

Rendre visibles, dans tous les domaines, des injustices et des préjugés si ancrés qu'ils passent inaperçus : un projet utopique, en partie réalisé aujourd'hui. Obtenir pour les femmes l'égalité de droit : un autre projet utopique, mené à bien pour l'essentiel. En arriver à l'égalité de fait : vaste utopie féministe en cours, dont l'histoire nous dira si elle se réalise.

En somme, l'utopie *bouge*, comme l'horizon : elle est devant nous, elle nous appelle. À chaque avancée, elle disparaît comme utopie, mais pour renaître autrement. Elle permet de mesurer le chemin parcouru (nous savons que nous avons progressé lorsque nous voyons l'utopie d'hier derrière nous); elle est ce qui précisément se réalise grâce au combat et qui permet, ensuite, de rêver encore plus loin. ★

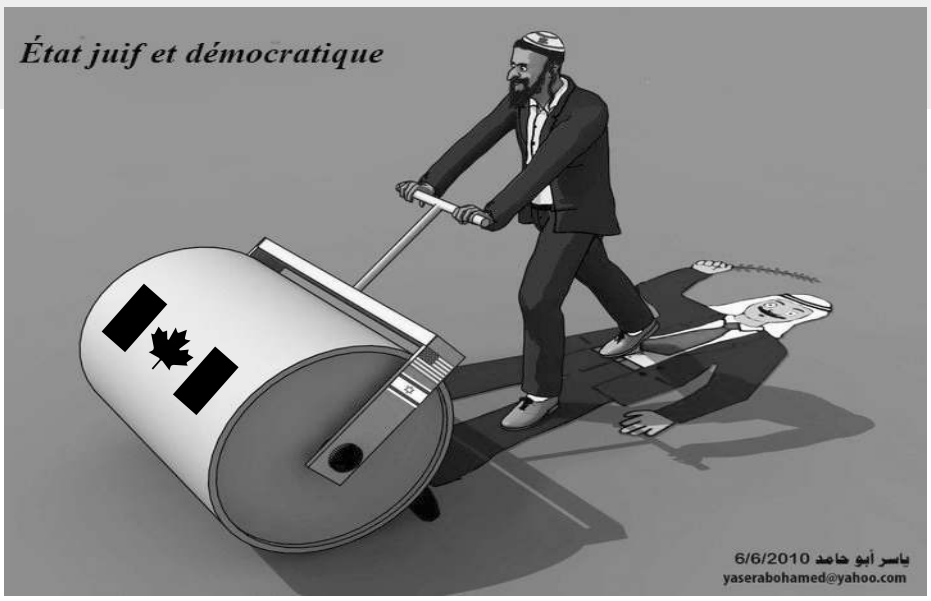
---

1. Un grand merci aux personnes qui m'ont fait part de leurs réflexions sur les liens entre féminisme et utopie : Adeline Caute, Julie Bosman, Karine Gordon-Marcoux, Mariève Maréchal, étudiantes de 2e ou de 3e cycle à l'Université du Québec à Montréal.

Babord38p17-32.qxd 27/01/11 00:47 Page 32

Harper, le nouveau premier ministre d'Israël

par Lorraine Guay



Lors de son intervention à la deuxième conférence annuelle de la Coalition interparlementaire de lutte contre l'antisémitisme en novembre dernier, M. Harper a revêtu les habits de M. Nétanyahou au point de quasi lui voler son poste de premier ministre ! Qu'on en juge : *« Quand Israël, le seul pays au monde dont l'existence même est attaquée, fait l'objet d'une condamnation constante et ouverte, je crois que nous sommes moralement tenus de prendre position. Il est de notre devoir à nous tous de nous élever contre la diabolisation, les "deux poids, deux mesures" et l'atteinte à sa légitimité dont il fait l'objet (…) Tant que je serai premier ministre (…) le Canada prendra cette position, quel qu'en soit le coût. »*

On remarquera le procédé intellectuel utilisé par le premier ministre pour justifier son appui inconditionnel : toute condamnation d'Israël est transformée systématiquement en condamnation de l'existence de cet État. Toute critique des politiques israéliennes est donc virtuellement impossible et s'attire *ipso facto* de lourdes accusations d'antisémitisme. Peu importe ce que fait Israël, on est moralement tenu de l'appuyer. Sur ce terrain, le Canada s'aligne pour devenir champion toutes catégories dans cette course folle à la défense inconditionnelle de l'impunité d'Israël. Il avalise la conception selon laquelle *« Israël n'est pas tout à fait un État comme les autres et qu'il est d'abord la victime de la haine antisémite qu'il suscite fatalement et dont il doit impérativement se prémunir*[1]*. »*

M. Harper n'a pas manqué d'ailleurs, lors de cette conférence, de faire référence à la Shoah pour s'assurer d'être au-dessus de tout soupçon et pour faire taire à l'avance toute critique de sa propre position. De toute évidence, il n'a pas retenu l'avertissement du philosophe français Étienne Balibar : « *On ne devrait pas permettre à Israël d'instrumentaliser le génocide des juifs européens pour se mettre au-dessus des lois des nations.* »

Reprenant ses propos tenus lors du 60e anniversaire de la fondation de l'État d'Israël, M. Harper affirme « *qu'Israël apparaît comme une lumière, dans un monde émergeant d'une obscurité profonde. Contre toute attente, cette lumière n'a pas été éteinte. Elle brille, confortée par les principes universels de toutes les nations civilisées : la liberté, la démocratie et la justice.* » Les propos sont ambigus : on ne sait si *« l'obscurité profonde »* fait référence au nazisme allemand et à tous ses prédécesseurs européens ou à ce monde barbare du Moyen-Orient et de la Palestine en particulier auquel Israël serait censé apporter « *la lumière de la civilisation* »… rien de moins, selon les termes des Pères fondateurs ou encore être « *une villa dans la jungle* », selon les termes plus récents d'Ehud Barak[2], travailliste, ex-premier ministre et ministre de la Défense lors de l'opération Plomb durci qui a massacré la population et détruit Gaza en 2008-2009.

Mais comment nomme-t-on un État qui viole systématiquement, depuis sa fondation, toutes les dispositions du droit international en matière de comportement civilisé des nations ? Comment qualifier un État qui refuse obstinément de se plier aux centaines de résolutions des Nations unies et du Conseil de sécurité ? Avec la délicatesse qui la caractérise, l'ex-première ministre Golda Meir avait d'ailleurs déclaré : « *l'ONU, mon cul !* » M. Harper, en se glorifiant de n'avoir pas obtenu de siège au Conseil de sécurité en raison du courage extraordinaire qu'il aurait manifesté à appuyer Israël contre vents et marées, entérine cette banalisation de l'ONU. Il opte pour la loi de la jungle.

La position de M. Harper est lourde de conséquences : elle en dit plus sur le gouvernement canadien que sur Israël. En effet, appuyer l'occupation, la colonisation, le Mur de séparation, le blocus de Gaza, refuser de reconnaître les résultats de l'élection libre de 2006 parce ce que les Palestiniens et Palestiniennes « n'ont pas voté du bon bord », entériner des politiques qui contreviennent à la Convention internationale sur l'*élimination et la répression* du crime d'apartheid (1973), c'est mettre en péril une certaine conception de la démocratie. On ne peut concilier l'inconciliable : la démocratie est incompatible avec les agissements actuels d'Israël et le premier ministre canadien se rend coupable d'une grave dérive quand il prétend appuyer Israël au nom de la démocratie.

Sa position met également en péril le droit international. Depuis son élection, M. Harper s'est fait le défenseur tous azimuts de la complaisance et du silence complice de la dite communauté internationale face aux violations du droit international par Israël. Comment en effet exiger de la Chine, de l'Iran et de plusieurs autres pays qu'ils respectent ce droit quand les pays occidentaux font une « exception » pour Israël et lui permettent de tout faire dans l'impunité la plus totale.

Quoi faire alors ? « *Nous avons le devoir solennel de défendre les plus vulnérables, de contester les agresseurs, de protéger et de promouvoir les droits de la personne et la dignité humaine, chez nous et à l'étranger…* » On aurait pu croire que M. Harper parlait des Palestiniens et Palestiniennes ! Pas un seul mot dans son discours pour ce peuple dont il appuie en fin de compte la disparition ! Le Canada manque ainsi gravement à ses devoirs et obligations envers le peuple palestinien.

La solidarité avec le peuple palestinien passe donc par une lutte idéologique intense contre les positions de M. Harper et compères, notamment celles de la Coalition interparlementaire de lutte contre l'antisémitisme dont le Bloc québécois a eu la décence de se retirer. Elle passe aussi par des actions concrètes comme la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions contre l'apartheid israélien (www.bdsquebec.org), l'appui au projet de bateau canadien et québécois pour Gaza (www.bateaugaza.qc.ca). Enfin elle passe par des actions d'éducation populaire comme l'envoi de délégations ou encore la présentation de la pièce *Sept enfants juifs* par une troupe de théâtre appelée à se produire partout au Québec et qui contribue vraiment à « ouvrir les yeux et les cœurs ».

Peut-être M. Harper pourrait-il se présenter à de futures élections… en Israël ? ★

---

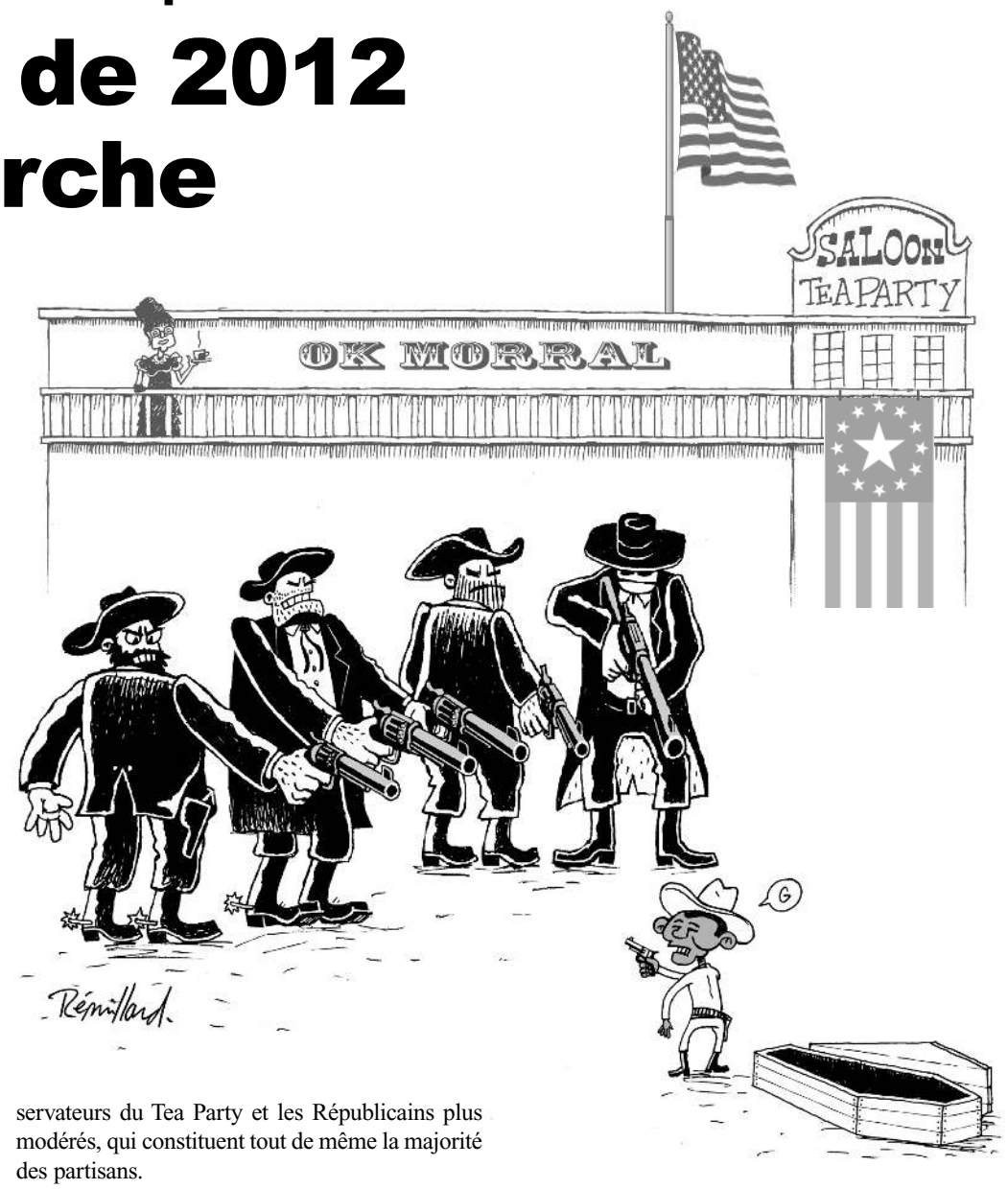
1. *Mouvements*, no 33/34, mai-août 2004, Dossier « Le sionisme est-il mort ? », Éditorial : « Peut-on parler normalement d'Israël ? », p. 6.

2. *Idem*.

Obama, le Tea Party et les Républicains

L'élection de 2012 est en marche

par Karine Prémont



Les élections de mi-mandat aux États-Unis ont, sans surprise, confirmé la mauvaise posture du président Obama. En effet, la population comprend mal les décisions prises par la Maison-Blanche, d'autant plus qu'elle ne bénéficie absolument pas des mesures colossales mises en œuvre pour relancer l'économie. Paradoxalement, plusieurs des mécontents ont voté pour le Tea Party, qui promet d'en faire encore moins sur le plan économique.

Au-delà des chiffres, le retour des Républicains au Congrès – et l'arrivée fracassante des Tea Partiers – a trois effets importants pour la politique états-unienne et pour l'élection présidentielle de 2012.

La première conséquence notable des résultats de novembre 2010 est l'impossibilité pour Obama de présenter les réformes annoncées dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et de l'immigration. En fait, le président avait déjà commencé à diluer son programme politique pour l'année à venir avant même l'élection de mi-mandat, convaincu que les Républicains reprendraient le contrôle de la Chambre des représentants et, par le fait même, tenteraient de bloquer systématiquement ses projets de loi.

Ainsi, les réformes visant à légaliser le statut de milliers de réfugiés et à mettre sur pied une Bourse du carbone ne seront même pas présentées au Congrès, alors que la réforme sur l'énergie sera fortement amendée pour ne pas déplaire aux Républicains. Obama semble donc déjà donner raison aux analystes qui soutiennent qu'il devra gouverner plus au centre au cours de la prochaine année. Le problème, c'est que c'est justement parce qu'il gouverne au centre depuis son arrivée à la Maison-Blanche qu'il a perdu une bonne partie de son électorat de 2008 (les femmes, les jeunes, les Noirs et les indépendants).

Des Républicains divisés

Malgré le succès des Républicains, ceux-ci se retrouvent plus divisés que jamais au lendemain des élections de mi-mandat. Les dirigeants du Tea Party ont rapidement laissé entendre qu'ils avaient l'intention de changer le Parti républicain et de créer des caucus du Tea Party à l'intérieur du GOP, en particulier au Sénat. Cette division est accentuée, d'une part, par l'absence d'un leader national, capable de rallier à la fois les ultraconservateurs du Tea Party et les Républicains plus modérés, qui constituent tout de même la majorité des partisans.

D'autre part, les Républicains n'ont pas reçu de mandat clair de la part de la population pour 2010-2012 : ils ont surtout bénéficié d'un vote de protestation et, en ce sens, ils devront choisir avec soin leurs combats législatifs pour éviter de se faire accuser d'obstructionnisme par les Démocrates. En réalité, de nombreux Républicains ont été élus parce qu'ils étaient anti-Obama, mais cela sera loin d'être suffisant pour reprendre la Maison-Blanche en 2012.

La dernière conséquence issue du résultat des élections de mi-mandat est, évidemment, la présence du Tea Party, venu brouiller les cartes. Pour arriver à transformer le Parti républicain et l'amener plus à droite, les leaders du Tea Party pourraient décider de présenter un candidat (en tant qu'indépendant) lors des élections présidentielles de 2012, vraisemblablement Sarah Palin.

Les ambitions du Tea Party

N'ayant pas de réelles chances contre Obama, Palin ne risque pas de se retrouver présidente en janvier 2013, mais elle pourrait gruger suffisamment de votes aux Républicains pour que ceux-ci s'écroulent lors du scrutin, obligeant ainsi une remise en question profonde du GOP et, alors, faciliter sa prise en charge par les bonzes du Tea Party (dont ce bon vieux Karl Rove). Le Tea Party vise donc surtout 2016 et mettra tout en œuvre pour prendre le contrôle du Parti républicain.

On peut donc craindre pour la politique états-unienne des prochaines années, particulièrement si le Tea Party arrive à ses fins. La plupart des candidats de ce mouvement qui ont été élus en novembre sont des *loose cannons*, peu préparés à la vie politique, sans programme particulier et obstinément décidés à ne faire aucun compromis avec les Démocrates.

Ce mouvement marque également le retour en force de la politique partisane, fortement idéologique et populiste, et laisse penser que de rudes combats sont à venir entre les deux principaux partis politiques des États-Unis. Barack Obama a moins d'un an pour retrouver son aplomb mais, en attendant, il est rassurant de savoir que les Républicains ne sont pas assez nombreux au Congrès pour renverser toutes les décisions prises par le président depuis 2009 – en particulier la réforme de la santé – ou celles à venir puisqu'ils ne disposent pas du nombre suffisant de députés pour renverser le *veto* présidentiel. Mince consolation pour les Démocrates, qui espèrent qu'Obama ne soit pas simplement – et malheureusement – un autre Carter. ★

Immigration et sécurité en France

La « dérive droitière » de Sarkozy

par David Desmier

Durcissement des lois sur l'immigration, expulsions massives des étrangers en situation irrégulière, discours musclés contre l'insécurité, le président français s'approprie depuis quelques mois les thèmes phares de l'extrême droite, quitte à déclencher l'ire des associations des droits de l'homme et d'une partie de la communauté internationale. À dix-huit mois de la prochaine élection présidentielle, Nicolas Sarkozy entend réitérer son « exploit » de 2007 : être réélu en siphonnant une partie des voix du Front national, le principal parti d'extrême droite. Un pari fort risqué pour celui dont la popularité est en chute libre et qui doit affronter un mouvement de grogne au sein même de sa majorité.

Nicolas Sarkozy a choisi la ville de Grenoble, théâtre de violents affrontements au début de l'été entre jeunes des « quartiers sensibles » et policiers, pour annoncer un renforcement de sa politique de sécurité et d'immigration. Celui qui promettait lorsqu'il était ministre de l'Intérieur de débarrasser les cités des « racailles » a retrouvé ses accents sécuritaires le 30 juillet dernier lors d'un discours enflammé ponctué de phrases coup-de-poing. Le président français prédit ni plus ni moins « *une guerre nationale contre les voyous et les trafiquants* ». Adoptant un ton résolument martial, Sarkozy annonce tous azimuts la fin de la gratuité des soins de santé pour les personnes en situation irrégulière, l'installation de 60 000 caméras de vidéosurveillance dans les villes et une loi rendant pénalement responsables les parents de délinquants mineurs.

« *Nous subissons les conséquences de l'échec de cinquante années d'immigration non régulée* », martèle Nicolas Sarkozy à son auditoire. Le ton est donné. Deux mesures lui tiennent particulièrement à cœur. D'une part la déchéance de la nationalité française pour tout citoyen d'origine étrangère portant délibérément atteinte à la vie d'un membre des forces de l'ordre. D'autre part, le président exige, en réponse aux violences impliquant des « gens du voyage » en juillet, l'évacuation des campements illégaux de Roms[1], ces « *zones de non-droit qu'on ne peut tolérer* », avec reconduite à la frontière des sans-papiers. « *Il s'agit que nous soyons le plus efficace possible !* » prévient-il. Ce sera chose faite une semaine plus tard avec la publication d'une circulaire du ministère de l'Intérieur imposant aux préfets d'engager une « *démarche systématique de démantèlement des camps illicites, en priorité ceux des Roms* ». Il n'en faut pas davantage pour déclencher en pleine période estivale une vaste polémique dépassant les frontières de l'Hexagone.

Photo : Pierre Crépô

« La patrie des droits de l'homme » blâmée

La Ligue française des droits de l'homme dénonce un discours « *nauséabond* », rappelant que le chef de l'État « *a décidé d'agiter les vieux refrains des années 1930 destinés à attiser la haine contre les étrangers* ». De son côté, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) s'interroge : « *Qu'entend le président de la République par "origine étrangère" ? Souhaite-t-il ainsi introduire une différence de droits entre nos concitoyens ?* » Chef du parti socialiste, Martine Aubry qualifie de « *dérive antirépublicaine* » les déclarations de Sarkozy. La patronne du principal parti d'opposition l'accuse de rejoindre les thèses de l'extrême droite en établissant un lien de cause à effet entre immigration et délinquance.

Les députés européens montent à leur tour au créneau en pointant du doigt la fameuse circulaire du ministère de l'Intérieur. Selon eux, elle contreviendrait à la libre circulation des personnes et aux principes de non-discrimination établis par la Convention européenne des droits de l'homme. Se déclarant « *vivement préoccupé* », le Parlement européen adopte le 9 septembre une résolution dans laquelle il exhorte la France à « *suspendre sur le champ toutes les expulsions de Roms* ». La semaine suivante, Viviane Reding, commissaire européenne à la justice, fait part de son intention d'engager une procédure d'infraction à l'encontre de la France se déclarant « *personnellement choquée* » par l'expulsion de personnes d'un État membre « *uniquement parce qu'elles appartiennent à une minorité ethnique* ». Même tonalité du côté de l'ONU. Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) condamne les reconduites à la frontière des Roms y voyant une « *recrudescence notable du racisme et de la xénophobie* ».

« Français ou voyou, il faut choisir »

Estimant ne trahir aucune des obligations internationales de la France, Nicolas Sarkozy et son gouvernement protestent contre cette avalanche de critiques tout en essayant de rassurer leurs partenaires européens. « *La France respecte scrupuleusement la législation européenne ainsi que ses engagements internationaux en matière de droits de l'homme* », proteste le ministère français des Affaires étrangères à la fin du mois d'août. « *La France agit dans le strict respect du droit européen* », assure le président français lors du sommet européen du 16 septembre, tout en reconnaissant que la fameuse circulaire émise par le ministère de l'Intérieur pouvait « *être mal interprétée* ». Dans un souci d'apaisement, celle-ci est d'ailleurs modifiée; toute référence aux Roms est écartée.

Nicolas Sarkozy demeure néanmoins inflexible quant aux mesures annoncées à Grenoble. « *Sachez qu'on* (les) *appliquera dans* (leur) *intégralité* », fait-il savoir lors d'un déplacement dans une gendarmerie. « *Il faut faire reculer la délinquance. On ne cèdera pas d'un centimètre* », renchérit-il. Et son ancien ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, d'y aller de son slogan : *« Français ou voyou, il faut choisir ».* Ainsi, la

Photo : Pierre Crépô

déchéance de la nationalité des Français naturalisés depuis moins de dix ans et condamnés pour meurtre d'un policier ou d'un gendarme est votée fin septembre. Le 2 novembre, l'Assemblée nationale met fin à la gratuité des soins de santé pour les sans-papiers et les bulldozers poursuivent la destruction des campements illicites des Roms sous les yeux de leurs occupants impuissants.

La présidentielle de 2012 en ligne de mire

Le durcissement de la politique sécuritaire et migratoire de Nicolas Sarkozy s'inscrirait-il dans une stratégie préélectorale ? Il n'en fait aucun doute pour le Parti socialiste : le président est à nouveau en campagne en prévision de l'élection de 2012. Persuadé d'avoir remporté la présidentielle de 2007 grâce à un discours ferme sur l'immigration et la sécurité, Sarkozy s'empare à nouveau de ces thèmes pour remobiliser les électeurs qui lui ont tant fait défaut lors des élections régionales de mars dernier. Avec 27 % des suffrages, loin des 41 % obtenus lors des législatives d'il y a trois ans, la droite parlementaire n'a conservé qu'une seule région en France métropolitaine au profit de l'opposition de gauche. À deux ans de l'élection présidentielle, ce score historiquement bas a été perçu par le chef de l'État comme un coup de semonce. Dans la dernière ligne droite de son quinquennat, Nicolas Sarkozy entend non seulement consolider sa base électorale traditionnelle, mais également reconquérir une partie des sympathisants d'extrême droite qui lui avait permis de prendre le pouvoir. Un quart des électeurs du Front national s'étaient alors ralliés à lui, laissant le parti de Jean-Marie Le Pen exsangue.

Une arme à deux tranchants

Toutefois, en axant son discours sur les thèses proches de l'extrême droite, le président français prend un double risque. D'une part celui de mécontenter la frange modérée de son électorat, souvent désabusée par ses propos virulents et les mesures adoptées par son gouvernement en matière d'immigration. D'autre part celui de renforcer le Front national dont il légitime d'une certaine façon les théories. Si le Parti socialiste y voit « *un flirt avec l'extrême droite* », le Front national dénonce un plagiat de ses propres idées. En passe de succéder à son père à la tête du parti, Marine Le Pen estime que le chef de l'État valide leurs propres thèses en établissant clairement le lien entre immigration et délinquance. Elle rappelle notamment que la déchéance de la nationalité pour les criminels est une de leurs propositions « *depuis trente ans* ». La probable future chef du Front national – et à ce titre candidate à la prochaine élection présidentielle – assure qu'à force d'effets d'annonce, Sarkozy n'est plus crédible auprès des Français. Réconfortée par des sondages lui prédisant 14 % des voix au premier tour de l'élection de 2012, Marine Le Pen est persuadée que son parti tirera un avantage électoral de la surenchère sécuritaire du chef de l'État.

Si en 2007 Nicolas Sarkozy pouvait se targuer d'incarner la nouveauté et la rupture, il lui sera ardu de jouer le même refrain après cinq ans au pouvoir. Confronté à un chômage en progression – 600 000 demandeurs d'emploi depuis son élection –, à la hausse de la délinquance et à une impopularité record[2], le président français devra à la fois compter avec une opposition socialiste renforcée, et bien décidée à endosser le rôle du renouveau politique, et avec une formation d'extrême droite qu'il a lui-même contribuée à revigorer.

Débarrassé des ministres en désaccord avec sa politique sécuritaire lors d'un remaniement gouvernemental en novembre, Nicolas Sarkozy a choisi d'orienter la fin de son mandat vers des « thèmes de droite », comme l'insécurité et l'immigration, quitte à effacer la frontière entre le Front national et la droite classique. Une stratégie qu'il espère payante en 2012. Mais les Français seront-ils une nouvelle fois dupes ? Rien n'est moins sûr. ★

1. « Gens du voyage » originaires des pays de l'Europe de l'Est et notamment de Roumanie. Difficilement chiffrable, on estime entre 500 000 et 1 300 000 le nombre de Roms installés en France et entre 7 et 9 millions dans l'Union européenne, selon l'European Roma Rights Center.

2. Le président français recueille 32 % d'opinions favorables selon un sondage IFOP effectué du 10 au 19 novembre 2010.

Babord38p33-52.qxd 27/01/11 02:18 Page 36

La Tourista, nouveau fléau mondial

par Rodolphe Christin *

« Le tourisme, nous informe *l'Encyclopédie Universalis, est l'expression d'une mobilité humaine et sociale fondée sur un excédent budgétaire susceptible d'être consacré au temps libre passé à l'extérieur de la résidence principale. Il implique au moins un découcher, c'est-à-dire une nuit passée hors du domicile, quoique d'après certaines définitions il faille au moins quatre ou cinq nuits passées hors de chez soi. Il concerne un déplacement d'agrément, s'appuie sur un ou plusieurs types de loisirs conjugués ou successifs. »*

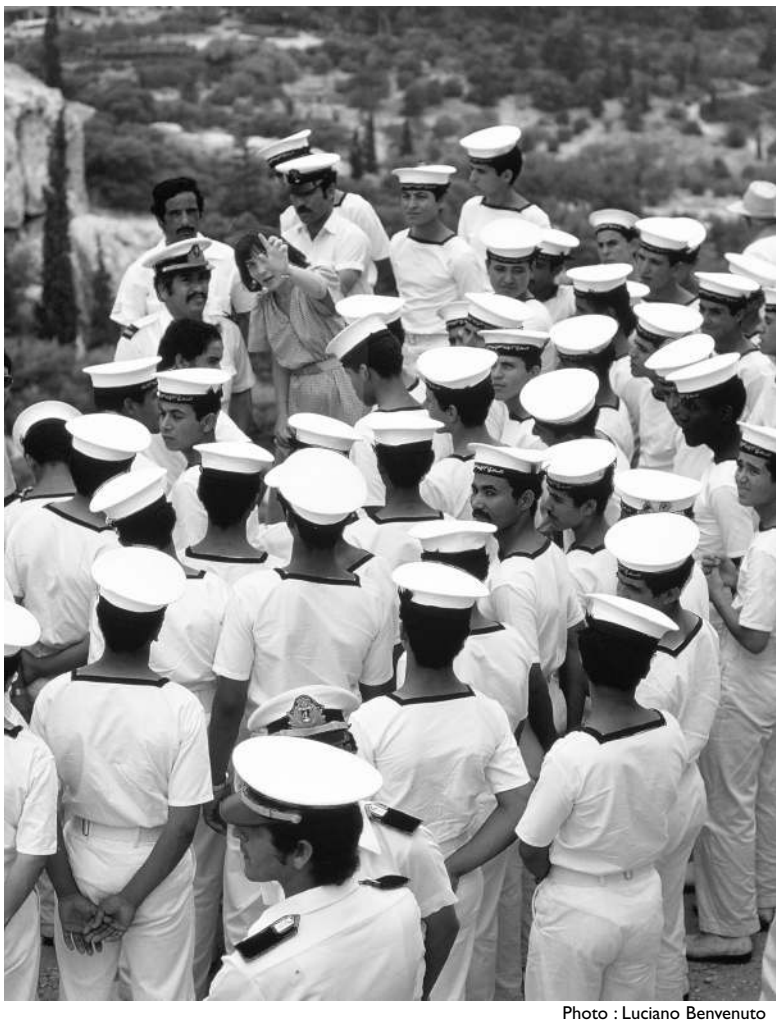


Photo : Luciano Benvenuto

Une définition-valise

Une telle définition gomme les aspérités historiques et sociales du phénomène touristique. En outre, elle manque de précision. Visiter ses amis durant quelques jours, est-ce la même chose que visiter Disneyland ? Évidemment non – peut-on même appeler tourisme un séjour chez des parents vivant au loin ?

Le tourisme apparaît sous cet angle comme un objet neutre rendu imprenable par sa banalité apparente. Or le tourisme, phénomène dont l'expansion est intimement liée à la société du travail salarié, à la généralisation des congés payés et au développement de la classe moyenne, m'apparaît dans ses formes contemporaines caractérisé par quelques traits que voici :

• Le tourisme est une mobilité d'agrément planifiée autour d'attractions divertissantes dûment identifiées et valorisées comme telles, tant subjectivement par les touristes qui en ressentent l'attrait, qu'objectivement par les « développeurs » (aménageurs, promoteurs, agents de développement, opérateurs, élus) qui en élaborent l'attractivité symbolique (par la communication) et la portée commerciale (par la promotion).

• Le tourisme est désormais le résultat d'une ingénierie sociale dédiée à l'aménagement de l'espace et à l'organisation d'offres commerciales adaptées. Cette ingénierie se manifeste par des dispositifs territoriaux de contrôle social, notamment concernant la gestion des flux et la valorisation d'espaces normalisés selon des critères esthétiques, économiques, sécuritaires et environnementaux, aux formes reconnaissables et aux contenus spécifiques, souvent récréatifs, parfois pédagogiques.

Afin d'approfondir l'analyse, attardons-nous un instant sur les perspectives des professionnels du secteur. Les approcher permet de saisir l'angle d'attaque des intentions touristiques. Il devient alors possible d'apercevoir le dessin d'un ordre planétaire avéré ou, du moins, projeté.

L'intention stratégique

Le 9 mars 2010, à l'occasion du salon mondial du tourisme de Berlin, le *World Travel and Tourism Council* (WTTC) expose les constats suivants : les dépenses touristiques ont reculé de 8,5 % en 2009; la crise a détruit 5 millions d'emplois dans le secteur touristique mondial; le budget consacré au voyage des ménages se réduit, les destinations se font moins lointaines, pour de courtes durées; les dépenses d'investissement dans le secteur ont souvent été abandonnées ou reportées. Malgré la « crise », les recettes ont cependant augmenté de 1,1 %.

Contrairement aux prévisions fort optimistes et à peine moins récentes de l'Organisation Mondiale du Tourisme, qui n'avait pas prévu la récession économique, le constat est morose. Néanmoins la « reprise » devrait générer de la croissance durant les dix prochaines années, en fournissant plus de 300 millions d'emplois, soit 9,2 % des emplois de la planète. Les touristes chinois viendront grossir les effectifs : le WTTC en attend 95 millions d'ici 2020. Les pays développés continueront (évidemment) de dominer le tourisme international. Les voyages lointains céderont du terrain, nous assure-t-on comme on nous assurait tout récemment du contraire.

Ce qui retient néanmoins l'intérêt est moins la justesse des chiffres et des prédictions que l'intention qu'ils révèlent : l'avenir, dans la foulée du présent, sera touristique – avec acharnement s'il le faut.

Extension du domaine des « Parcs »

À la géographie sensible, forcément subjective, du « *fantastique social* » (Pierre Mac Orlan) et de l'exotisme vernaculaire, répond l'exotisme maîtrisé des élaborations touristiques. L'exotisme s'est déplacé de la « vraie vie » vers une vie organisée selon des desseins touristiques. Le « dépaysement » a lieu dans des contextes structurés selon des intentions spécifiques. Le tourisme est une modalité du management du monde, une manière de gérer les ressources humaines et de mettre les territoires en production.

Tandis que l'imaginaire touristique se déploie et organise la réalité en y disséminant ses circuits tournés en boucles, il s'adonne à un double jeu qui le conduit à se cristalliser en des lieux-fétiches dénommés « parcs ». Les parcs concrétisent l'esprit touristique contemporain. Le Parc est le schéma-archétype de l'espace récréatif. Pour le meilleur et pour le pire, on peut se trouver « parqué » aussi bien à Venise que dans les montagnes Rocheuses où l'on vous indiquera où coucher, où marcher et quel comportement adopter face à un ours habitué à fouiner dans les déchets.

Cette normalisation génère des espaces de synthèse séparés, où tout est créé, et dessine une géographie dévouée aux loisirs et à la « qualité de vie », selon l'image formatée d'un soi-disant bonheur qui permet de se détendre à la manière d'un *réfugié* menacé par les trépidations de la vie. Le parc transforme toute la vie qu'il entoure, promeut, protège, en produit. On s'y retrouve entre gens qui se ressemblent dans des espaces fermés. Même ce qui peut, au premier abord, sembler « authentique », « sauvage » ou « naturel » devient un produit « *jouissant de sa non-production comme d'une modalité valorisable dans la production générale*[1] ».

---

* Docteur en sociologie, écrivain. Auteur du *Manuel de l'antitourisme* (Écosociété, 2010).

Photos et montage : Luciano Benvenuto

Bienvenue dans le meilleur des mondes

Le parc est le destin touristique du monde, générant même une confusion entre domaines publics et privés. Autour de ce concept de parc gravitent les termes de domaines (skiables), de villages-vacances, de stations, de circuits, de tout-inclus et de tour-opérateurs – ces derniers étant le plus souvent à considérer comme des « boucles-opérateurs ».

La débâcle tranquille de la vie sociale, le désarroi diffus de la société de classe moyenne face à la précarité, l'ennui du quotidien, le conformisme consumériste, le brouhaha de la vie urbaine, se traduisent par l'engouement que les parcs connaissent. Tous les parcs tendent, en puissance, à devenir des parcs d'attractions – comme les territoires touristiques, soucieux de cosmétique, rêvent de séduire touristes, investisseurs et nouveaux résidants, en faisant valoir des charmes injustement méconnus et une gamme d'activités pour « tous les goûts » et « toutes les bourses ».

Si le terme de « parcs d'attractions » est utilisé en France (pays touristique par excellence) depuis 1955, ceux-ci ont proliféré depuis. En 1997, seulement une cinquantaine de parcs étaient référencés. Ils étaient 300 en 2002[2]. Le monde devient parcs, produits par une intention spécifique associant récréation, éducation, rentabilité, préservation et mobilité.

L'oubli touristique du monde a succédé à sa découverte voyageuse. Les schémas ordonnés de la technocratie se sont emparé des aventures individuelles. L'idéologie gestionnaire et l'ingénierie sociale qu'elle suppose répondent au « nécessaire » contrôle des flux que le tourisme de masse appelle.

Il est en effet difficile d'échapper à la règle de l'aire dédiée, qui accueille, organise et contrôle à la fois. Toujours entre deux destinations, touristes d'un jour, travailleurs flexibles et mobiles d'un autre, nous voici les obligés du nomadisme. Plus que droit, celui-ci est devenu devoir. Il se prête ainsi parfaitement aux contrôles les plus variés. La facilité des mouvements géographiques est un facteur virtuel – virtuel seulement – de désordre et d'imprévisibilité auquel l'ordre politico-marchand remédie en définissant soigneusement les itinéraires empruntables, les destinations désirables, en organisant les lieux de manière à en bannir l'imprévisibilité, au nom du confort, de la détente, de la rentabilité, de la sécurité et du « développement durable ». Cette conception de la réalité permet de renforcer le contrôle social en conduisant les flux de villégiateurs vers des zones visiblement délimitées, en distribuant les fonctions dans l'espace et les rôles sociaux des acteurs en fonction des contextes. Le tout de manière parfaitement acceptée, car ce genre de clarification procure un indéniable sentiment de sécurité. Nombreux sont ceux que la normalisation rassure.

S'il est une utopie touristique (à moins qu'il ne s'agisse d'une dystopie inconsciente), sans doute réside-t-elle dans cet engouement méthodique pour l'hyperfonctionnalité amusante et marchande. Celle-ci s'efforce en tout cas d'apparaître comme l'ultime voie empruntable pour réenchanter le monde matériel, avant sa virtualisation définitive, contrepoint radical de sa progressive dévastation. Il s'agirait alors d'un monde produit de bout en bout, qui prétendrait, grâce à une panoplie d'artifices et d'occasions divertissantes, compenser la destruction de la réalité. Du moins pour qui en aurait les moyens. Chaque évènement y serait le fruit d'une intention délibérée, apparemment rationnelle; la fatalité n'aurait plus cours; le contrôle du « réel » serait aussi parfait que le meurtre accompli sur la réalité brute[3], élémentaire, spontanée, tissée d'événements incontrôlables. Ce monde est virtuellement à nos portes, son imaginaire grésille dans les têtes. Il existe en tant qu'intention. Il se réalise doucement. Son totalitarisme mou inquiète peu, pis encore : il rassure. Bienvenue dans le meilleur des mondes ! ★

Cette conception du tourisme mondial permet de renforcer le contrôle social en orientant la demande vers des zones visiblement délimitées, en distribuant les fonctions dans l'espace et les rôles sociaux des acteurs en fonction des contextes. Le tout de manière parfaitement acceptée, car nombreux sont les touristes que la normalisation rassure.

Photo : Luciano Benvenuto

1. Tiqqun, *Contributions à la guerre en cours*, Paris. La Fabrique, 2009, p. 142.

2. Jacques Maigret, *Éducation, Tourisme, Économie : l'impossible pari des parcs scientifiques*, Coll. Culture et Musée, n° 5.

3. Allusion au « crime parfait » analysé avec clairvoyance par Jean Baudrillard.

Agence canadienne de développement international (ACDI)

Changement de cap discutable

par Amélie Nguyen*

En juillet dernier, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a annoncé en catimini l'adoption d'une nouvelle politique de partenariat avec les organismes de coopération internationale (OCI). Cette annonce, qui a fait peu de vagues depuis, représente une menace pour l'autonomie des OCI. En fait, ses orientations sont symptomatiques d'une modification beaucoup plus profonde du modèle du rapport entre la société civile et l'État qui pourrait avoir des répercussions à long terme sur la liberté d'expression et la démocratie.

* Les propos sont écrits à titre individuel et n'engagent que l'auteure.

Le mode de financement réactif

Parmi l'ensemble des directions de l'ACDI, la Direction générale du partenariat avec les Canadiens[1] (DGPC) était, jusqu'à récemment, celle où les politiques de financement permettaient le mieux aux OCI de préserver leur autonomie. Le processus de soumission et de développement coopératif des projets entre les chargés de programme de l'ACDI et les organismes y jouait un rôle prépondérant.

Après la présentation à l'ACDI d'un projet conforme aux priorités d'une OCI, la proposition pouvait faire plusieurs allers et retours entre l'ACDI et l'OCI suivant les commentaires et questions de chacun. Il était possible d'établir un réel dialogue avec le personnel de l'ACDI et de bâtir une relation de confiance avec eux. En général, un projet n'était pas refusé d'emblée. Cela permettait aux organisations de coopération internationale d'obtenir du financement pour des projets qui étaient en marge des orientations centrales de l'ACDI, selon leurs propres priorités et thématiques, dans le pays admissible à l'aide internationale de leur choix. En fait, cette manière de fonctionner donnait la marge de manœuvre nécessaire pour maintenir des relations de long terme avec des partenaires dans les domaines qu'ils avaient choisis malgré le changement rapide des priorités à l'ACDI.

Nouveau cadre pour la modernisation et l'efficacité des partenariats de l'ACDI

Avec l'annonce de la nouvelle politique de financement de la DGPC, en juillet dernier, ce mode de financement « réactif » a pris fin de manière abrupte. La nouvelle politique présente deux importants facteurs qui menacent maintenant l'autonomie et la survie des OCI : l'application des priorités thématiques et géographiques aux projets de coopération internationale et le processus de financement compétitif.

Dès mai 2009, l'ACDI affirmait ouvertement que la conformité avec les orientations de la politique étrangère canadienne serait désormais l'un des critères de sélection des pays prioritaires pour l'organisme[2]. En juillet dernier, l'ACDI ajoutait que les projets financés par la DGPC devront aussi être en conformité avec les objectifs de la politique étrangère, en particulier quant au choix des pays[3] et des thèmes[4] abordés. Avec le délaissement de certains des pays les plus pauvres du monde en Afrique en faveur de pays d'Amérique latine plus nantis, et qui sont souvent des partenaires commerciaux du Canada, et l'adoption de la « croissance économique durable » comme l'une des priorités thématiques, on peut penser qu'il y a là une politisation certaine de l'aide internationale. Cela fait craindre que le rôle qu'elle peut jouer pour la réduction de la pauvreté internationale ne soit marginalisé à l'avenir.

Photo : Pierre Rondeau

1. Anciennement la Direction générale du partenariat canadien.

2. « Une nouvelle approche efficace pour l'aide canadienne », Notes pour une allocution prononcée par l'honorable Beverley J. Oda, ministre de la Coopération internationale, Centre Munk d'études internationales, 20 mai 2009.

3. Pays prioritaires : Cisjordanie et bande de Gaza, Éthiopie, Ghana, Mali, Mozambique, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Bolivie, Caraïbes, Colombie, Haïti, Honduras, Pérou, Afghanistan, Bangladesh, Indonésie, Pakistan, Vietnam, Ukraine. Voir le site de l'ACDI : www.acdi-cida.gc.ca/accueil.

4. Les trois priorités thématiques sont : accroître la sécurité alimentaire, assurer l'avenir des enfants et des jeunes, favoriser une croissance économique durable, « Une nouvelle approche efficace pour l'aide canadienne ».

Les conséquences de ce revirement pour les organismes de coopération internationale

Pour les OCI, le retrait de certains pays de la liste des pays prioritaires de l'ACDI menace les partenariats établis depuis plusieurs années avec des organisations à l'étranger. Plus encore, l'alignement nécessaire des projets sur des priorités thématiques élaborées en dehors du contexte local et sans consultation large et approfondie des OCI mine un facteur fondamental du succès à long terme de ces projets : la capacité de les élaborer en collaboration avec les populations locales en fonction de leurs besoins. Sans cette adaptation, les projets de coopération internationale perdent en fait tout leur sens. L'appropriation des projets de coopération internationale par les populations et les gouvernements locaux est d'ailleurs l'un des principes centraux de la *Déclaration de Paris* sur l'efficacité de l'aide de 2005 et du *Programme d'action d'Accra* de 2008, qui lient tous deux le gouvernement du Canada. Il est aussi peu probable que d'agir en conformité avec les orientations de la politique étrangère canadienne, avec sa militarisation accrue et l'intensification de ses négociations commerciales internationales, contribue à une amélioration des conditions de vie des populations touchées par les projets.

De plus, le fait que toutes les propositions présentées à la DGPC soient désormais sélectionnées selon un processus compétitif alourdit le poids administratif des demandes de financement et favorise les plus grands OCI. En effet, ce ne sont pas toutes les organisations qui possèdent les ressources humaines et financières nécessaires pour répondre rapidement à un nombre important d'appels de proposition simultanés et lancés à l'improviste, comme c'est le cas présentement. La plupart des OCI, en particulier les plus petits, sont déjà surchargés et n'ont pas les moyens de dédier une personne uniquement au financement.

Le fonctionnement compétitif risque donc d'hypothéquer d'autant plus le travail quotidien du personnel des OCI. Les plus grands OCI risquent d'être favorisés pour cette raison, mais aussi parce qu'ils ont parfois la capacité de diminuer le coût relatif d'un projet en faisant des économies d'échelle. Par exemple, une organisation qui possède déjà des infrastructures en Haïti pourra soumettre un proposition à un coût moindre que celle qui devra débuter à neuf. À long terme, si les petits OCI obtiennent de moins en moins de financement, la compétition entre OCI menacera la diversité dans le secteur de la coopération internationale.

Rappelons aussi que plusieurs organisations qui se sont montrées critiques envers le gouvernement dans le passé récent ont vu leur financement coupé en entier ou en partie : le Conseil canadien pour la coopération internationale, Match international, Kairos, Alternatives. Dans un système de financement compétitif, chacun devra montrer qu'il est meilleur que l'autre selon les critères de l'ACDI. Puisqu'il s'agira d'une question de survie des organisations, on peut craindre que les OCI ne soient moins enclins à collaborer et à partager leur expertise.

Plus largement, avec l'ombre des coupes de financement qui plane, alors qu'il devient important de s'unir pour contrer la nouvelle politique, les organisations seront peut-être plus frileuses dans leurs prises de position publiques. À plus grande échelle, ce contexte aura-t-il des conséquences sur la capacité des OCI de se montrer critiques face aux politiques gouvernementales ? Assistera-t-on à une autocensure de leur part ? Le gouvernement conservateur parviendra-t-il à diviser les rangs et à nuire à la cohésion dans le secteur en ciblant les enjeux qui le divisent ?

De nouveaux rapports entre la société civile et l'État ?

Cette situation fait ressortir l'une des contradictions centrales dans la relation entre la société civile et le gouvernement au Canada. Le gouvernement doit en fait consentir à appuyer la société civile qui le critique, puisqu'il juge son apport bénéfique à la gouvernance du pays. Jusqu'à maintenant, la société civile a joui d'une relative liberté malgré une certaine dépendance face au financement gouvernemental. En fait, il s'agissait qu'un gouvernement ne juge plus la société civile comme un élément essentiel de la gouvernance pour que cet équilibre précaire penche de son côté et que l'on voit que le financement reste l'un des nerfs de la guerre. Sans lien de confiance et sans reconnaissance de l'importance de la société civile, l'édifice du rapport entre la société civile et l'État s'écroule.

Dans ce sens, l'autre aspect préoccupant de la politique de la DGPC ne réside pas tant dans ses orientations que dans la manière centralisée et exécutoire de l'élaborer et de la mettre en œuvre. L'annonce du cadre a été faite en juillet, en plein milieu de l'été. Des sessions d'information – et non de consultation – ont été organisées en août et en septembre et on y a annoncé que la politique devrait être applicable dès octobre 2010. Sans appel. Depuis, certaines lignes directrices ont été publiées sur le site de l'ACDI pour des appels d'offre précis, mais il est extrêmement difficile pour les OCI d'obtenir de l'information de première main à ce sujet ou sur le refus de financer un projet. La procédure normale consiste maintenant à référer les gens qui posent des questions par courriel à la Foire aux questions sur le site de l'ACDI.

Les gens du milieu vous le diront, jamais un tel verrouillage de l'ACDI n'a été observé dans le passé. Aujourd'hui, le dialogue n'est plus possible avec les chargés de programmes qui sont désormais beaucoup plus encadrés. Toutes les propositions de projets et de programmes sont désormais révisées par la ministre de la Coopération internationale (la Ministre), ce qui engendre de longs délais avant l'octroi du financement. Et l'attente se poursuit souvent après la fin des accords de financement antérieurs, les organisations devant souvent assurer seules le financement pendant plusieurs mois. L'incapacité pour les OCI de pouvoir compter sur un financement de base à long terme menace ainsi leur existence même. Aussi, des décisions qui étaient auparavant prises au niveau de l'ACDI, comme le choix des pays prioritaires, doivent aujourd'hui être approuvées par le Cabinet.

Et tout ça pour l'efficacité ?

Ultimement, alors que la ministre justifie cette réforme par la nécessité d'une plus grande efficacité de l'aide, il est fort probable que le résultat soit inverse. La diminution de la capacité d'adaptation des OCI aux besoins locaux, la difficulté de maintenir des partenariats à long terme, le coût accru du processus de candidature compétitif, le défi de critiquer le gouvernement et de prévoir son financement de base à long terme sont autant de facteurs qui concourent à une diminution de l'efficacité de l'aide sur le terrain.

On peut voir l'efficacité sous un double aspect, d'une part en prenant en compte l'impact réel des actions sur le terrain en termes d'une amélioration des conditions de vie de ses habitants; d'autre part comme facteur d'amélioration des processus administratifs, critère qui réfère plutôt à une bonne gestion de l'aide par ses divers acteurs. Or, au détriment d'une réelle efficacité sur le plan des objectifs de l'aide internationale, le gouvernement canadien se centre sur l'efficacité en tant que bonne gestion des fonds publics *par les OCI*, en laissant une place de moins en moins grande à la réduction de la pauvreté et au respect des droits humains. Les orientations de sa politique d'aide et de sa politique internationale n'entrent pas dans cette définition.

Plus fondamentalement, à moyen et long termes, ce qui est en jeu dans la réforme du partenariat de l'ACDI avec les OCI, c'est la diversité de la société civile et le modèle de société dans lequel nous souhaitons vivre : un modèle où le gouvernement reconnaît l'importance du débat public sur ses politiques et où il est possible de prendre la parole afin de participer à l'élaboration collective d'un projet social. ★

De la révolution tranquille à la révolution sournoise

Réformes et contre-réformes en éducation

par Benoît Bergeron *

En réaction aux résultats catastrophiques, réels ou appréhendés, des élèves du Québec aux épreuves de français, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, annonçait le 6 février 2008 un train de 22 mesures en cinq axes pour corriger, espérait-elle, les ratés de nos services éducatifs en français. Parmi ces mesures, on trouve la révision du programme de français et l'accroissement du niveau de préparation en français de tous les enseignants. Depuis cette annonce, la déjà ex-ministre de l'Éducation a réformé la réforme, du moins partiellement, au soulagement et à la réjouissance de nombreux citoyens. Mais y a-t-il vraiment lieu de se réjouir ou plutôt de quoi doit-on se réjouir ? Et à quelle aune doit-on mesurer la valeur de cette contre-réforme ? Pour répondre à ces questions, le passé, pas si lointain, permettra de jeter un nouvel éclairage sur cette contre-réforme et donnera, nous l'espérons, une autre perspective sur les récents événements politiques en matière d'éducation.

La réforme Parent de l'éducation (1967)

En 1965, la Commission Parent, dans son intention de libérer l'Éducation de l'hégémonie de l'Église et des communautés religieuses, réclamait, au nom des enseignants, plus d'autonomie professionnelle afin qu'ils diversifient leurs sources documentaires. Ce n'était donc pas tant le statut professionnel des enseignants qui motivait la Commission que la volonté de bouter l'Église hors du royaume de l'Éducation : « *Autrement dit, le rapport Parent a prétexté le rehaussement du statut des enseignants pour rendre opérationnelle sa réforme de l'éducation. Derechef, il ne faut pas confondre l'opinion des membres de la Commission royale d'enquête sur l'éducation au Québec sur l'autonomie professionnelle revendiquée et leur opinion sur le statut des enseignants. Autrement, il serait contradictoire de revendiquer l'autonomie professionnelle des enseignants si on leur conférait déjà un tel statut. La preuve que les commissaires ne conféraient pas de statut professionnel aux enseignants : ils trouvaient que* ***"Notre enseignement est beaucoup trop livresque"***[1]. »

Le ministère a appliqué religieusement les recommandations du rapport Parent en usant de deux stratégies : la réforme des programmes et, découlant de la première, la réforme du matériel didactique. Les enseignants se sont conformés à la première et ont donc enseigné les programmes-cadres. Au surplus, même si le rapport Parent ne souhaitait pas nécessairement la conception artisanale de matériel didactique par les enseignants, il était porteur de cette nouvelle attribution à la pratique pédagogique. En effet, en mettant les congrégations religieuses et leur maison d'édition à « l'index », les enseignants devaient créer leur matériel didactique.

Patiemment, les enseignants se sont mis à la tâche et ont rédigé, sous forme manuscrite ou dactylographiée, et imprimé des textes bleus fleurant l'alcool. C'était l'ère du « stencil ».

Douze ans plus tard : la contre-réforme (1980)

En 1979, la réforme Parent est à son déclin. Le livre Orange, à l'instar du rapport Parent, justifie aussi sa contre-réforme en prétextant encore une fois l'incompétence des enseignants : « *L'appauvrissement de la langue parlée et écrite en milieu scolaire s'explique sans doute par plusieurs facteurs, mais il est évident que la piètre qualité linguistique d'un matériel d'enseignement improvisé n'y est pas étrangère*[2]. »

Contrairement au rapport Parent, le livre Orange recommande des programmes par objectifs détaillés au possible pour éviter les dérives des enseignants et uniformiser les contenus d'apprentissage. Au surplus, pour mettre fin aux sévices linguistiques du matériel improvisé par les enseignants, le MELS produit le matériel ou s'en remet aux maisons d'édition séculaires.

Ainsi, pendant une trentaine d'années, jusqu'au milieu des années 1990, l'État a progressivement substitué ses institutions publiques à celles de l'Église et des congrégations religieuses et s'est posé en gardien de la doctrine.

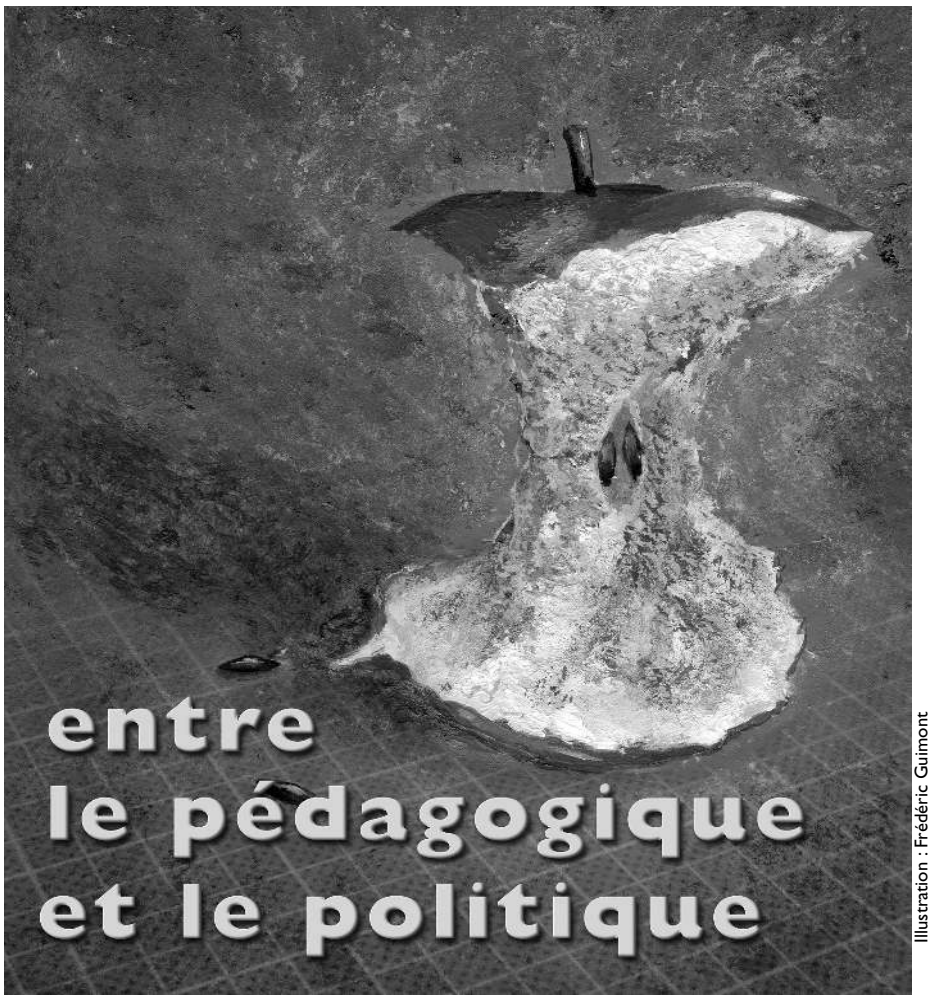


Illustration : Frédéric Guimont

* Professeur de science, conférencier et essayiste de *La réforme de l'éducation dans l'oeil du practicien : pourquoi les enseignants ne doivent pas appliquer la réforme.*

Dix-huit ans après le livre Orange : nouvelle réforme de l'éducation (1998)

En 1997, le Groupe de travail sur la réforme du curriculum dépose, à la suite des États généraux sur l'éducation de 1996, son rapport mieux connu sous le nom de son président, Paul Inchauspé. Pour donner suite aux recommandations du rapport Inchauspé, le MELS instituera de nouveaux programmes s'apparentant à maints égards aux programmes-cadres préconisés par le rapport Parent, notamment en ce qui a trait à la latitude redonnée aux enseignants toujours sous le prétexte de rehausser leur statut professionnel.

Force est d'admettre qu'à l'instar du rapport Parent, le rapport Inchauspé déconsidère les enseignants en les assimilant à des instructeurs. Non content de déconsidérer les enseignants, le rapport Inchauspé s'arroge, de surcroît, l'autorité de définir le bon enseignant : « *Et l'enseignant cultivé et bien informé sait faire établir des relations entre ce qu'il enseigne et les autres matières enseignées*. » À l'instar du rapport Parent, le rapport Inchauspé recommande, pour libérer l'acte d'enseigner, la réécriture des programmes, jugés trop hiérarchisés et hyperdétaillés.

Logiquement, le corollaire de l'analyse menant à l'abandon des programmes hyperdétaillés est que les enseignants suivent mécaniquement les manuels d'une couverture à l'autre. Dès lors, il n'y avait qu'un pas à franchir pour marcher sur les traces du rapport Parent et plusieurs l'ont franchi, de l'avis du Comité d'évaluation des ressources didactiques (CERD)[3].

Mais, comme les auteurs du rapport Parent, ce n'était pas tant le statut professionnel des enseignants qui motivait le Groupe de travail que la volonté de bouter l'État hors du royaume de l'éducation ou, à tout le moins, de l'asservir aux diktats de l'entreprise privée. Ainsi, le rapport Inchauspé suggère explicitement d'examiner l'hypothèse de confier à un organisme privé le soutien sur l'information et la recherche en matière de pédagogie et de didactique.

Douze ans après le rapport Inchauspé : nouvelle contre-réforme (2010)

En décembre 2007, dix ans après le rapport Inchauspé, le Comité d'experts sur l'apprentissage de l'écriture formule une série de recommandations dans son rapport *Mieux soutenir le développement de la compétence à écrire*. Une de ces recommandations contredit le programme-concept de français du rapport Inchauspé, trop vague et imprécis, et propose de revenir à un programme de français hiérarchisé, aux objectifs clairs et nets. Le rapport pointe également l'incompétence des enseignants en français et recommande de la formation. À raison, d'aucuns verront dans ces recommandations, qu'on croirait tirées tout droit du livre Orange de 1979, l'initiation d'une contre-réforme de la réforme Inchauspé, sanctionnée définitivement par la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, aux alentours de 2009 (2008 à 2010).

Simultanément à sa contre-réforme, la ministre Courchesne applaudit le rapport non sollicité – pour reprendre la terminologie du monde financier, une sorte d'OPA (offre public d'achat) – d'un Groupe de travail, inopiné, sur la persévérance et la réussite scolaires *Savoir pour pouvoir,* désormais connu sous le vocable rapport Ménard, du nom de son instigateur, Jacques Ménard, président de BMO Groupe financier (Bank of Montreal). Dans ses recommandations, le rapport fait largement appel à l'entreprise privée et au milieu communautaire…

Faut-il s'étonner que parmi les invités convoqués par le Groupe de travail, on compte des hommes d'affaires, représentants de puissants intérêts financiers tels McKinsey & Company et Power Corp. ainsi que la Fondation Lucie et André Chagnon, issue d'un autre groupe financier important, Vidéotron ? Faut-il aussi s'étonner que les syndicats d'enseignants ne faisaient pas partie des invités ?

Pour transférer progressivement les pouvoirs de l'État à l'entreprise privée, le président de BMO Groupe financier s'est joint, à l'invitation de la ministre Courchesne, au Comité de vigie de la Stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires. Désormais, c'est l'entreprise privée qui se pose en gardienne de la doctrine pédagogique.

La quadrature du cercle : sortir des ornières de l'histoire

En somme, en un peu plus d'une quarantaine d'années, l'éducation a connu deux cycles complets de réforme et de contre-réforme, un peu sur le mode des cycles économiques. Chaque contre-réforme renversant sa réforme et restaurant, du moins dans ses fondements, la structure du curriculum (les programmes) précédant celui de la réforme renversée. Les réformes et contre-réformes invoquent essentiellement les mêmes constats, les mêmes causes et les mêmes solutions. Les constats : décrochage scolaire, ignorance, société du savoir; les causes simplistes : programmes inadéquats, professeurs incompétents; et, inéluctablement, de ceci déduisant cela, les solutions : réformer les programmes et les professeurs.

Même si le CERD avait raison de s'interroger sur le sort des enseignants « *Avec le recul, n'est-on pas en droit de s'interroger sur l'image du personnel enseignant que se fait le gouvernement du Québec, […]*[4] », son interrogation occultait l'analyse d'une cause beaucoup plus profonde aux réformes de l'éducation : un changement de régime politique, une révolution.

Ainsi, une réforme de l'éducation présagerait un changement de régime politique, la contre-réforme confirmerait la révolution. Après la révolution tranquille des années 1960, confirmée par la contre-réforme de la fin des années 1970, nous assistons, dans l'actuelle contre-réforme, à la confirmation d'une révolution sournoise. ★

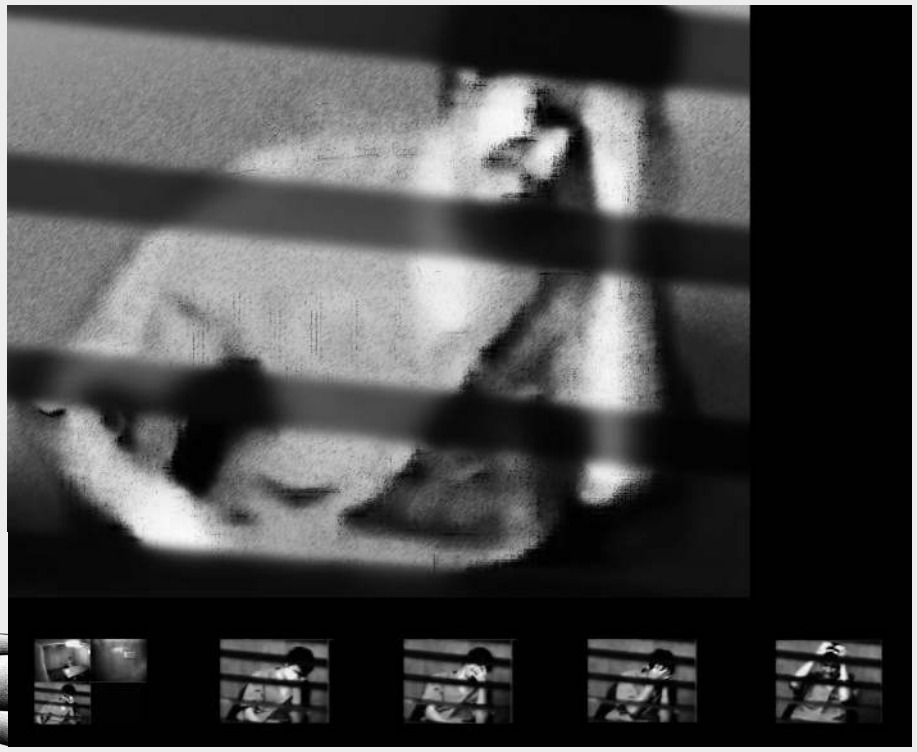
1. MEQ, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec,* 1965, t. II, p. 284-285.

2. *Idem.*

3. Comité d'évaluation des ressources didactiques, *Avis au ministre de l'Éducation sur les fonctions du matériel didactique et sur la situation du matériel didactique dans les écoles primaires et secondaires : une confusion à dissiper, une situation à clarifier*, juillet 2002.

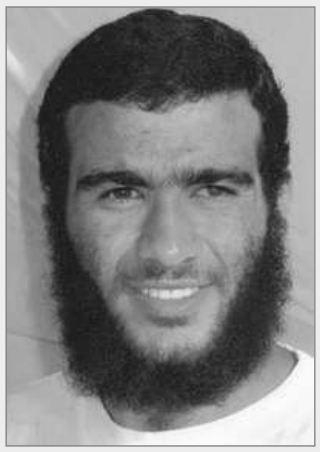
4. *Idem.*

Vous n'aimez pas la vérité - 4 JOURS À GUANTANAMO



Un film documentaire de Luc Côté et Patricio Henriquez

par PAUL BEAUCAGE



Omar Khadr à l'âge de 10 ans et 19 ans.

Bas les masques !

Le traitement inique que l'armée et le gouvernement états-uniens ont réservé au ressortissant de nationalité canadienne Omar Khadr a fait couler beaucoup d'encre dans la presse internationale depuis sa détention sur la base militaire de Guantanamo. Le fait que Khadr ait été capturé et emprisonné en Afghanistan, puis transféré dans le déplorablement célèbre centre de détention états-unien afin d'y être accusé, par une Commission militaire, de crimes[1] qu'il aurait perpétrés en tant qu'enfant soldat a mis en relief de nombreuses violations commises par le gouvernement et l'armée états-uniens par rapport aux règles les plus élémentaires du droit international. De plus, il a dévoilé jusqu'à quel point les autorités politiques canadiennes étaient complices des gestes illicites qu'avaient effectués les dirigeants états-uniens pour détenir et inculper le jeune prisonnier de guerre. Profitant d'un jugement de la Cour suprême du Canada ayant autorisé la diffusion des bandes vidéo d'un interrogatoire illégal mené par un agent du Service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS) et un agent du ministère des Affaires étrangères en février 2003, deux cinéastes engagés, Luc Côté (*Avoir 32 ans* [coréalisé par Robbie Hart, 2010]) et Patricio Henriquez (*11 septembre 1973, le dernier combat de Salvador Allende* [1998]), ont intégré une partie importante de ce document audiovisuel dans le film qu'ils ont réalisé conjointement et qui s'intitule : *Vous n'aimez pas la vérité – 4 jours à Guantanamo* [2010]. Comme le titre de cette œuvre le laisse entendre, le tandem de cinéastes a cherché à y démystifier la propagande anti-terroriste nord-américaine touchant à la figure médiatique d'Omar Khadr pour tracer un portrait aussi probant que nuancé d'un jeune homme méconnu[2].

Le long métrage de Côté et Henriquez constitue une œuvre-choc qui révèle la démarche illégitime de deux agents du gouvernement canadien, lesquels interrogent Omar Khadr pendant quatre jours, dans la prison spéciale de Guantanamo, afin de lui extirper des secrets pouvant s'avérer compromettants pour lui. En outre, les deux hommes seraient heureux de lui soutirer quelque aveu au sujet d'éventuelles attaques terroristes menées par le réseau Al-Qaïda au Canada, ou encore d'étoffer le dossier d'accusation particulièrement mince dont disposaient les autorités états-uniennes pour entraîner la condamnation du prévenu Khadr par un tribunal militaire. Fait à signaler, le film se compose principalement d'extraits des bandes vidéo des enregistrements des quatre journées d'interrogatoire qu'a subies Omar Khadr, à l'âge de seize ans. Toutefois, les deux cinéastes ont su créer une dialectique fort adroite entre le caractère déshumanisant du questionnement de Khadr et la dimension humaniste des témoignages de personnes entretenant une certaine sympathie pour le jeune prisonnier de guerre.

Un style sans fard

Sur le plan cinématographique, Côté et Henriquez ont mis en relief des éléments d'un haut degré de vérité narrative, qui évitent toute forme d'esthétisme ou d'enjolivures stylistiques. En encadrant trois écrans et un espace noir à l'intérieur d'un écran plus large, les coréalisateurs nous révèlent une réalité qui n'a pas été trafiquée, exception faite des passages sonores que la Cour suprême du Canada a censurés pour des raisons dites « de sécurité nationale ». N'empêche que la vidéo qu'ils nous dévoilent apparaît assez éloquente pour permettre au spectateur de constater que l'agent du SCRS utilise des ruses immorales afin de pousser Khadr à avouer des choses qu'il souhaite entendre. Dans un premier temps, ignorant sciemment les principes du droit international, lui et son collègue des Affaires étrangères se font passer pour des bienfaiteurs qui ne souhaitent que favoriser le sort du jeune garçon. Cependant, après que Khadr ait découvert leur stratagème, ils adoptent une attitude plus menaçante, voire méprisante à son endroit. Ainsi, ils ont recours à une forme de harcèlement psychologique qui avive le traumatisme que le jeune garçon a subi à la suite de sa capture dans un camp de rebelles afghans. Dès lors, on sera frappé non pas par la cruauté des propos de l'agent du SCRS, mais plutôt par l'indifférence qu'il manifeste envers la souffrance bien réelle d'Omar Khadr.

1. Les autorités états-uniennes ont principalement accusé Khadr du meurtre d'un soldat de l'armée des États-Unis : Christopher Speer.

2. *Vous n'aimez pas la vérité – 4 jours à Guanta-namo* retrace les grandes lignes de la vie d'Omar Khadr, de son enfance nomade jusqu'à son plaidoyer de culpabilité, devant un tribunal militaire états-unien, en octobre 2010.

Une recherche approfondie

L'attitude manipulatrice et paternaliste des deux agents gouvernementaux canadiens envers le prévenu est symptomatique de la responsabilité des autorités du Canada dans l'affaire Khadr. Cependant, la démarche de Côté et Henriquez ne s'arrête pas là. Sur le plan du montage, ils ont eu la brillante idée de faire alterner les bandes vidéos du fameux interrogatoire avec des témoignages d'individus qui ont été conscientisés par ladite affaire. Dans l'ensemble, les cinéastes ont su donner la parole à des témoins intéressants, qui ne se gênent pas pour démentir les faussetés assénées au jeune prévenu par les deux agents. Parmi eux, on retiendra la participation de trois anciens codétenus de Khadr, qui permettent au spectateur de mieux saisir dans quel contexte pernicieux le jeune garçon a vécu durant plusieurs années à Guantanamo. L'un de ces intervenants, Mamdouh Habib[3], souligne clairement qu'il a eu un rôle à jouer par rapport au sentiment de méfiance qu'Omar Khadr a manifesté dès la deuxième journée d'interrogatoire mené par les représentants du gouvernement canadien. En effet, c'est lui qui a suggéré à Khadr de se méfier grandement de ces individus qui – contrairement à leurs spécieuses prétentions – n'étaient pas là pour aider le jeune garçon, mais plutôt pour s'aider eux-mêmes au détriment de Khadr.

Évidemment, le danger qui guettait les cinéastes en adoptant une telle démarche consistait à verser dans les pièges du misérabilisme ou du film à thèse. Si Côté et Henriquez ont su donner à leur œuvre un subtil équilibre entre l'émotif et le factuel, entre l'humain et l'inhumain, c'est parce qu'ils ont documenté convenablement leur réquisitoire, de manière à ce que les arguments des gens qui restent favorables au traitement que l'on a infligé au jeune Khadr soient réduits à néant, en raison de leur irrationalité ou de leur injustice.

Cela dit, *Vous n'aimez pas la vérité – 4 jours à Guantanamo* évite les écueils de la démonstration réductrice dans la mesure où les réalisateurs ne prétendent pas expliquer l'attitude du gouvernement canadien ou états-unien dans son ensemble puisqu'ils ne disposent pas des documents pouvant attester d'une kyrielle de gestes politiques obscurs. Ils se concentrent sur un cas précis qu'ils explorent jusque dans ses moindres détails. Du reste, parce que ce film s'appuie sur des documents dont l'authenticité ne saurait être remise en question et qu'il interpelle le sens de la justice qui caractérise tout spectateur normalement constitué, sa pertinence nous apparaît indubitable.

Les limites du légalisme

Malgré ses belles qualités journalistiques, le documentaire politique de Côté et Henriquez n'est pas exempt de certains défauts. Parmi eux, il importe de souligner sa dimension exagérément légaliste. À notre avis, les deux cinéastes ont trop souvent choisi de situer le cas Khadr dans le domaine du droit international plutôt que dans celui de la morale, qui le transcende nettement. Or, cela les a poussés à choisir deux témoins dont on peut aisément remettre en question la sincérité ou la bonne foi. Au nombre des témoignages les plus artificiels, on remarque celui de Billy Graham, ancien ministre des Affaires étrangères des gouvernements libéraux de Jean Chrétien et de Paul Martin, qui nous affirme, sans rire, qu'il ne s'est pas opposé à la détention d'Omar Khadr à Guantanamo parce que le gouvernement états-unien avait un dossier impeccable en matière de respect des droits humains et que Colin Powell[4] lui apparaissait comme une personne digne de confiance. Quand on sait que le seul droit qui prévaut dans des situations de guerres, c'est celui du plus fort, le propos de l'ex-politicien ne manque pas d'une ironie bien involontaire !

Un documentaire convaincant et engagé

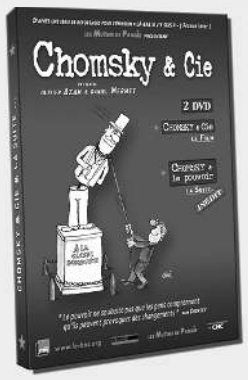
Comme bien des documentaires de qualité, *Vous n'aimez pas la vérité – 4 jours à Guantanamo* est un film qui propose une réflexion pertinente portant sur le vrai et le faux en matière d'art et d'information. Préférant offrir au cinéphile une œuvre véridique et formellement rudimentaire plutôt que de lui imposer une œuvre au style très soigné mais dont le contenu serait fallacieux, les réalisateurs ont su assujettir leur démarche esthétique à une quête de vérité irréprochable. Loin de constituer un simple plaidoyer émotionnel en faveur d'une célèbre victime de la politique belliqueuse de George W. Bush, leur documentaire nous montre un cas incontestable de déni des droits humains au profit d'une propagande guerrière éhontée. Bien sûr, on pourra déplorer le fait qu'à partir de cette affaire particulière, les cinéastes n'aient pas réussi à procéder à une dénonciation plus générale des méthodes de guerres particulièrement sordides que les forces armées états-uniennes et leurs alliés ont appliquées en Afghanistan et en Irak.

Somme toute, le cas d'Omar Khadr apparaît comme un des multiples exemples de victimes des exactions que ces forces militaires ont commises, au cours des dernières années, dans les deux pays auxquels nous nous sommes référés. Il reste qu'en dépit de quelques lacunes, le film dénonce avec beaucoup d'à-propos une situation scandaleuse que trop de Québécois et de Canadiens ont tendance à tolérer sans protester. Si certains d'entre eux peuvent visionner ce long métrage[5] adéquatement et ressentir une juste indignation par rapport au sort que l'on a infligé et que l'on inflige toujours à Omar Khadr, les efforts de Luc Côté et Patricio Henriquez n'auront pas été vains. ★

Chomsky et Cie

Olivier Azam et Daniel Mermet,
DVD, Les Mutins de Pangée, 2009, 112 min.

À u printemps 2007, l'équipe de l'émission de radio française *Là-bas si j'y suis* (la-bas.org) visite Noam Chomsky au Massachusetts Institute of Technology pour une série de reportages. À l'aide de la petite boîte de production Les Mutins de Pangée, un documentaire sera produit pour l'occasion. *Chomsky et Cie* se regarde donc comme une démarche majeure pour réintroduire Noam Chomsky au public français (tout particulièrement aux militantEs), après sa mise à l'écart causée entre autres par l'affaire Faurisson, lorsqu'un texte écrit par Chomsky s'était retrouvé en préface de l'ouvrage d'un négationniste français.



Le documentaire n'est pas sans rappeler le film canadien *Manufacturing Consent – Noam Chomsky and the Media* par son propos, qu'il actualise par des exemples plus récents (l'invasion de l'Irak, le soulèvement bolivien du début des années 2000). Il se démarque aussi par la participation de deux auteurs fortement influencés par Chomsky, soit Normand Baillargeon et Jean Bricmont.

Diffusé en 2008, le film sera l'occasion de plus de 200 rencontres et débats à travers la France. En avril 2009, l'équipe de *Là-bas si j'y suis* retourne à Boston pour soumettre à Chomsky des questions abordées de façon récurrente lors de ces rencontres. Le deuxième DVD nous présente les réponses de Chomsky. Les personnes plus familières avec sa pensée apprécieront les discussions autour de certains points demandant plus de précisions, tels que la relation des intellectuels avec le pouvoir, la critique du sionisme, la position de Chomsky vis-à-vis l'État, la critique chomskyenne de Lénine et du bolchévisme, etc.

On peut commander le DVD sur le site des Mutins de Pangée : http://www.lesmutins.org

PHILIPPE DE GROSBOIS

3. Habib, un citoyen australien d'origine égyptienne, occupait une cellule voisine de celle de Khadr dans la prison militaire de Guantanamo.

4. Colin Powell a été secrétaire d'État aux Affaires étrangères états-uniennes, sous le gouvernement de George W. Bush, de 2001 à 2005.

5. Luc Côté et Patricio Henriquez ont remporté un prix du jury pleinement mérité, plus tôt cette année, pour *Vous n'aimez pas la vérité – 4 jours à Guantanamo*, lors du Festival International du Documentaire d'Amsterdam.

Babord38p33-52.qxd 27/01/11 02:18 Page 44

Le Cirque du Soleil reçoit 25M$ de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Requiem pour le clown

par Gilles McMillan

Le cirque prospérait, mais pas l'accessoiriste… Charlie Chaplin, *The Circus*, 1928

Où est le Cirque ? Le Cirque est partout. Sous les chapiteaux des grandes capitales du monde, à la télé, dans les rues du tiers-monde, dans un certain discours sur la solidarité sociale, dans les plans d'affaires des banquiers, dans les laboratoires du management où il est perçu comme l'archétype de notre époque. Le monde est complètement cirque, pour paraphraser le slogan du dernier-né des festivals de Montréal, haut lieu du festif et de l'hédonisme de pacotille.

Selon une logique de recyclage culturel insatiable soutenue par la consommation et la demande hystérique des médias pour le spectaculaire, tout peut être mis en cirque : les Beatles, Elvis Presley, Michael Jackson, l'écologie, l'érotisme même. À quand les grandes catastrophes naturelles ? Lisbonne 1755 - Haïti 2010 !

Le Cirque du Soleil (CDS), roi des cirques, c'est le kitsch de l'époque. L'esthétique y est mise au service d'un marketing éthique redoutable, qui dédouane moralement l'entreprise grâce à des programmes sociaux comme le Cirque du monde, légitimant la multinationale de se présenter comme cirque social et cirque citoyen. Le Cirque participe donc de l'empire du Bien. On peut cependant s'interroger sur la portée réelle des programmes d'une des plus grandes entreprises de divertissement au monde : en proposant son monolithe culturel hollywoodien et ses multiples plateformes de diffusion, qui polluent aux plans environnemental et culturel, le Cirque procède exactement comme le tourisme de masse, en écrasant tout sur son passage. Exit les singularités culturelles.

Exit l'artiste et le clown qui, jumelés dans la création authentique, offrent une vision critique, ironique et dérisoire des puissances culturelles et financières, on pourrait dire du cirque lui-même. Jean Starobinski, historien d'art et des idées, a montré dans *Portrait de l'artiste en saltimbanque* (Gallimard, 2004) ce fil d'Ariane reliant l'artiste et le clown au XIXe et début XXe. Aux yeux de l'artiste, qu'il soit peintre, poète ou romancier, le clown apparaît comme un *« travesti dérisoire »* qui ***« répond par l'ironie à l'avilissement d'un siècle en proie aux puissances de l'argent, où l'on n'entend plus que le râteau de la roulette et des banques »*** (p. 24, l'auteur souligne). Le clown qui naît dans les villes d'Angleterre au XVIIIe siècle a plusieurs filiations artistiques, mais son étymologie paysanne est hautement significative. « Clown » vient de *clod*, motte, comme dans motte de terre. Et le clown est bien ce rustaud, étranger à la bienséance urbaine et culturelle. C'est sans doute pourquoi il a inspiré les artistes authentiques : comme le paysan déraciné, dans un monde dévoré par l'industrialisation naissante, l'idéologie positiviste du progrès au service d'une classe sociale, il est la figure même de l'altérité.

Dans l'idéologie marchande et technicienne esthétisée par le CDS, j'y viens un peu plus loin, il n'y a pas de place pour cette dérision à l'égard de l'avilissement. Voici venu le temps d'un hybride redoutable : l'entrepreneur-artiste. Et l'on voudrait nous faire croire que nous en sommes tous, question de faire avaler la faute suprême, non réglable au plan symbolique : l'endettement infini, le travail sans fin, de moins en moins rémunéré, de plus en plus exigeant, abrutissant et aléatoire. Bienvenue en enfer.

L'esthétique au service de l'économisme et vice versa

Le Cirque du Soleil est un fleuron de l'industrie québécoise, comme en fait preuve l'investissement de 25 M$ annoncé par la Caisse de dépôt et placement du Québec pour lui permettre de développer de nouveaux produits, c'est-à-dire deux nouveaux spectacles. L'investissement de l'institution financière québécoise, en partenariat avec HSBC Canada[1], s'inscrit dans une stratégie de promotion des PME québécoises à l'étranger. Le CDS avait annoncé en 1992 qu'il n'aurait plus recours à du financement extérieur, mais il n'y a que les fous qui ne changent pas d'idée n'est-ce pas ? Et rien n'est moins fou que le Cirque du Soleil, le saviez-vous ? Même si son directeur, Guy Laliberté, va coloniser l'espace affublé d'un nez de clown industriel[2] et que Desjardins le présente comme un révolutionnaire dans une de ses publicités grotesques.

Tant qu'à être dans la pitrerie, soyons sérieux. Rappelons que la Caisse d'économie sociale, qui regroupe les caisses de nombreux syndicats, aime bien se vanter, question de faire valoir sa clairvoyance, qu'elle a été la première institution financière à soutenir le projet de Guy Laliberté, et qu'elle maintient ses relations d'affaires avec la multinationale[3]… Faut-il s'en réjouir ? Comme alternative à l'économisme et à toutes les aberrations individuelles et sociales que cette idéologie donne lieu, il est urgent d'en douter.

Question clairvoyance, il y a de quoi mourir de rire. Le CDS est aux antipodes d'une solidarité sociale conséquente : non seulement les employés de la multinationale ne sont pas syndiqués, mais elle applique rigoureusement la règle du travail à forfait aménagée autour d'un chef charismatique milliardaire et de quelques codirecteurs, avec tout l'arbitraire que cela comporte. Crée ou meurs. Le CDS profite d'une culture du travail fondée sur l'interchangeabilité des individus que les syndicats, mais j'ai dû mal comprendre, devraient combattre, pas financer. Quel formidable lapsus de la part du syndicalisme québécois ! Si cette réalité échappe à nos syndicats d'affaires, elle n'échappe pas aux grands financiers ni aux chercheurs en management, ces nouveaux prêtres du nouvel esprit du capitalisme.

1. HSBC, soit dit en passant, est soupçonnée d'abriter en Suisse de l'argent provenant d'évasions fiscales. Le ministère du Revenu du Québec a annoncé l'automne dernier qu'il enquêtait sur des Québécois qui y auraient des comptes.

2. Voir mon article sur cette mission, « La contamination des mots », dans *À Bâbord!, no 32*, décembre 2009 / janvier 2010.

3. Voir le site Web de la Caisse d'économie sociale, http://www.caissesolidaire.coop/agora/avenue_fureteurs/bulletins/2009/bulletin_0060.html

4. Sur les nouvelles conditions de travail, voir notamment le dossier « Organisation du travail et assujettissement » dans le no 37 d'*À Bâbord!*, décembre 2010 / janvier 2011.

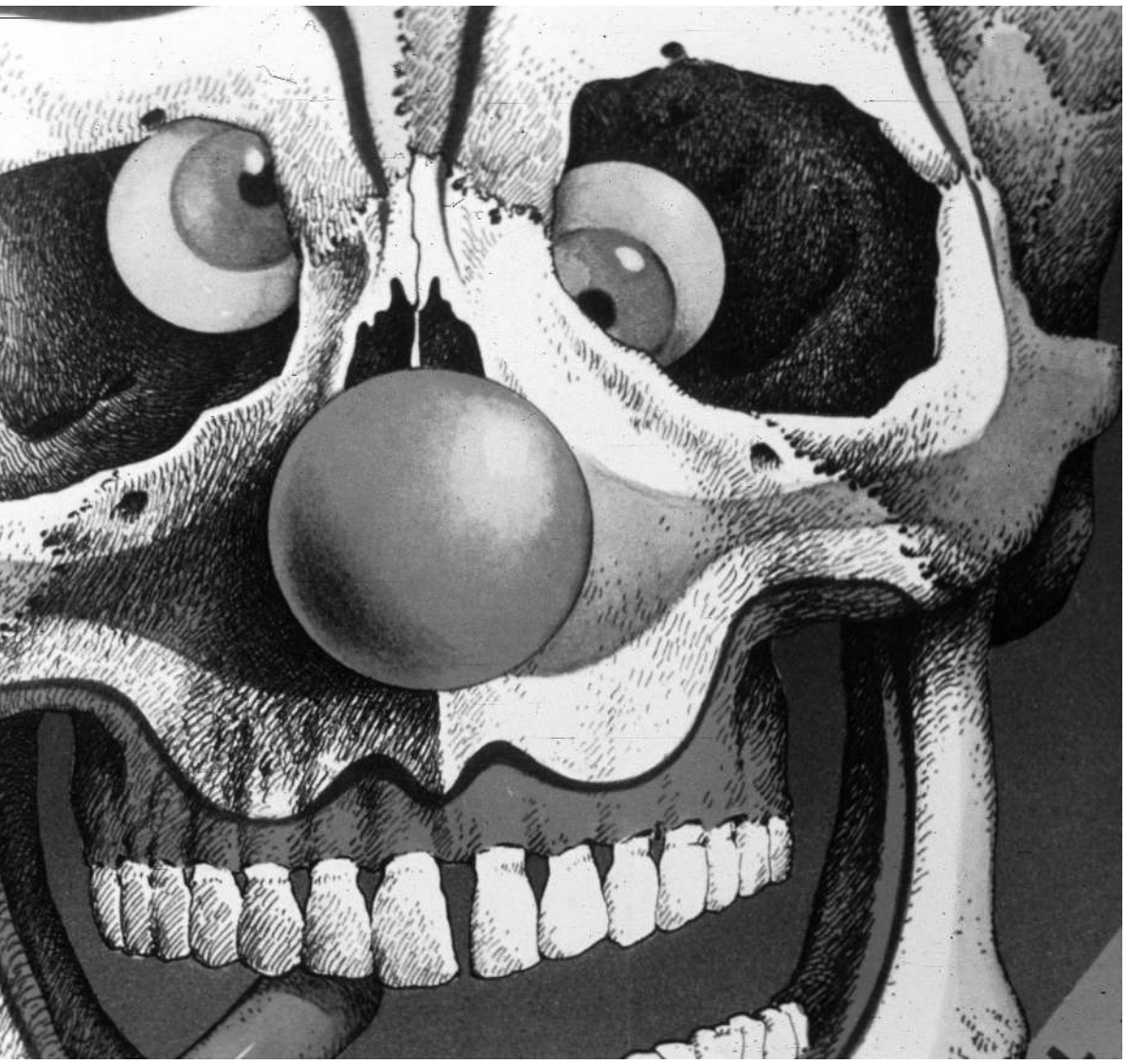


Photo : Pierre Rondeau

Un archétype du monde connexionniste

Le Cirque du Soleil est un modèle, non seulement pour l'entreprise québécoise, mais pour le management. C'est ce que montre avec brio l'ouvrage de management d'Isabelle Mahy, *Les coulisses de l'innovation. Création et innovation au Cirque du Soleil* (PUF, 2008). Elle y affirme que non seulement le CDS est un modèle, mais qu'il est « *l'archétype de son époque* » (p. 34). Je soutiendrai plutôt ici, nuance, qu'il est l'archétype du « monde connexionniste » décrit par Luc Boltanski et Ève Chiapello dans *Le Nouvel esprit du capitalisme* (Gallimard, 1999).

Les sociologues montrent notamment que le capitalisme s'est renouvelé en récupérant ce qu'ils appellent à la suite de P. Bourdieu « la critique artiste » : refus du modèle traditionnel rigide de l'entreprise, de son paternalisme, besoin d'authenticité, de flexibilité, de créativité, d'autonomie, etc. Après 68, ces désirs rencontrèrent les nouvelles technologies qui favorisent le travail à distance, l'atomisation du travail, le travail à forfait, les sous-traitants, la privatisation du public, la désyndicalisation, etc.[4]

Pour décrire ce nouvel esprit, les auteurs se sont penchés sur les ouvrages de management, qui étalent allègrement le nouveau *credo*. On a de la chance, en voici un tout droit sorti de l'UQAM, qui porte sur le CDS. Et que dit en substance le livre de Mme Mahy ? Que la figure romantique de l'artiste dissident, critique de sa société, anti-bourgeois, est en train de s'estomper (p. 2). Qu'avec le CDS on assiste à un *« recadrage du profil de l'artiste »*, à une fusion de la figure de l'artiste voire de l'intellectuel avec celle de l'entrepreneur ou du financier, figures que les siècles précédents avaient tenues éloignées, du moins symboliquement. Le nouvel hybride fleurirait au sein de l'entreprise culturelle, la « Art Firm », qui se perçoit comme une *« entreprise philosophique »*, produisant un discours réflexif sur son action, une capacité d'osciller entre *« rationalité et sensibilité »* (p. 26 et 27).

Contrairement à l'idée reçue, la dissidence est loin d'être la règle dans les milieux culturels, même si on y prend souvent la posture. Ce qui devrait nous alerter ici, c'est la récupération de la « critique artiste » par le management, qui semble renforcer la servilité volontaire. L'instrumentalisation de l'esthétique et de l'éthique joue un rôle puissant dans ce management « festif » et « ludique » : *« Ce qui caractérise le mieux la postmodernité,* écrit Isabelle Mahy*, est le lien s'établissant entre l'éthique et l'esthétique, c'est-à-dire le nouveau lien social fondé sur l'émotion partagée, ou le sentiment collectif.* Stricto sensu*, c'est bien cela qu'est le festif au sens le plus profond. Ainsi, plutôt que d'y voir une quelconque frivolité à l'usage de quelques-uns, avant-garde, bohème artistique, peut-être serions-nous mieux inspirés de repérer dans ce ludisme un des facteurs essentiels de la vie sociale qui est en train de (re)naître dans les sociétés contemporaines »* (p. 34). Et d'évoquer l'hédonisme, la quête de sensation… L'auteure consacre tout son ouvrage à démontrer que la belle histoire du CDS est entièrement fondée sur ces principes.

Il apparaît assez clairement que le CDS se situe aux antipodes des vertus sociales dont il se drape, qu'il est l'archétype même des règles chimériques, cyniques et mortifères qui voudraient s'imposer à nos vies. Ces règles s'apparentent, dirais-je, à ce que Jean Baudrillard a appelé « *l'impératif de performance maximale* » (*Le Pacte de lucidité ou l'intelligence du Mal,* Galilée, 2004, p. 126). Qu'il soit bien clair que c'est le cirque comme métaphore ou archétype de la société que je braque ici, pas ses artisans : nous sommes tous ni plus ni moins des bêtes de cirque – même si le CDS a exclu les animaux – faisant notre petit numéro, soumis, plus ou moins volontairement, à cet impératif de performance qui s'exprime par diverses injonctions : flexibilité, adaptabilité, employabilité, autonomie, créativité, voire solidarité. Dans la logique marchande, ces injonctions dissimulent une chose : chacun est sommé de se plier à la logique du marché et de faire comme s'il était libre, créatif, positif, rigolo, cool.

Sortir du cercle vicieux

Cet impératif de performance maximale rappelle le directeur du cirque dans le film génial de Chaplin, *The Circus*, qui ordonne à ses clowns, qu'il méprise souverainement : *« Soyez drôles ! »* Réalisé juste avant le krach boursier de 1929, Chaplin règle son compte au cirque, à son infâme mécanique au service d'un directeur tyrannique – préfiguration de son *Dictateur* ? – et d'un public hystérique en mal de sensations fortes. Ce directeur pousse même l'odieux jusqu'à obliger sa propre fille à jeûner parce qu'elle a raté un numéro équestre... Chaplin, dans la meilleure tradition du clown anglais, critique le cirque en montrant d'abord l'atmosphère avilissante qui y règne : l'exploitation pure et simple de ses artisans, et l'absurdité du divertissement dans ce contexte. C'est la survenue fortuite de Charlot dans ce cirque, engagé *in extremis* comme accessoiriste pour sauver le spectacle, les ouvriers ayant démissionné faute d'être payés, qui ranime le cirque. À travers son innocence et ses maladresses, c'est la vraie vie qui fait son entrée au cirque et, avec elle, le véritable humour, l'amour et la révolte contre le directeur.

L'accessoiriste sauve donc le cirque, mais il le quitte pour suivre sa propre route. La dernière scène du film est à prendre au pied de la lettre, comme un rêve : le chapiteau étant démonté, ne reste plus que sa trace au sol, un grand cercle. Charlot y est assis sur une caisse, le temps de regarder s'éloigner la caravane, un peu mélancolique de la voir emporter la belle équestre dont il s'est épris, mais qu'il a surtout sauvée du père en lui trouvant un beau et bon mari, le funambule. Puis il se ressaisit et sort du cercle – vicieux. Tout le sens du film est dans la sortie du cercle – du cirque. Lui tourner le dos, prendre une tout autre route. Hélas, il semble bien que notre société veuille suivre le cirque à la trace. Clown, réveille-toi, ils sont tous devenus fous ! ★

LIVRES

Dissidences, « L'art comme résistance. Éveil politique et engagement des artistes dans les années 1930 »

Lormont, Éditions le Bord de l'eau, vol. 9, octobre 2010, 179 p.

L'idée-force de ce neuvième numéro de *Dissidences* est de montrer, grâce à l'étude d'archives inédites et à l'analyse d'œuvres et de manifestations artistiques diverses, la pluralité des formes de la résistance et de l'engagement politique à travers les arts dans les années 1930 en Europe. Des régimes infâmes ont exercé leurs contraintes délétères dans l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne, mais aussi et diversement dans l'Italie de Mussolini, dans l'Espagne de Franco, en Tchécos-lovaquie, en Angleterre et en France.

Onze articles font état de résistances par les arts et les idées dans ces différents pays, en peinture, théâtre, cinéma de fiction et documentaire, dans des revues aussi.

Comment, par exemple, s'est exprimé parmi les peintres allemands le refus de l'art nazi, sorte d'eugénisme esthétique, néoclassicisme à saveur ruro-nationaliste ? Un satiriste à tendance anarchiste tel Otto Dix, dont l'art urbain est aux antipodes d'une vision édifiante de la société comme de l'individu, sera vite banni, contraint à ce qu'il a appelé un « exil intérieur », et tourné en dérision lors de la fameuse exposition « Art dégénéré » de 1937, qualifié de bolchévique et d'esprit juif. Ce qui n'a pas empêché Dix d'exprimer son dégoût du nazisme dans des compositions étonnantes et du plus haut intérêt esthétique. Des artistes communistes en revanche, pressés d'édifier l'Éden pour l'Homme nouveau, d'une société sans classes ni conflits, seront mieux tolérés parce qu'ils refusaient, dans leur quête de pureté, de peindre la laideur de leur propre société, bien que s'opposant au régime nazi. Il est frappant de constater que cette conception « progressiste » ne fut pas absolument irréconciliable avec l'art nazi. Dans l'Allemagne de l'Est elle devint même officielle et autoritaire.

Numéro passionnant – qu'on voudrait davantage illustré de reproductions d'œuvres, mais quel luxe ce serait ! – en ce qu'il jette des lumières sur les dissidences artistiques, en montrant que les régimes totalitaires ne sont pas rigoureusement monolithiques, infaillibles dans la communication de leurs délires morbides. D'où l'importance et la portée des résistances. L'exemple du cinéma en URSS illustre le mieux l'ambigüité des mots d'ordre du collectivisme, que des cinéastes ont su déjouer.

Cet ensemble de textes vise à renouveler l'idée qu'on se faisait de la résistance artistique. À certains égards, il permet de mieux saisir comment l'appauvrissement de la liberté et de la pensée s'exerce dans nos démocraties libérales corrompues. De multiples chemins de dissidence sont heureusement ouverts, à travers la critique, le non-conformisme, la pensée inactuelle, le refus d'édifier, l'éducation ainsi que la solidarité des artistes avec les plus démunis. À cet égard, l'invention du cinéma documentaire à Londres, le rôle pédagogique et politique que ses artisans lui confèrent, offre un excellent exemple. Mais attention, fragile. Ces chemins sont toujours menacés de fermeture.

GILLES MCMILLAN

Fuir l'histoire ? La révolution russe et la révolution chinoise aujourd'hui

Domenico Losurdo, Paris, Éd. Delga, 2007.

À mesure que l'histoire se déroule à rebours, derrière soi, des certitudes tombent. Mais d'autres se raffermissent. Comme ancien maoïste, j'ai appris que dans la recherche de la vérité, plusieurs personnes aux affinités partagées peuvent se fourvoyer. Mais le point de vue selon lequel le capitalisme serait restauré en Chine emprunte des raccourcis questionnables. J'ai le sentiment qu'une gauche, ressuscitée autour de la lutte au sectarisme, peine encore à éviter ce genre de piège envers les communistes. Cela se manifeste en nous prêtant une histoire passée qui aboutit inévitablement aux crimes de Staline et de Mao.

La lecture de Losurdo y met un sérieux bémol. Celui-ci soutient qu'il est possible d'appliquer le matérialisme historique à l'histoire même d'un mouvement communiste international qui a son prolongement en Chine. Même ceux qui n'adhèrent pas au marxisme trouveront chez Losurdo une conception de l'histoire qui pourrait bien les surprendre. Pour ceux qui sont déjà des familiers, il s'agit d'une réflexion qui interroge leurs vieux concepts « sans jeter le bébé avec l'eau du bain ». Pour les plus critiques du marxisme, nos camarades anarchistes entre autres, Losurdo démontre que les capacités intellectuelles de ceux qui se réfèrent au marxisme ne se sont pas atténuées au fil des ans : le rationalisme et l'esprit scientifique des Lumières demeurent les fondements de cette façon de lire le monde pour le transformer sans renoncer à penser par soi-même.

Le raisonnement que tient Losurdo sur l'évolution du marxisme au sein du Parti communiste chinois est rigoureux et ne laisse pas beaucoup de place aux argumentaires de ceux qui veulent prendre leur distance de cette théorie. Personne ne peut nier à Marx ses talents de vulgarisateur. Il les a appliqués dans la rédaction du *Manifeste* et a ainsi rendu accessible au plus grand nombre un point de vue révolutionnaire dont personne ne peut nier l'impact au XX^e^ siècle. Losurdo met en évidence ces habiletés chez ses successeurs, mais il en montre aussi les limites ravageuses liées au XIX^e^ siècle lui-même. Sur la conception de l'État, entre autres.

Ce philosophe de l'histoire italien jette un pavé dans la mare du communisme tout en s'en affichant l'adepte. Et ce n'est pas sans étonnement que le lecteur appréciera son appel à « dé-canoniser » Marx ou les autres classiques en « faisant du passé table rase ».

GUY ROY

Comment le genre trouble la classe

Revue Agone, no 43

Comment le genre trouble la classe, tel est le titre du numéro 43 de la Revue *Agone* dont les champs de spécialisation sont l'histoire, la politique et la sociologie. La trame centrale de ce numéro est le féminisme. À ce thème principal sont rattachés des sous-thèmes : la division sexuelle du travail, l'oppression des femmes dans le cadre du marxisme, les actions menées par les femmes pour combattre les discriminations fondées sur le sexe. Précisons encore que ce dossier traite du féminisme en lien avec les problématiques du poststructuralisme et du postmodernisme.

En fait, le combat des femmes est vu sous divers angles et leurs interventions, comme on le fait remarquer avec justesse, ne sont pas confinées à un pays ou une région spécifique du monde. Elles ont une dimension planétaire plutôt que nationale ou continentale.

Richement documenté, ce numéro de la revue *Agone* présente une grande variété d'expériences, décevantes ou réconfortantes, vécues par les femmes : c'est en cela qu'il revêt un caractère international. Et c'est justement là que réside l'intérêt des contributions qu'il réunit : elles reflètent les enjeux actuels du féminisme.

Signalons enfin que les personnes intéressées par la recherche et les militantes féministes pourront y trouver des informations pertinentes pour approfondir leurs connaissances en matière de genre.

GHISLAINE SATHOUD

Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques

Razmig Keucheyan, Montréal, Lux Éditeur, 2010, 335 p.

Je n'essaierai pas de résumer ce livre foisonnant. Je me contenterai d'indiquer ce que j'y ai trouvé d'intellectuellement stimulant. Quatre propositions ressortent de la première partie du livre sur les « contextes » de la nouvelle pensée critique :

1. La nouvelle gauche (1956-1977), qui remettait en question la théorie figée marxiste-léniniste, se préoccupe de l'aliénation, questionne la centralité de l'exploitation économique, s'interroge sur le sujet de l'émancipation (les nouveaux mouvements sociaux jettent de l'ombre sur la classe ouvrière) et, avec Foucault, explore la multiplicité du pouvoir. Ces questionnements influencent non seulement les nouveaux penseurs critiques, mais également ceux issus de cette période qui n'ont pas renoncé à leurs espoirs (Rancière, Badiou, Negri…).

2. Depuis les années 1920, avec la dogmatisation du marxisme, les théoriciens critiques entretiennent, contrairement à leurs prédécesseurs, peu de rapports avec les organisations ouvrières (partis ou syndicats). Un des rares qui maintient, selon moi, le lien avec la pratique est Antonio Gramsci qui, emprisonné, a pu réfléchir librement sur l'échec du mouvement ouvrier face à la montée du fascisme. Il n'est donc pas étonnant que Gramsci, comme le souligne Keucheyan, exerce une si forte influence dans la pensée critique contemporaine.

3. L'Europe, dont la France, a perdu aux mains des États-Unis et de leurs universités « *le (quasi) monopole dont ils disposaient jusqu'ici sur la production des théories critiques* ». L'auteur prédit que celles-ci proviendront de plus en plus des régions périphériques du « système-monde », dont la Chine, l'Inde et le Brésil, et que les femmes y joueront un rôle important.

4. L'innovation des théories critiques actuelles est le produit, d'une part, de l'introduction de nouveaux objets d'analyse (ex. l'écologie) et, d'autre part, de l'hybridation du corpus marxiste par de nouveaux courants.

Les deux dernières parties présentent de façon succincte, mais claire, les nouvelles pensées critiques sur la nature et l'évolution du système capitaliste (dont celles de Robert Cox, David Harvey, Benedict Anderson, Robert Brenner, Elmar Altvater et du Canadien Leo Panitch) et sur les sujets de l'émancipation (dont celles de Slavoj Zizec, Donna Haraway, E. P. Thompson, David Harvey, Seyla Benhabib et Ernesto Laclau).

Si la première partie nous permet de réfléchir sur les défaites d'où émergent de nouvelles pensées critiques, les deux dernières introduiront le lecteur à des auteurs qu'il ignorait.

JEAN-MARC PIOTTE

Offshore : Paradis fiscaux et souveraineté criminelle

Alain Deneault, Montréal, Écosociété, 2010.

En cette période de préparation des rapports d'impôts, on se consolera sûrement, en réalisant le montant payé (ou à payer !) en 2010, en se rappelant que ces sommes représentent une contribution aux programmes sociaux, qui en ont bien besoin du reste. Mais dans *Offshore*, Alain Deneault nous rappelle l'existence des paradis fiscaux, ces États souverains qui permettent aux particuliers et aux sociétés de planquer à l'abri du fisc des sommes astronomiques, estimées à des milliers de milliards de dollars, selon les économistes. Situation déjà frustrante en soi par laquelle les plus riches de ce monde (y compris du Canada) évitent leurs responsabilités via les ententes de secret bancaire. *Offshore* trace un portrait inquiétant de l'utilisation de ces capitaux, en toute impunité et anonymat : blanchiment d'argent sale issu des industries de la drogue, du trafic d'armes et même de la traite de femmes et d'enfants, financement de régimes corrompus et de coups d'État, investissement dans des compagnies spoliant les richesses naturelles de pays en développement, etc. Cela va même jusqu'au financement d'armées de mercenaires protégeant leurs intérêts, qui n'hésitent pas à violer les droits de l'homme. Enfin l'hypocrisie des dirigeants de nos États de droit est déconcertante : le laxisme face aux systèmes comptables parallèles a permis à 99,9 % des blanchisseurs de ne pas être inquiétés dans les années 2000.

DANIEL CHAPDELAINE

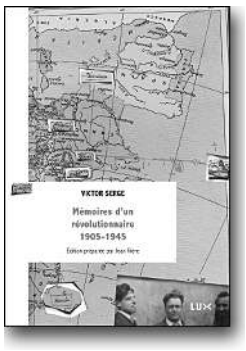
Mémoires d'un révolutionnaire, **Victor Serge**, Montréal, Lux Éditeur, 2010, 633 p.

Ce qu'elle est confortable notre révolution à nous, lectrices, lecteurs d' *À Bâbord !* On en prend conscience en lisant les *Mémoires d'un révolutionnaire*, de Victor Serge, témoignage inédit d'une époque révolutionnaire intense comme l'Histoire n'en revivra probablement jamais. Une œuvre phare.

Dans ses mémoires, Victor Lvovitch Kibaltchitch, de son vrai nom, relate son parcours de combattant anarchiste dans plusieurs pays d'Europe au début du XX^{e} siècle et particulièrement en terres soviétiques, de 1919 à 1936. Il évoque avec force détails cette marche vers l'émancipation de la classe ouvrière qui a inspiré tant de révolutionnaires.

Son récit comporte deux atouts extraordinaires qui contribuent à faire de cet ouvrage une contribution tout à fait unique sur une période que les uns idéalisent et que les autres démonisent. Premièrement, il livre ses observations d'une manière tout à fait factuelle, appuyée sur des choses vues. Pas de grande théorie dans ces mémoires ni de grandes conclusions, mais un portrait juste des événements qu'il décortique et analyse, sans complaisance, à partir de ce qu'il en a vécu lui-même, ne cherchant pas à démontrer ni infirmer quelque thèse que ce soit. Deuxièmement, il critique, certes, les décisions et les gestes politiques qui ont mené aux épouvantables dérapages de l'autoritarisme en Union soviétique, mais il le fait avec grande intelligence sans jamais renier d'où il vient lui-même ni la lutte d'émancipation, toujours fidèle à sa propre utopie, la démocratie ouvrière.

En suivant son parcours de lutte, on en vient à comprendre comment des idéalistes de l'émancipation des masses, démocrates, égalitaires et pacifistes ont pu resserrer les rangs aussi longtemps autour d'un régime totalitaire, liberticide, violent, au nom de la poursuite d'un idéal rempli de promesses. On découvre qu'il y a toujours eu plusieurs mouvements d'opposition tout à fait lucides, organisés au sein même de l'appareil d'État soviétique, et à quel point ils eurent une certaine influence, souvent occulte.



Chaque lecteur y fera ses propres découvertes en fonction de ses connaissances historiques, politiques, théoriques. Un volet absolument fascinant est sans conteste le dévoilement, avec force détails, de l'appareil répressif, totalitaire et propagandiste mis en place dès le début de la Révolution et poussé à son paroxysme sous Staline. Comment des dizaines de milliers de cerveaux parmi les plus brillants, épris de justice et de liberté, ont-ils pu, tels de vulgaires pions, renforcer le régime par des accusations frivoles, des fusillades et règlements de compte à l'emporte-pièce, des mensonges abominables, des manipulations grossières ? Serge démonte le système en présentant, une par une, des centaines de victimes et les circonstances entourant leur exécution, disparition, déportation, la plupart étant des gens qu'il a côtoyés, frères d'armes dans la Révolution.

Serge ne se limite pas à démontrer les ratés de la Révolution. Aux premières loges de l'Internationale communiste fondée en 1919, cet internationaliste convaincu explique avec tout autant de détails comment le modèle communiste s'est tranquillement construit et a inspiré de profondes transformations dans les démocraties européennes.

Sur le plan idéologique, on range l'auteur parmi les partisans de Trotski et des autres soviétiques de gauche, critiques du stalinisme et du capitalisme d'État pratiqué en URSS, séduits en quelque sorte par l'idéal libertaire. Il sera d'ailleurs, tout comme eux, expulsé d'Union soviétique en 1936, à défaut d'être fusillé, après avoir passé quelque temps en exil intérieur. Mais lui-même conclut son ouvrage par une critique de Trotski, lequel referait, selon lui, la même erreur que ceux qu'il critique en ne laissant pas de place à l'expression démocratique et à la liberté de penser et de créer. à

La première édition de ses mémoires, en 1951, est quasi mythique. Comme plusieurs autres de ses œuvres, elle contribua grandement à une prise de conscience dans le mouvement communiste international pris entre deux propagandes : celle du camp soviétique, embellissant à outrance l'expérience du socialisme à l'Est et celle de la presse libre des empires capitalistes qui ne se limitait pas toujours non plus, on s'en doute bien, à livrer les faits tel quels. Cela est d'autant plus marquant que l'auteur y défendra jusqu'à la dernière syllabe l'idéal socialiste contre les assauts des forces ennemies du camp impérialiste, qui rêvait déjà de débarrasser le monde d'un encombrant modèle alternatif afin de s'imposer comme voie unique de passage pour toutes les nations.

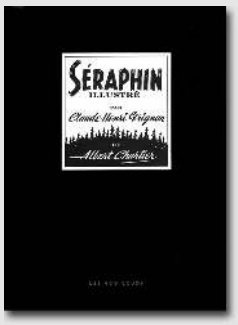
Un recueil de mémoires, au rythme forcément lent, mais qui s'avère captivant et écrit dans une langue claire et limpide. Et un récit s'adressant à un public averti déjà bien au fait des différences historiques et théoriques entre les divers courants animant le mouvement socialiste international.

JEAN-PIERRE LARCHE

À TOUT PRENDRE

RAMON VITESSE Sur les ondes de CKUT 90,3 FM, *Pirate & Libre !* les mardis de 1H à 2H du matin.

BD



Albert Chartier et **C.-Henri Grignon**, *Séraphin illustré*, Les 400 coups, 2010, 263 p.

Splendide travail pour réunir la BD du feuilleton qui a fait les belles heures de la télé québécoise avec 2 500 000 mordus… Tout ce qui a paru dans *Le Bulletin des agriculteurs* de 1951 à 1970 et même un peu plus est ici sous une couverture toilée verte à l'ancienne; en prime le Québec agricole et son plus grand grippe-sous et *shylock* – un proto capitaliste !

Michel Falardeau, *Luck*, Dargaud, 2010, 128 p.

Luck fait des crânes en graffiti, nargue la police, glandouille à l'école et se demande bien comment charmer son idéal féminin quelque peu glacé. Entre les rêves et la réalité, l'auteur québécois qui peut évoquer le style manga ajoute des émotions et l'audace d'être.

Liniers, *Macanudo 2*, La Pastèque, 2009, 95 p.

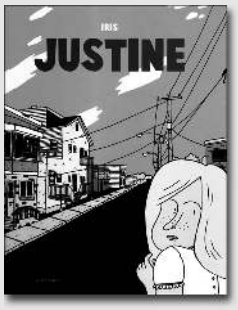
De Buenos Aires ce génie du *comic strip* atypique, à l'instar de Herriman, de Schulz ou de Quino, va loin dans le non-sens, dans l'inversion logique, dans le décalage ou même dans l'onirisme. Dans un style dépouillé mais méticuleux pour son dessin presque rétro l'auteur, qui lançait Macanudo en 2002 (il en est déjà à 10 numéros en Argentine), introduira, au gré de sa fantaisie : un pingouin, une petite fille, un ours en peluche, des lutins, des grenouilles, une olive ou autres… Dans ses clins d'œil BD, il est souvent question d'altérité et d'imagination sans frontière !

Frano Petrusa, *Guerre et match*, Dargaud, 2010, 60 p.

Ce livre d'un ancien joueur de ballon panier croate de haut calibre revisite des souvenirs qui ont le mérite de placer le sport professionnel et la guerre civile comme deux frères siamois dans une guerre en alternance… Des balles et des jeux…

Francis Desharnais, *Burquette - Tome 2*, Les 400 coups, 2010, 67 p.

Pour ce deuxième volet de *comic strip*, exit la burquette et voici un moulin à coudre pour mieux comprendre les réalités de bien des enfants de la planète. Aussi, Alberte sera tiraillée entre deux parents idéalistes et… séparés.



Iris, *Justine*, La Pastèque, 2010, 92 p.

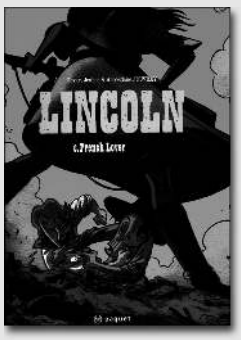
Les tribulations de colocation, des boulots merdiques et un amour à la fois fantaisiste et pathétique de Justine sont dessinés sans tralala aucun par une Iris fort lucide. Cette québécoise au style et au point de vue féminin démystificateur proche d'une Lucie Durbiano fait mouche. Sa fiction, avec son lot de misères, offre aussi quelques embellies inoubliables… L'épilogue en est un bel exemple !

Fred Neidhart, *La peur du rouge*, coll. Shampooing, Delcourt, 2010, 125 p.

Un groupe de jeunes Français passent à l'Est, en Allemagne, le temps d'une visite scolaire en 1981. Autobiographique ce récit *trash* et délictueux à l'adolescence ? « *L'histoire est entièrement vraie, puisque je l'ai imaginée d'un bout à l'autre* », c'est la citation de Boris Vian en exergue de cette BD animalière et parfois bestiale !

Jimmy Beaulieu, *À la faveur de la nuit*, Les Impressions nouvelles, 110 p.

Revoici ce récipiendaire du prix Albert Chartier pour son apport à la BD québécoise; il fut l'un des initiateurs du collectif Mécanique Générale. Ce récit d'un huis clos érotique entre deux femmes en attente d'un complice pour un vol de banque fait la belle part aux crayons de couleurs et à la magie de la nuit – si on excepte la police et autres chiens qui débarquent pour la finale…



Jérôme & **Anne-Claire Jouvray**
La Pès Rekin - 1ere partie, Futuropolis, 2010, 61 p.
Olivier, **Jérôme** & **Anne-Claire Jouvray**, *Lincoln - 6. French Lover*, Paquet, 2009, 48 p.

Les Jouvray, un couple, et un frangin sont de splendides artisans BD. Le premier livre, partiellement en créole de La Réunion, montre comment le tourisme, notamment avec la pêche au requin en voie de disparition, fait tache avec la vie dure, en pleine croissance, pour les pauvres du cru. Dans le second, une série western décalée où s'affrontent le bien et le mal chez le désabusé Lincoln, il est question de rien de moins que d'une révolutionnaire au tempérament foudroyant et de ces maudites frontières mexicaines présentant de misérables camps de réfugiés.

CD

Panache

Éponyme, Grosse Boîte, 2010.

Ce nouveau trio rock qui implique Carl-Éric Hudon (voix, basse, clavier, piano), un max de guitares de Benoît Fréchette et la batterie de David Arpin a quelque chose de séduisant et de très vif… Pas étonnant : les textes, fort audibles, taquinent l'amour en multipliant les images et les clins d'œil au cinéma.

À bâbord !

Coupon d'abonnement

Taxes et frais de poste inclus

- ❑ Abonnement individuel 1 an/5 numéros : 35 $
- ❑ Abonnement individuel 2 ans/10 numéros : 60 $
- ❑ Tarif étudiant 1 an (+ photocopie de carte étudiant) : 25 $
- ❑ Abonnement organisationnel 1 an/5 numéros : 50 $
- ❑ Don de soutien à la revue de _____

Nom _____

Organisme/Institution _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Tél. _____ Courriel _____

Débuter l'abonnement au numéro _____

Faites parvenir votre coupon et votre chèque libellé à l'ordre de

La revue À bâbord !

5819, De Lorimier, Montréal, QC, H2G 2N8

Pour nous joindre : info@ababord.org

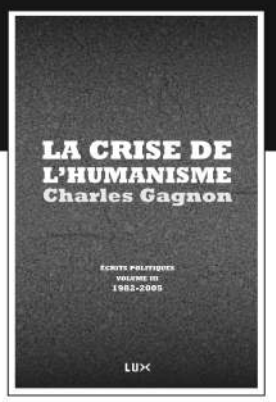
ACHATS GROUPÉS

À bâbord ! offre aux **groupes, institutions, coopératives, associations** et **syndicats** la possibilité de faire des **achats groupés** de la revue à un **tarif préférentiel**. Une formule qui permet aux membres, déléguéEs ou dirigeantEs d'avoir un outil d'information et de formation.

Contactez-nous pour les modalités :

info@ababord.org

LUX EN LIBRAIRIE



Charles Gagnon

LA CRISE DE L'HUMANISME

ÉCRITS POLITIQUES, VOL. III (1982-2005)

Au début des années 1980, les idéologies de contestation et de changement du monde ont du plomb dans l'aile, au Québec comme ailleurs. La crise économique entraîne dans son sillage d'autres crises : celle de l'État providence, du militantisme, de la jeunesse, de la cause nationale, du marxisme… et ce qu'on a appelé un certain silence des intellectuels.

Personnage clé du mouvement révolutionnaire québécois, du FLQ au marxisme-léninisme des années 1970, Charles Gagnon continue à décrire, de sa plume alerte, les évolutions de notre société, des référendums aux partis politiques de gauche, de « McGill français » à l'anniversaire d'Octobre 1970… Mais surtout, c'est le fondement même de nos sociétés qu'il interroge : l'humanisme issu des Lumières, dont la défense est au cœur des mouvements de contestation des années 1960-1970.

www.luxediteur.com

Boycotter le *Journal de Montréal*, c'est un puissant geste de solidarité en appui aux 253 lock-outés sur le trottoir depuis maintenant plus de deux ans.

Boycotter le *Journal de Montréal*, c'est refuser de l'acheter, mais aussi de le lire.

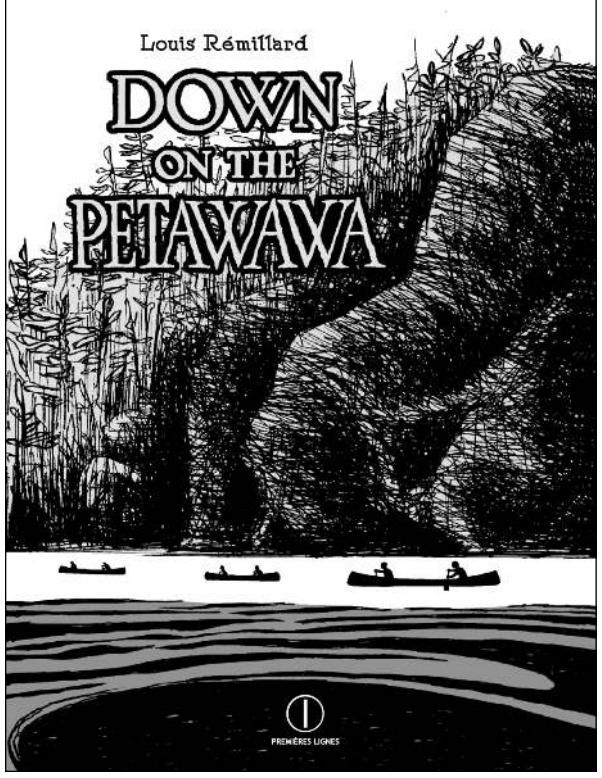
C'est aussi **signer** la pétition sur www.csn.qc.ca

Conseil central DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN CSN

BOYCOTTONS LE JOURNAL DE MONTRÉAL

Disponible dans toutes les bonnes librairies

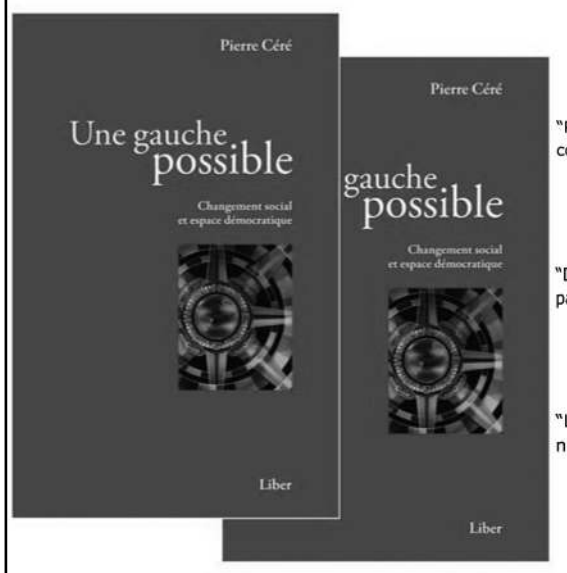
http://louisremillard.blogspot.com



Une gauche possible

Changement social et espace démocratique

de Pierre Céré



"Pierre Céré fait preuve d'un remarquable courage et d'une belle lucidité"

Louis Cornellier
Le Devoir, 11 septembre 2010

"Difficile de refermer ce livre sans être touché par la sincérité et la lucidité de l'auteur."

Carole Beaulieu
L'actualité, 24 septembre 2010

"La Presse s'est intéressée à un auteur qui n'hésite pas à brasser la cage."

Daniel Dubrûle
La Presse, 04 décembre 2010

éditions LIBER

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Député de Mercier

Adresse de circonscription
1012, avenue du Mont-Royal Est, # 102
Montréal (Québec) H2J 1X6
Téléphone : 514 525-8877
Courriel : akhadir-merc@assnat.qc.ca

AMIR KHADIR

La fonction publique est au coeur des valeurs que le Québec s'est données.

Ne laissons personne détruire ce que nous avons mis des années à construire!

Justice, Équité et Solidarité

SFPQ
SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC
www.sfpq.qc.ca

LAURÉAT RÉGIONAL
LES GRANDS PRIX DU TOURISME QUÉBÉCOIS 2004
Québec

365, boul. Charest Est
Québec, Qc G1K 3H3
(418) 523-1790

L'Autre Jardin
auberge ★★★

- *27 chambres*
- *Branchement Internet*
- *Concept bureau à l'hôtel*
- *Salle de réunion*
- *Petit déjeuner offert gratuitement*

Pour un monde égalitaire et solidaire

SCFP

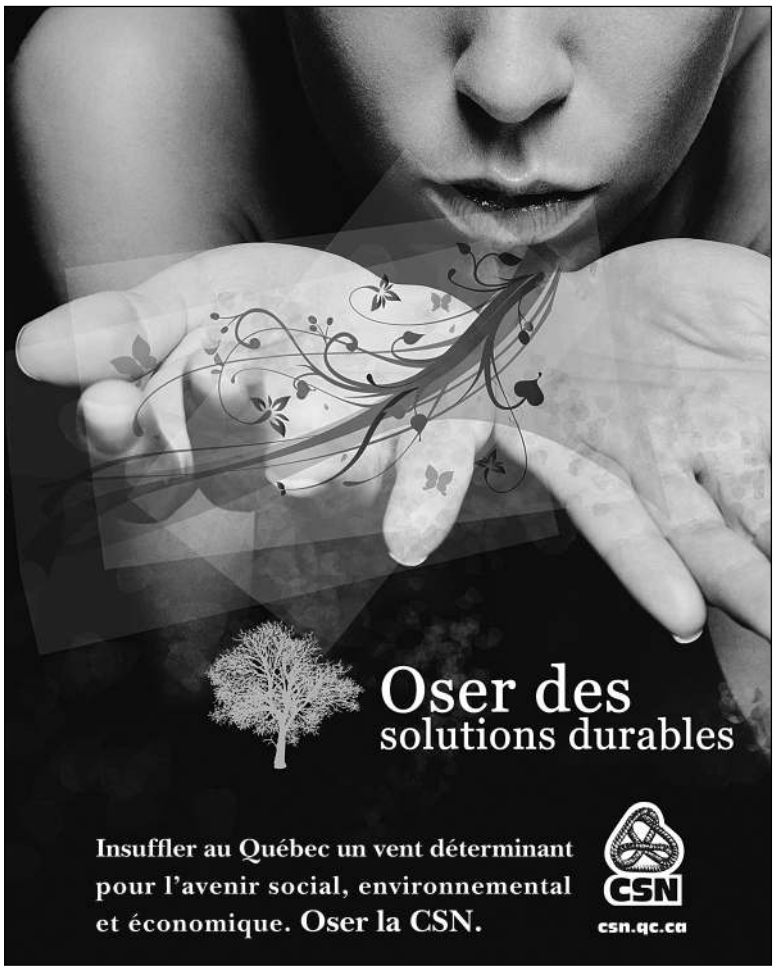
Syndicat canadien de la fonction publique FTQ

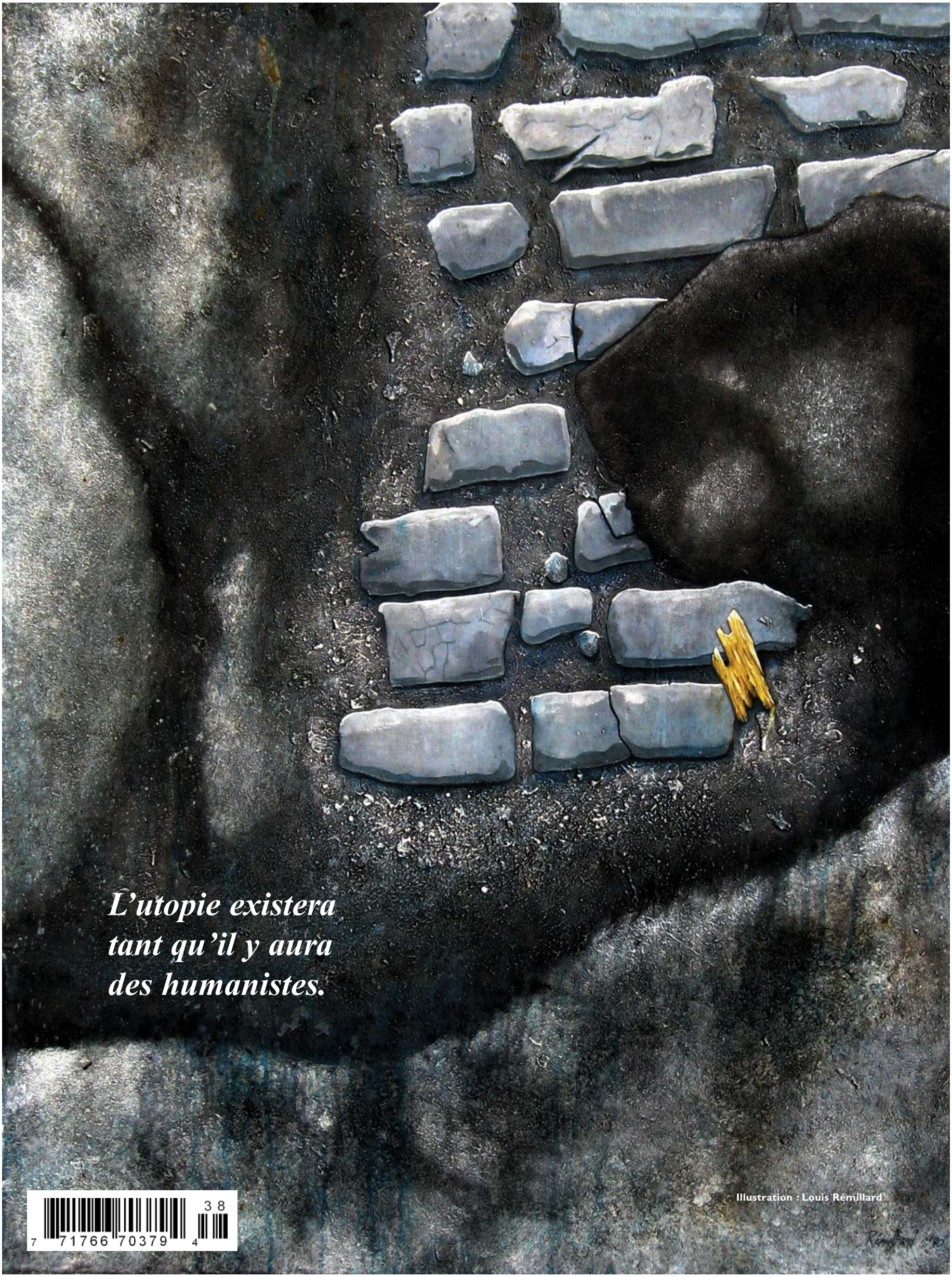
LE PRIVÉ GÈRE LES SOINS.
LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ FERME LES YEUX.
LE COMPTEUR TOURNE.

fiq
FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

www.fiqsante.qc.ca

Babord38p33-52.qxd 27/01/11 02:18 Page 51





L'utopie existera tant qu'il y aura des humanistes.

Illustration : Louis Rémillard

7 71766 70379 4 38